



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL – MAI - JUIN 2021

N°206

TOME 2

SOMMAIRE
RAA AVRIL – MAI – JUIN 2021
N°206

	PAGES
TOME 1	
PARTIE 1 : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 7 juin 2021)</i>	2
TOME 2	
PARTIE 2 : DECISIONS <i>(Conseil du 7 juin 2021)</i>	1
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	505
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	656

PARTIE 2 DECISIONS

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-012	Décision relative au lot 8 "Dispositifs de retenue routiers" du marché n°M8D5204EP d'équipements de la route - Avenant de prix nouveaux - Autorisation de signature	16
MD2021-037	Décision relative à l'acquisition des parcelles aménagées en voirie - ZAC de la Draye - Commune de Jacou	18
MD2021-041	Décision relative à l'acquisition des parcelles CB 235 et CB 240 - Boulevard de la Liberté - Commune de Clapiers	21
MD2021-062	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée TK 103 rue de la Galéra - Commune de Montpellier	23
MD2021-066	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AA 14 - Parking des Aires - Commune de Cournonsec	25
MD2021-067	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public à détacher du chemin de la Peyrière située ZAC Roquefraisie commune de Saint-Jean de Védas	27
MD2021-068	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ET 578 Avenue Villeneuve d'Angoulême - Commune de Montpellier	29
MD2021-074	Décision relative à la vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Économies d'Énergie	31
MD2021-082	Mise à disposition de deux agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	33
MD2021-101	Décision relative au mécénat de compétences d'IDEAL FILM PROD pour la réalisation d'une visite virtuelle d'exposition du musée Fabre	35
MD2021-106	Décision modificative relative au marché n°4592EP16 de serrurerie de voirie	37
MD2021-107	Décision relative à un avenant n°4 au mandat de réalisation d'un Centre d'Art Contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm	39
MD2021-108	Décision relative à un avenant n°1 au mandat de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini	41
MD2021-110	Décision relative aux renouvellements des adhésions aux associations Sites et cités remarquables de France, ADMICAL, LMAC ET FNCC	44
MD2021-122	Décision relative à un échange foncier avec soulte entre la copropriété Parc de Gouneaud et Montpellier Méditerranée Métropole Commune de Vendargues	46
MD2021-128	Décision relative au marché n°M9D0146EA - Etudes et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lots 1 et 2 - Attributions	49

Conseil du 7 juin 2021
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-134	Protocole d'accord transactionnel - Mme ROLLAND - Autorisation de signature	52
MD2021-138	Décision relative à la signature du protocole d'indemnisation de l'exploitant des parcelles cadastrées AI n°63 et 69 sises commune de Lattes- Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson	55
MD2021-140	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH n°43 partie (99) sise commune de Lattes - Aménagement de protection de la basse vallée de la Mosson	58
MD2021-144	Décision relative à l'avenant n°2 à la convention des 25 août et 6 octobre 2020 et son avenant n°1 portant occupation temporaire, par l'Eco Cirque Bouglione, d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n°1	61
MD2021-148	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public pour l'implantation d'une activité de restauration saisonnière - Parking du Prévost - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone en vue de minorer la redevance suite à la crise sanitaire sur la période 2020	63
MD2021-163	Épidémie de Covid-19 - Attribution d'aide sous forme d'exonération des loyers et redevances pour le 2ème trimestre 2020 à destination des entreprises occupantes des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	66
MD2021-165	Décision relative à l'aide immobilière d'entreprise accordée par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la crise sanitaire pour des entreprises locataires dans des locaux Métropole et éligibles à l'exonération des loyers du mois de novembre 2020	69
MD2021-167	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) au titre de l'année 2021	72
MD2021-168	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BA 198 - Commune de Vendargues	74
MD2021-170	Décision d'ester en justice "Requête n°2003796-4TA - SASU TRAMSHOP OCCITANIE"	76
MD2021-171	Décision relative à l'attribution du marché d'expertises construction 8M84D dans le cadre de la ligne 5 de tramway	78
MD2021-173	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA02410 CAA - SARL AO 34"	81
MD2021-174	Décision modificative relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n°2 : Ouvrages de traitement de l'eau	83

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-175	Décision relative au marché n°M1B0001DC - Réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds Bruyas du musée Fabre - Attribution	86
MD2021-176	Décision relative au marché n°4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire - Lots 1, 2 et 3 - Avenants n°1 - Autorisations de signature	88
MD2021-179	Décision relative au marché n°M0D0033VD - Lots 1 (Est) et 2 (Ouest) - Traitement des bennes bois issues des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	91
MD2021-181	Décision d'ester "Requête n°2100516-1 TA -SCI TELECOM"	94
MD2021-182	Décision modificative n°2 relative au marché n°4788CO17 - Impression - Façonnage - Conditionnement et livraison des supports de communication (lot 4)	96
MD2021-183	Décision relative au marché n°M0D0057VD - Fourniture, livraison et déchargement de composteurs individuels avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte (bioseau) en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	99
MD2021-186	Décision relative à la cession d'une emprise de 43 m² - ZAC Garosud Extension - Commune de Montpellier	102
MD2021-187	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Jean-Michel Navarro - Parcelles situées sur les commune de Lattes et Saint Jean de Védas	104
MD2021-189	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPORTIHOME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	106
MD2021-190	Décision modification relative au marché n° M9D0139EA "Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson"	109
MD2021-191	Décision relative au marché n°M9D0146EA - Etudes et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 3 – Attribution	111
MD2021-192	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°5194AT18 - Lot 1 "Requalification de la partie basse de l'Avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques" - Autorisation de signature	114
MD2021-194	Décision relative à un marché n°M9D0146EA - Etudes et maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot n° 4	116
MD2021-196	Décision relative au marché n°4702 - Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles - Avenant n°3 - Autorisation de signature	119
MD2021-197	Décision relative à l'acquisition des parcelles AE 1530 et AE 1533 - Chemin du Trial - Commune de Saint-Drézéry	122

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-201	Décision relative à l'acquisition d'emprises à vocation publique - Régularisation foncière - ZAC Blaise PASCAL - Commune de Montpellier	124
MD2021-203	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société VINCI INVESTISSEMENT - Terrain nu - Parcelle CH 107 - Rue Louis Lumière - Parc d'activités des Commandeurs - Commune de Lattes	127
MD2021-204	Décision relative au marché G9D0029MG - Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs - Avenant n°2 - Autorisation de signature	131
MD2021-205	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent portant sur des missions d'études préliminaires dans le cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle	134
MD2021-208	Décision relative au marché n°M0B0107VD - Broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont à la Société SUD BROYAGE RECYCLAGE - Attribution - Autorisation de signature	136
MD2021-211	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63 - Commune de Montpellier	138
MD2021-213	Décision relative au transfert de propriété de la parcelle AA 234 dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Commune de Cournonsec	141
MD2021-215	Décision d'ester en justice "Requête n°2100875-3 - Ressources humaines"	144
MD2021-216	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA03364 CAA - Ressources Humaines"	146
MD2021-217	Décision d'ester en justice "Requête n°2005382-4 TA - Saad RAHMANI"	148
MD2021-218	Décision relative au marché n°M0D0086EP - Aménagement d'une zone de rencontre rue du général Vincent à Montpellier - Passé sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 - Lot n°2 - Attribution du marché	150
MD2021-221	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société GL BIOCONTROL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	153
MD2021-222	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	156
MD2021-223	Décision relative à la cession de la parcelle DH n°129 à la commune de Lattes	159
MD2021-227	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société DECATHLON - terrain nu - Parcelle CA 7, 9 et 11 - Lieudit La Figuière - Commune de Lattes	161

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-228	Décision relative à l'attribution du marché de gardiennage du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M)	164
MD2021-229	Décision relative à l'acquisition d'un véhicule de marque Ford modèle Transit3 immatriculé DV-020-YJ auprès de la société Ford Lease	166
MD2021-230	Décision relative à la création d'une régie d'avances au sein de la Direction de la Communication	168
MD2021-231	Décision relative à la réforme de copieurs multifonctions en raison de leurs vétustés - Reprise par la société Fac simulé bureautique Canon	171
MD2021-232	Décision relative au marché n°M0D0029DM - Détection, géo-référencement et récolement des réseaux des équipements de régulation du trafic - Attribution	174
MD2021-233	Protocole d'accord transactionnel - Mme DEGANS - Autorisation de signature	175
MD2021-234	Décision relative à l'acquisition des parcelles AE n°4, 5, 6, 8 et 12, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	179
MD2021-235	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association nationale des gestionnaires de digues - France Dignes	182
MD2021-236	Décision relative aux avenants n°2 au marché n°4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire - Lots 2 et 3 - Autorisations de signature	184
MD2021-237	Décision modificative relative à la convention de groupement de commandes publiques concernant les dispositifs de vidéoprotection entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et TaM - Avenant n°2 - Autorisation de signature	187
MD2021-239	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Emasolar - Local Lot 6, 391 rue de Font Froide à Montpellier	190
MD2021-241	Décision relative à l'attribution du marché n°8.887 de Prestations de Reprographie et Numérisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway	192
MD2021-242	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association France Hydrogène	195
MD2021-243	Décision d'ester en justice "Instance n°2100513-4 TA - MMMc/SCI EUROPE BATI	197
MD2021-246	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)	199

Conseil du 7 juin 2021
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-247	Décision modificative relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Ilot de la Mairie" avec la société "SARL PARADIS" - Commune de Vendargues - Modification du titre de la décision n°MD2020-1040	201
MD2021-248	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie et 8 partie, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	204
MD2021-249	Décision relative à la signature du protocole d'indemnisation du fermier des parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	207
MD2021-250	Décision relative à la signature d'un bail de location avec la Région Occitanie du parking de l'ARENA - Commune de Pérols	210
MD2021-251	Décision d'ester en justice "Requête n°2100875-1 - Ressources Humaines"	212
MD2021-254	Décision relative au marché n°4715DC17 - Lot 1 - Avenant de transfert de travaux à bons de commande dans les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	214
MD2021-255	Décision relative à une acquisition foncière située 176 avenue du Pic Saint Loup à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	216
MD2021-256	Décision relative à une acquisition foncière située 1919 Route de Mende à Montpellier, cadastrée section AS n° 11 pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	219
MD2021-257	Décision relative au marché n°M9D0025EP de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art et des murs de soutènement - Avenant de transfert au lot 2 "murs de soutènement"	222
MD2021-258	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre la Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole	224
MD2021-259	Décision relative à une acquisition foncière située 2482 Route de Mende à Montpellier pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	226
MD2021-260	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de la Fondation King Baudouin d'une huile sur toile de Robert de Niro senior, Three Figures after Courbet.	229
MD2021-264	Décision relative à l'acquisition de 3 bus fonctionnant au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) auprès de la centrale d'achats de l'UGAP	232

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-267	Décision relative au marché n°4623RI16 - Maîtrise d'œuvre pour l'extension du réseau très haut débit (THD) de la Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	234
MD2021-268	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Commune de Pérols à l'occasion de l'aliénation de la propriété MICHAUD - Villa 2 impasse des Galfières - Pérols.	236
MD2021-269	Décision relative au marché n°G0D0043EP - Mobilier urbain et de serrurerie de voirie - Travaux de dépose et de pose / Maintenance et fourniture - Lots 1,2 et 3 - Attributions - Autorisation de signature	238
MD2021-270	Décision relative à un avenant n°1 de transfert concernant le marché n°5152MG18 "Marché de location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole"	241
MD2021-271	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société Banque CIC Sud-Ouest - Local professionnel - 509 avenue Paul Rimbaud à Montpellier	244
MD2021-272	Décision relative au don des Amis du musée Fabre d'une huile sur toile d'Eugène Devéria, Psyché conduite à l'Olympe par Mercure pour épouser l'Amour	247
MD2021-273	Décision relative à l'acquisition des parcelles AE n°21 et 22 sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson	249
MD2021-274	Décision d'ester en justice "Requête n°2101169-4 TA - Monique JAMME"	252
MD2021-275	Décision relative au don de Monsieur Arno Bec et de Monsieur Reno Bec d'une huile sur toile d'Adolphe Pierre Leleux (Paris, 1812 - Paris, 1891), La Sortie (Paris, 1848)	254
MD2021-276	Décision relative à l'avenant 1 de transfert du marché n°M9D5240DS-Lot 6 "Peinture - Signalétique - Sols souples " de la SAS SOPESUD à la société VASSILEO BATIMENT à la suite d'une "fusion-absorption" - Autorisation de signature	256
MD2021-277	Décision relative au renouvellement des adhésions aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)	259
MD2021-278	Décision d'ester en justice "Requête 1903838-4 TA - GAEC LES SAVEURS DE LATTES"	261
MD2021-279	Epidémie covid-19 - Mesures de soutien aux acteurs économiques - Attribution d'aides pour le paiement des loyers professionnels du mois avril 2020	263

Conseil du 7 juin 2021
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-280	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Stéphane Bordarier, 22, 30.V.2008 'Hommage à Enguerrand Quarton '	265
MD2021-281	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Georges Daniel de Monfreid (Paris 1856 - id., 1929), Autoportrait à la boîte de peintures, 1906	267
MD2021-283	Décision relative à la signature du protocole d'indemnisation des exploitants de parcelle cadastrée AH n°43partie sise commune de Lattes- Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson	269
MD2021-284	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ADASTRA dans la Zac Garosud à Montpellier	272
MD2021-285	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ATHEOR dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	274
MD2021-286	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BET DELTA dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	276
MD2021-287	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de deux dessins d'Edouard Antoine MARSAL (1845-1929), La Mort de Joseph et Le Sacrement du Baptême	278
MD2021-288	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ETIK 3D dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	280
MD2021-289	Décision relative à l'agrément de candidature de la société PASSE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	282
MD2021-290	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LA FEUILLE D'ERABLE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	284
MD2021-291	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LES OUVRIERS DU MIDI dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	286
MD2021-292	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR)	288
MD2021-293	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OPPI dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	290
MD2021-294	Décision relative à la clôture du mandat d'études protocole de préfiguration du Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional - Quartier des Cévennes	292
MD2021-295	Décision relative à la clôture du mandat d'études du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain - Quartier Mosson	295

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-296	Décision relative à une convention de servitude - Parcelles A 398 - A 633 et A 1600 - A 1579 - Commune de Saint-Brès	298
MD2021-297	Décision relative à une convention d'occupation temporaire au profit de la SCI SAINTE EULALIE - Commune de Baillargues	300
MD2021-301	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCCV EUREKA 22 dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	303
MD2021-302	Décision relative au marché subséquent n°M1D0008AT - Travaux d'aménagement de l'avenue de Vendargues à Jacou - Attribution - Autorisation de signature	305
MD2021-303	Réseau des piscines - Dispositif "Vacances sportives dans les quartiers Politique de la Ville" - Règlement intérieur du dispositif	307
MD2021-304	Décision relative à la cession pour réforme d'une remorque vétuste de marque Mecano-Galva - Hôtel des ventes de Montpellier	309
MD2021-306	Décision relative à la signature d'un avenant n°3 à la convention initiale de Projet Urbain Partenarial avec la société ' SCCV IMPERIALE ' et de conventions de reversement des produits de la convention de PUP avec la commune de Baillargues et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC)	311
MD2021-308	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au CUSMA 2020-2021	315
MD2021-309	Décision relative au marché n°M0B0090MG - Entretien et Maintenance Tracteurs Agricoles et Lintrac - Avenant n°1 - Autorisation de signature	317
MD2021-310	Décision relative au marché de travaux de modification du dispositif de protection incendie, dans le cadre de l'extension et rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER - Autorisation de signature	320
MD2021-311	Décision d'ester en justice "Requête n°2101160-4 TA - Association Compagnons de Maguelone"	323
MD2021-312	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de fourniture de caveaux dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier (lotV5)	325
MD2021-313	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle A398 - A633 - Commune de Saint-Brès	329
MD2021-319	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5114DS18 - Fourniture de cartes RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	331
MD2021-321	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C6 immatriculé CN-623-SR - Hôtel des ventes de Montpellier	334

Conseil du 7 juin 2021
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-322	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C5 immatriculé DE-882-GR - Hôtel des ventes de Montpellier	336
MD2021-323	Décision d'ester en justice "Requête n°2101269-1 TA - VINCENT Valérie"	338
MD2021-324	Décision relative à un avenant n°1 au prêt à usage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M - Maison de gardien domaine de la Pompignane	340
MD2021-325	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA00513 CAA - SCI MIJOULAN"	343
MD2021-326	Décision relative au marché n°M1B0006EP - Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier - Pont Raymond Chauliac à Montpellier - Maîtrise d'œuvre - Attribution du marché	345
MD2021-327	Décision relative à un accord-cadre n°M0D0053EA - Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole	347
MD2021-329	Décision d'ester en justice "Requête n°2002604-1 TA- SCI LE BUREAU"	350
MD2021-330	Décision d'ester en justice "Requête n°2002119-1 TA- SAS LOTI SUD"	352
MD2021-333	Décision d'ester en justice "Requête n°2003720-1 TA - Association Groupement des propriétaires de Naussargues"	354
MD2021-334	Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation préalable de travaux sur le site du Théâtre des 13 vents	356
MD2021-335	Décision d'ester en justice "Requête n°2002152-1 TA - Société Multi Trans Route"	358
MD2021-336	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels	360
MD2021-337	Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - Vincent Rouquette"	362
MD2021-338	Décision d'ester en justice "Requête Juge de l'Expropriation - Philippe ROUQUETTE"	364
MD2021-339	Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent n°M9D0113EP - RM17E11 - Travaux de création d'une voie verte à Montferrier-sur-Lez - Autorisation de signature	366
MD2021-340	Décision d'ester en justice "Juge de l'expropriation - SAKELLARIDES"	368
MD2021-343	Décision relative au lot 7 du marché M8D5204EP d'équipements de la route - Avenant n°4 de prix nouveaux - Autorisation de signature	370
MD2021-345	Décision relative au marché n°5024 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°4 - Autorisation de signature	373

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-346	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Renault immatriculé 888-ADC-34 techniquement réparable mais économiquement irréparable - Hôtel des ventes de Montpellier	376
MD2021-347	Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - SCI TELECOM"	378
MD2021-349	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Mercedes ' avec la société ' SAS STE FINANCIERE DE LA MASA ' sur la commune de Baillargues	380
MD2021-350	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4713UH17 "Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole"	383
MD2021-352	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	386
MD2021-354	Décision relative au marché n°M0D0046EP - RM5 COURNONSEC - Recalibrage chaussée, construction d'un ouvrage d'art et création d'une piste cyclable - Lots 1 et 2 - Attributions	388
MD2021-355	Décision relative à la cession pour réforme d'un rouleau compresseur vétuste de marque Bomag - Hôtel des ventes de Montpellier	391
MD2021-356	Décision relative au marché n°M1B0019DC - Prises de vue d'œuvres et reportages photo d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature	393
MD2021-357	Décision d'ester en justice "Requête n°2000773-3 - Ressources Humaines"	395
MD2021-358	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA03175 CAA - Ressources Humaines"	397
MD2021-359	Décision relative à l'autorisation de passer des commandes auprès de l'UGAP concernant un marché n°M1D0029MG pour des études thermiques et la mise en place d'un schéma directeur immobilier énergétique	399
MD2021-360	Décision relative à une acquisition foncière située au 2482 Route de Mende à MONTPELLIER propriété de l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	402
MD2021-362	Décision relative à une acquisition foncière située au 2 avenue Emile Bertin-Sans à MONTPELLIER propriété du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) dans le cadre la réalisation de la ligne 5 de tramway	405

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-363	Décision relative à un avenant n°3 à la convention de mise à disposition de services, de biens matériels et immatériels de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" - Autorisation de signature	408
MD2021-364	Décision relative au don de la Société Jean LARNAUDIE de deux œuvres de François-Xavier FABRE (1766 - 1837), Portrait du marquis Luigi Grimaldi della Pietra et Portrait de la marquise Fanny Grimaldi	413
MD2021-365	Décision relative à un avenant n°3 au mandat d'études Comédie Esplanade Triangle autorisant la SA3M à engager des études de niveau Avant-Projet	415
MD2021-369	Décision relative à la cession pour réforme d'une remorque porte touret vétuste de marque Spirel immatriculé CK-020-XC - Hôtel des ventes de Montpellier	418
MD2021-370	Décision relative à la cession pour réforme d'une remorque port touret vétuste de marque Lancet immatriculée CK-996-XB - Hôtel des ventes de Montpellier	420
MD2021-372	Décision relative au marché subséquent n°M9D0103AT de travaux d'aménagements de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas - Avenant n°1 – Augmentation	422
MD2021-376	Décision d'ester en justice "Expulsion gens du voyage - parcelles BE 24 ET 46 - Chemin des Mazes - Le Crès"	424
MD2021-377	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ANTOLIA dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	426
MD2021-378	Décision d'ester en Justice "Requête n°2004110-1 - SAS L'ESSENTIEL"	428
MD2021-379	Décision d'ester en justice "Requêtes n°19MA03257 et n°19MA03258 CAA - Le Frapper du Hellen"	430
MD2021-382	Décision relative à l'attribution des marchés pour la construction des maisons Triolet n°8.82F dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation	432
MD2021-386	Décision relative à l'adhésion à la Convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies - Création, entretien et exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur les domaines privés de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	435
MD2021-387	Décision d'ester en justice "requête n°2101643-1 TA - Société FREY"	438

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-389	Décision modificative de la décision MD2021-234 relative à l'acquisition des parcelles AE n°4, 5, 6, 8 et 12, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	440
MD2021-390	Décision modificative de la décision MD2020-441 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16 - commune de Cournonsec	443
MD2021-392	Décision relative à un marché n°M0B0084EA - FiBaNI 2 : Impulser et accompagner des dynamiques de filières sur les territoires - Produire et coordonner	445
MD2021-395	Décision relative à des marchés passés auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la sureté et la protection incendie du site Hélios	447
MD2021-397	Décision d'ester en justice "Requête n°2101160-4 TA - Association Compagnons de Maguelone"	449
MD2021-399	Décision relative à un avenant n°1 au marché 5016MG18 Accord-cadre à bons de commande pour les travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2022 - Lot 11 ' Désamiantage Déconstruction '	451
MD2021-401	Décision relative au marché n°G8D0001DC-2 - Conduite d'exploitation et de maintenance des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et du MoCo - Lots n°1,2 et 3 – Attribution	454
MD2021-402	Décision d'ester en justice "Requête 19MA03394 et 19MA03395 CAA - Lucien AURIOL"	457
MD2021-403	Décision relative à l'agrément de candidature de la société Z-ADG dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	459
MD2021-404	Décision d'ester en justice "Requête n°2001320-4 TA- Syndicat les Collines d' Estanove"	461
MD2021-411	Décision relative à la réforme de six copieurs multifonctions en raison de leur vétusté - Reprise par la société Fac simulé bureautique Canon	463
MD2021-413	Décision relative à un avenant n°3 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CGMA IMMO - Places de parking 157 rue de Messor à Montpellier - Autorisation de signature	465
MD2021-418	Décision relative à une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Sentinelles de Rivières - Mas du Bosc à Saint-Jean-de-Védas	467

Conseil du 7 juin 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2021-419	Décision relative à la cession pour réforme d'une lame de déneigement vétuste de marque Farge - Hôtel des Ventes de Montpellier	470
MD2021-420	Décision relative à l'agrément de candidature de la société GV CASTELLE dans la Zac Garosud à Montpellier	472
MD2021-421	Mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	474
MD2021-422	Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI ISO PLUS dans la ZAC DESCARTES à Lavérune	476
MD2021-423	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BUROSTATION dans la Zac GAROSUD extension à Montpellier	478
MD2021-430	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2021 - ARKEA - Financement à court terme	480
MD2021-431	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2021 - Caisse d'Épargne - Financement à court terme	483
MD2021-432	Convention d'occupation du domaine public entre l'Université de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Implantation de la statue "des 800 ans" - Autorisation de signature	487
MD2021-434	Décision modificative de la Régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments	489
MD2021-444	Décision d'ester en justice "SAS L'ESSENTIEL - Renvoi sur le Tribunal Administratif par le Conseil d'Etat"	492
MD2021-445	Décision d'ester en justice "requête n°2101722-3 TA - Ressources humaines"	494
MD2021-447	Décision d'ester en Justice "Cour d'Appel d'Aix en Provence - SCI Saint Dominique"	496
MD2021-457	Décision relative à l'instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dit ' Contrôle - Croix de Jallé ' et à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial dite ' Contrôle ' avec la société ' SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION ' sur la Commune de Baillargues	498
MD2021-471	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI du Soriech - Parcelle CN 20 - Avenue de Boirargues - Commune de Lattes	502



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au lot 8 "Dispositifs de
retenue routiers" du marché
n°M8D5204EP d'équipements de la route
Avenant de prix nouveaux - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-513 attribuant le lot 8 « Dispositifs de retenue routiers » du marché n°M8D5204EP de d'équipements de la route à l'entreprise AXIMUM, conclu pour un montant annuel compris entre 200 000€ HT et 1 000 000€ HT et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires pour faire face aux besoins requis ;
- Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires du lot 8 « Dispositifs de retenue routiers » du marché n°M8D5204EP d'équipements de la route ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de prix nouveaux au lot 8 du marché n°M8D5204EP d'équipements de la route avec l'entreprise AXIMUM.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles aménagées en voirie - ZAC de la
Draye - Commune de Jacou

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'accord de GGL Groupe par mail en date du 21 décembre 2020, pour céder les parcelles aménagées en voirie situées dans la ZAC de la Draye sur la commune de Jacou, à savoir, rue Gaston BAISETTE, allée Claude ROSE et Lucien TOUATI, rue Joseph DELTEIL, impasse Anne BRAGANCE, impasse Léon CORDES, impasse Jeanine TEISSON, impasse Robert ALLAN, avenue Paul VALÉRY, rue André CHAMSON, rue Malika MOKEDDEM, rue Jean CARRIERE, avenue Esplanade des Ecrivains, allée Francis PONGE, allée Annie MURAT, allée René ESCUDIER, rue François Dezeuze, rue ROUQUETTE, avenue Marie ROUANET, rue Jean-Pierre

CHARBROL, impasse Dominique BAGOUET, pour une superficie totale de 37 318 m², au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces emprises déjà aménagées en voirie dans le cadre de la réalisation de la ZAC de la Draye, Zone d'Aménagement Concerté, sur la commune de Jacou.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL ou toute autre personne s'y substituant, les parcelles situées dans la ZAC de la Draye sur la commune de Jacou, à savoir rue Gaston BAISETTE, allée Claude ROSE et Lucien TOUATI, rue Joseph DELTEIL, impasse Anne BRAGANCE, impasse Léon CORDES, impasse Jeanine TEISSON, impasse Robert ALLAN, avenue Paul VALÉRY, rue André CHAMSON, rue Malika MOKEDDEM, rue Jean CARRIERE, avenue Esplanade des Ecrivains, allée Francis PONGE, allée Annie MURAT, allée René ESCUDIER, rue François Dezeuze, rue ROUQUETTE, avenue Marie ROUANET, rue Jean-Pierre CHARBROL, impasse Dominique BAGOUET.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien acquis, à savoir de la voirie. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOUILLON



Publiée le : 09 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles CB 235 et CB 240 - Boulevard de
la Liberté - Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la demande en date du 8 décembre 2020 de la société ARKADEA, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles CB 235 et CB 240 sur la commune de Clapiers,

CONSIDERANT :

- la nécessité de régulariser la propriété de ces parcelles aménagées en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société ARKADEA ou tout autre société s'y substituant, les parcelles cadastrées CB 235 et CB 240 d'une superficie respective de 938 m² et de 96 m², situées boulevard de la Liberté sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu, à savoir de la voirie. Les deux parcelles acquises seront intégrées au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANIGON



Publiée le : **23 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée TK 103 rue de la Galéra
- Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU l'accord de la SARL ARTIMMO reçu le 12 janvier 2021, pour céder à un euro symbolique, la parcelle cadastrée TK 103 d'une superficie de 965 m², située rue de la Galéra sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'acquérir cette parcelle nécessaire à la création d'un cheminement piéton entre la rue de la Galéra et le parc des Sculpteurs à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL ARTIMMO la parcelle cadastrée TK 103 d'une superficie de 965 m², afin de créer un cheminement piéton entre la rue de la Galéra et le parc des Sculpteurs sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AA 14 - Parking des Aires -
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur MOLES en date du 12 janvier 2021, pour céder la parcelle AA 14 d'une superficie de 82 m² située Parking des Aires, sur la commune de Cournonsec ;
- VU l'avis des domaines n°2020 087 V 1058 en date du 22 octobre 2020 ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir cette parcelle déjà aménagée en parking.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Jacques MOLES la parcelle AA 14 d'une superficie de 82 m², située Parking des Aires sur la Commune de Cournonsec, pour régularisation de l'emprise du parking.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie pour un montant total de 4000 euros, conformément à l'avis des Domaines.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise issue du
domaine public à détacher du chemin de la
Peyrière située ZAC Roquefraïsse
commune de Saint-Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la modification du tracé du chemin de la Peyrière, réalisée dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint-Jean de Védas ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 435 m² à détacher du Chemin de la Peyrière, située dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint-Jean de Védas, avant de pouvoir la céder ;

-CONSIDERANT que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 435 m² à détacher du Chemin de la Peyrière, située dans la ZAC Roquefraisie sur la commune de Saint-Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 435 m² à détacher du Chemin de la Peyrière, située dans la ZAC Roquefraisie sur la commune de Saint-Jean de Védas.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 16 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **16 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle ET 578 Avenue Villeneuve
d'Angoulême - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'emplacement réservé C25 sur l'avenue Villeneuve d'Angoulême, inscrit au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville de Montpellier ;
- VU l'accord de la SCCV Lodge Emeraude en date du 11 janvier 2021, pour céder la parcelle cadastrée ET 578 d'une superficie de 94 m², située avenue Villeneuve d'Angoulême sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 60 €/m² ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir ce terrain nécessaire à l'élargissement de l'avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCCV Lodge Emeraude, ou toute société se substituant, la parcelle cadastrée ET 578 d'une superficie de 94 m², en vue de l'élargissement de l'avenue Villeneuve d'Angoulême sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 60 €/m² soit un montant total de 5640 € pour 94 m². La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **09 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie ,

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la vente par Montpellier
Méditerranée Métropole de Certificats
d'Économies d'Énergie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'agroécologie et à l'Alimentation » ;
- **CONSIDERANT :**
 - que dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de maîtrise de l'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) et dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine ;
 - que le dispositif des CEE permet de mettre en lumière les économies d'énergies réalisées et de les valoriser financièrement par la vente de ces certificats ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De vendre au plus offrant la totalité de ses CEE disponibles à savoir 15 131 MWh Cumac.

ARTICLE 2 : De dire que le prix de la vente résultera du choix de la meilleure offre, estimée entre 6,5 et 7,5 € par MWh Cumac, la transaction étant réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Energie.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à signer les documents relatifs à la vente cité à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **21 AVR. 2021**
Isabelle TOUZARD
Vice-Présidente

Publiée le : **22 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition de deux agents de la
Ville de Montpellier auprès de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 susvisée,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND Vice-Président délégué dans le Domaine des Ressources Humaines et du dialogue social,

Considérant la nécessité d'accueillir des agents de la Ville de Montpellier afin de répondre aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ,

DECIDE

Article 1 : La Ville de Montpellier met à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole deux agents :

- Un agent relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisé des écoles maternelles est mis à disposition du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée

Métropole à compter du 1er janvier 2021 pour une durée de 6 mois. Il exerce les fonctions de Gestionnaire administratif.

-Un agent relevant du cadre d'emplois des conseillers territoriaux est mis à disposition de la Direction des sports de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er mars 2021 pour une durée de 1 an et à raison de 20%. Il exerce une mission pour la mise en place de projet et de partenariat avec les associations sportives sur le territoire métropolitain.

Article 2 : La mise à disposition de ces agents est formalisée par une convention. Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite convention de mise à disposition.

Article 3 : Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

Montpellier, le **08 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : **09 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention MAD JF ESCANDE
- convention MAD F ARDJANI

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mécénat de
compétences d'IDEAL FILM PROD pour
la réalisation d'une visite virtuelle
d'exposition du musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président délégué dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- **CONSIDERANT** que le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, dans le contexte de fermeture administrative liée à la crise sanitaire du Covid-19 ayant débuté le 15 mars 2020, proposer au public une visite virtuelle de l'exposition « Jean Ranc, un montpelliérain à la cour des rois » qui avait ouvert ses portes le 25 janvier 2020 ;
- **CONSIDERANT** que le musée Fabre a souhaité collaborer avec une entreprise du territoire dans le cadre d'un mécénat de compétences ;

- **CONSIDERANT** que la société IDEAL FILM PROD, représentée par Monsieur Arnault LABARONNE, a souhaité apporter sa contribution à l'intérêt général en offrant ses compétences au bénéfice du musée Fabre à hauteur de 25 305 € (vingt-cinq mille trois cent cinq euros) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de compétences de la société IDEAL FILM PROD représentée par Monsieur Arnault LABARONNE pour la réalisation de la visite virtuelle de l'exposition « Jean Ranc, un montpelliérain à la cour des rois ».

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture, à signer les actes relatifs à ce don et notamment la convention de mécénat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 MARS 2021**

Monsieur le Président

Michael DELAUNAY



Publiée le : **31 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mécénat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative au marché
n°4592EP16 de serrurerie de voirie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la délibération n°14031 autorisant la signature du marché n°4592EP16 de serrurerie de voirie et son attribution à l'entreprise suivante :
 - Lot 1 « Pôles Territoriaux » : URBANN'T pour un montant annuel compris entre 100 000 € HT et 1 000 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
 - Lot 2 « Pôles Territorial de Montpellier » : URBANN'T pour un montant annuel compris entre 300 000 € HT et 1 200 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la délibération n°14031 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAETORGUE



Publiée le : **10 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au
mandat de réalisation d'un Centre d'Art
Contemporain dans les locaux de l'hôtel
Montcalm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016 ;

CONSIDERANT :

- que le centre d'art susmentionné ayant ouvert ses portes au public le 29 juin 2019, la levée des dernières réserves aux marchés de travaux, et les réglages divers d'équipements techniques en phase exploitation ont dû s'effectuer selon les contraintes d'ouverture au public, d'exploitation, et de préservation des œuvres, autrement dit sur un temps long ne permettant pas de solder les marchés de travaux dans le délai de la garantie de parfait achèvement ;
- qu'en conséquence, il est proposé de modifier les conditions d'achèvement de la mission du mandataire, lesquelles conditionnent la durée contractuelle du présent mandat, pour permettre d'achever la clôture technique et financière des marchés engagés ;
- qu'un avenant à la convention de mandat avec la SA3M doit être conclu à cet effet.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 à la convention de mandat avec la SA3M modifiant les conditions d'achèvement de la mission du mandataire.

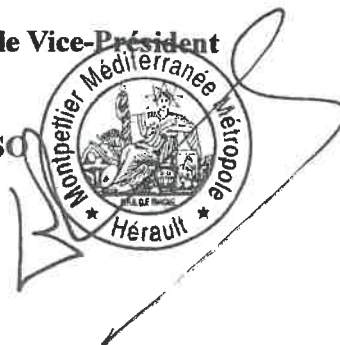
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **09 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SA3M 02944 AVENANT 4 prolongation de délais.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
mandat de restructuration de la
médiathèque centrale Emile Zola dans le
cadre de l'intégration des services de la
médiathèque Federico Fellini**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des travaux de restructuration de la médiathèque centrale Emile Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini, dont la signature a été approuvée par décision en date du 4 Juillet 2017 ;

CONSIDERANT :

- que le programme initial du mandat prévoyait la création d'un espace d'exposition au R+3 bas à l'emplacement actuel des archives, qui étaient supposées quitter rapidement le site de la médiathèque Emile Zola, mais que le bâtiment censé accueillir les futures archives fait l'objet d'une occupation illégale depuis fin 2016, empêchant de fait leur déménagement ;
- que le budget alloué initialement à la création de cette salle d'exposition a dû être utilisé afin d'intégrer les offres des entreprises, supérieures aux estimations, pour le reste des travaux ;
- que compte tenu de l'ensemble de ces éléments, les parties ont convenu de supprimer du mandat la réalisation de la salle d'exposition au R+3 (Phase 5 de l'opération), conditionné par le départ des Archives municipales.
- qu'il est par ailleurs apparu nécessaire, en phase études, d'intégrer dans le projet le réaménagement des collections du plateau R+1 bas, situées sous la future mezzanine créée (reconfiguration du mobilier existant, achat de mobilier complémentaire, travaux de reprise des sols, mise en oeuvre d'un éclairage spécifique) ;
- qu'enfin, la durée doit être réactualisée, compte-tenu de l'épidémie de Covid-19, les travaux ayant subi une interruption ;
- qu'un avenant à la convention de mandat avec la SA3M doit être conclu afin de prendre acte de ces différentes modifications.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat avec la SA3M modifiant le programme de l'opération et sa durée.

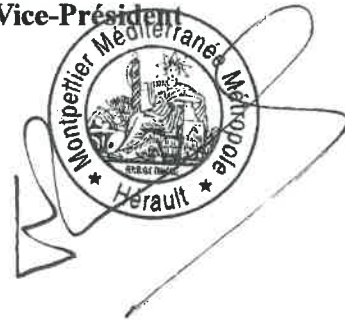
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 09 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1_VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative aux renouvellements des
adhésions aux associations Sites et cités
remarquables de France, ADMICAL,
LMAC ET FNCC

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU la délibération n°M2019-95 du 22 mars 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux.
- VU la délibération n°M2018-645 du 3 décembre 2018 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (ADMICAL),
- VU la délibération n°M2019-527 du 30 septembre 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC),

- VU la délibération n°M2019-277 du 23 mai 2019 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Fédération Nationale des Collectivités territoriales pour la Culture (FNCC),

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de renouveler l'adhésion aux associations susmentionnées pour l'année 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux, ADMICAL, LMAC et FNCC, pour des montants annuels respectifs de 4 800 €, 2 000 €, 100 € et 2 495 €.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer les bulletins d'adhésion afférent, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **09 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec
soulte entre la copropriété Parc de
Gouneaud et Montpellier Méditerranée
Métropole Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MATION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU la décision du Président n°MD2020-1118 du 17 décembre 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 414 m² sur la commune de Vendargues ;
- VU l'estimation des Domaines n° 2020 327 V 1383 en date du 17 décembre 2020 ;
- VU la demande d'échange présentée par les copropriétaires de la résidence Le Parc de Gouneaud d'une emprise de 494 m², propriété de la Métropole, contre plusieurs emprises à détacher des parcelles constituant l'assise de la copropriété, validée en Assemblée Générale de copropriété en date du 09 janvier 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la parcelle nouvellement cadastrée AT 280 n'est pas affectée à l'usage public,
- que l'échange foncier avec la copropriété Le Parc de Gouneaud permettra la réalisation d'aménagements des abords la voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant les parcelles AT 276 (1m²), AT 273 (55m²), AT 274 (22 m²) et AT 278 (104 m²) pour une superficie totale de 182 m², situées rue du Salaison sur la commune de Vendargues. Les parcelles seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la copropriété Le Parc de Gouneaud, ou toute société s'y substituant, les parcelles AT 277 (80 m²) et AT 280 (414 m²) pour une superficie totale de 494 m², situées rue du Salaison sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : L'échange foncier est réalisé contre une soulte de 9360 euros conformément à l'avis des Domaines en date du 17 décembre 2020. Le transfert de propriété sera confié à l'étude notariale désignée par la Copropriété Le Parc de Gouneaud et à ses frais, en tant que demandeur.

ARTICLE 4 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0146EA - Etudes et de la maîtrise
d'œuvre de définition et de réalisation
d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement,
d'eau potable, d'eau brute et de défense
incendie - Lots 1 et 2 - Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre multi-attributaires à bons de commande sera passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, et R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée de 12 mois renouvelable 3 fois un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivant pour le Lot 1 et le Lot 2 :

- ° Valeur technique : 70 %
- ° Prix des prestations au regard du DQE : 30 %

- qu'il a été proposé à la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26 janvier 2021, d'adopter le classement des offres et de choisir, dans l'ordre, pour :

- le lot 1 "Schémas de desserte en assainissement, eau potable, eau brute et défense incendie" : l'offre des trois candidats :
 - o 1. SAFEGE (candidat seul)
 - o 2. Groupement ENTECH (mandataire)/ SEGIC (cotraitant)
 - o 3. Groupement ARTELIA (mandataire)/ OTEIS (cotraitant) présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;
- le lot 2 "Étude de faisabilité et de diagnostic en eau potable, eau brute, défense incendie et assainissement" l'offre des trois candidats :
 - o 1. Groupement ENTECH (mandataire)/ SEGIC (co-traitant)
 - o 2. Groupement GAXIEU (mandataire)/DV2E (co-traitant)
 - o 3. SAFEGE (candidat seul) présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0146EA - Accord Cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie :

- Lot 1 "Schémas de desserte en assainissement, eau potable, eau brute et défense incendie" à trois candidats :

1. SAFEGE (candidat seul)
2. Groupement ENTECH (mandataire)/ SEGIC (co-traitant)
3. Groupement ARTELIA (mandataire)/ OTEIS (co-traitant)

sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle » ;

- Lot 2 "Étude de faisabilité et de diagnostic en eau potable, eau brute, défense incendie et assainissement" à trois candidats :

1. Groupement ENTECH (mandataire) / SEGIC (co-traitant)
2. Groupement GAXIEU (mandataire) / DV2E (co-traitant) *
3. SAFEGE (candidat seul)

sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle ».

Le marché prend effet à compter de sa notification pour les Lot 1 et le Lot 2. Sa durée est de 12 mois renouvelable 3 fois un an pour les 2 lots.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 26 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Protocole d'accord transactionnel - Mme
ROLLAND - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des objectifs d'amélioration du cadre de vie et des espaces publics du Centre Historique et en accompagnement du bouclage de la ligne 4 du Tramway, la Métropole a décidé de réaménager la Grand'Rue Jean Moulin ;
- que ce réaménagement qualitatif devait notamment répondre aux objectifs suivants :
 - réparer l'aménagement qui a considérablement été détérioré depuis sa création ;
 - requalifier l'aménagement de la voie dans le cadre de la charte d'espaces publics Grand Cœur ;
 - assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et au droit de chaque commerce ;
 - rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les différents concessionnaires ;
 - organiser et gérer les accès des professionnels ;
- que ces travaux ont eu des conséquences sur la vie des résidents du quartier ;
- que c'est la raison pour laquelle le projet a fait l'objet d'une large concertation des riverains et des commerçants avec des rencontres personnalisées et individuelles durant l'été 2016 et une réunion publique a eu lieu le 10 novembre 2016 ;
- que ces travaux se sont déroulés sur la totalité de la Grand'Rue Jean Moulin, de la rue de la Loge jusqu'au boulevard du Jeu de Paume ;
- que compte tenu de l'ampleur, de la nature des travaux et de la densité d'occupation, la Métropole a sollicité du Juge des référés du Tribunal administratif de Montpellier qu'il ordonne une mesure d'expertise de type préventif ;
- que l'ordonnance rendue le 8 juin 2017 sous le numéro 1702358 a désigné un collège d'experts pour procéder aux opérations d'expertise avant, pendant et après travaux.
- que Monsieur BLANCO a procédé aux constats dans les parties communes et les parties privatives de l'immeuble situé au 9 de la Grand'Rue Jean Moulin.
- que qu'agissant du logement sis au R+2 du 9 Grand'Rue Jean Moulin appartenant à Madame ROLLAND, l'expert judiciaire BLANCO a indiqué dans son rapport définitif du 8 janvier 2021, joint au présent protocole :

« Pendant les travaux au pied du n° 9 GRJM cette zone d'angle mitoyenne a subi par la façade rue une transmission des vibrations causées par les engins de perforation utilisés au sol.

La preuve en a été mentionnée dans le Rapport du 20/07/20 du logement de M. SAYSSAC situé au-dessus de celui de MME ROLLAND.

Ces vibrations de type « solidiens » sont émises par rayonnement acoustique dans les parois d'un bâti suite à une vibration mécanique et, sans atteindre un niveau destructif, a provoqué un sentiment d'inconfort des occupants.

Il existe en conséquence un lien de cause à effet entre les vibrations émises depuis la rue transmises par la structure de l'immeuble aux matériaux les plus fragiles comme le plâtre ou briques, mise à part le « faisceau de microfissures existantes avant travaux sur le mur mitoyen ».

En conclusion, l'expert se prononce pour la validation du devis de EURL LHERMITTE VIRGINIE présenté par la cropriétaire MME ROLLAND à raison de 75% du montant de 768,90 euros TTC soit la somme de 576,67 euros TTC à la charge des travaux de la GRJM » ;

- que conformément aux recommandations de la Circulaire du premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, les parties se sont rencontrées dans le souci de rechercher un accord amiable, dans le respect de leurs intérêts respectifs, permettant de réduire la durée et les frais des procédures ;

- qu'elles ont trouvé un accord transactionnel au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, comportant des concessions réciproques, dont elles reconnaissent irrévocablement l'existence, permettant de garantir leurs intérêts propres en même temps que leur sécurité juridique respective, et de mettre fin au litige qui les oppose.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser à Mme ROLLAND 75 % de la somme totale de 768,90 € TTC, soit la somme de 576,67 € TTC.

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord transactionnel conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **09 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole transactionnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du
protocole d'indemnisation de l'exploitant
des parcelles cadastrées AI n°63 et 69 sises
commune de Lattes- Aménagement de
protection contre les inondations de la
basse vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 27 janvier 2021 ;

-VU la promesse unilatérale de vente en date du 17 décembre 2020, par laquelle Monsieur Célestin VERRIER, domicilié 2 rue du mur du Parc à (78240) Chambourcy, accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles sises commune de Lattes et cadastrées section AI n°63, 69, 70, 73, et 81 pour une contenance totale de 118 580 m², dont deux d'entre elles, les parcelles section AI n°63 et 69, pour une contenance totale de 56 926 m² étaient exploitées par la SAS La Rosée, représenté par Monsieur Antoine TEJEDOR, dans le cadre d'un Bail à ferme ;

-VU le protocole d'indemnisation en date du 10 juillet 2020 par lequel Monsieur Antoine TEJEDOR, représentant de la SAS La Rosée, identifié au SIRET sous le n°38424795300019, dont le siège est route de Vendargues à Mauguio (34130), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 90 000 euros toutes indemnités comprises ;

CONSIDERANT que pour assurer la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, ces terrains doivent être libres de toute occupation ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un protocole d'indemnisation fixant le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive est signé entre la SAS La Rosée, représenté par Monsieur Antoine TEJEDOR, identifié au SIRET sous le n°38424795300019, et dont le siège est route de Vendargues à Mauguio (34130).

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 90 000 € (quatre-vingt dix mille euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée, ainsi que toute personne ayant reçue délégation, est autorisée à signer le protocole d'indemnisation visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANSION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020 07 10 PROTOCOLE INDEM. VERRIER.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AH n°43 partie (99) sise commune
de Lattes - Aménagement de protection de
la basse vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière »,

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 26 novembre 2020,
- VU la promesse de vente consentie le 13 février 2021 par la SARL GAZON d'ANGLAS, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée AH n°43partie, lui appartenant, sise commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 8 162 m², moyennant le prix de 26 118,40 € majoré d'une indemnité de remploi de 6 367 €.

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir la parcelle cadastrée AH n°43partie, sise commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la la SARL GAZON D'ANGLAS, identifiée au SIREN sous le numéro 349 839 514, représentée par M. Luc CAIZERGUES, en sa qualité de gérant dont le siège social est à Lattes (34970) 37 rue des Robiniers, la parcelle cadastrée AH n°43partie, lui appartenant, sise commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 8 162 m² en nature de terres agricoles, gazonnière et maraichage.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 26 118,40 € (vingt six mille cent dix huit euros et quarante cents) majoré d'une indemnité de remploi de 6 367 € (six mille trois cent soixante sept euros), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute autre personne ayant reçu délégation, à signer l'acte d'acquisition de la partie de parcelle visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 à la
convention des 25 août et 6 octobre 2020 et
son avenant n°1 portant occupation
temporaire, par l'Eco Cirque Bouglione,
d'un terrain situé sur la commune de
Montpellier, cadastré section RA n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet d'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Ecosystem-prod, domiciliée 9 rue Parrot à Paris (75012), représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, à occuper temporairement la parcelle cadastrée section RA n°1 lieu dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 9 888 m², sous condition de remise en état,

CONSIDERANT :

- qu'en égard au contexte sanitaire, la société Ecosystem-Prod, souhaite pouvoir proroger une nouvelle fois l'occupation consentie jusqu'au 30 mai 2021, soit 61 jours supplémentaires.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société Ecosystem-Prod, représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, un avenant n°2 portant prorogation de la durée d'occupation du site précité jusqu'au 30 mai 2021, soit 61 jours supplémentaires.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 est consenti moyennant le versement d'un loyer supplémentaire de 2 440 € (40 € par jour) pour la période concernée.

ARTICLE 3 : les autres clauses de la convention des 25 août et 6 octobre 2020 et de son avenant n°1 restent inchangés.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **09 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant n° 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention d'occupation
temporaire sur une partie du domaine
public pour l'implantation d'une activité
de restauration saisonnière - Parking du
Prévost - Commune de Villeneuve-lès-
Maguelone en vue de minorer la redevance
suite à la crise sanitaire sur la période 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie, Espace public » ;
- VU la délibération n°M2020-80 portant attribution des sous traités d'exploitation des lots de plage 1, 2, 3 et 4 situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU la délibération du Conseil relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34-2019-06-10458 du 07 juin 2019 qui concède à Montpellier Méditerranée Métropole l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages naturelles de la commune de Villeneuve-lès-Maguelonne sur une durée de 10 ans (période 2019-2028) ;
- VU l'article 14 de la convention d'occupation temporaire d'une partie du domaine public de la plage de Villeneuve-lès-Maguelonne ;
- VU l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT :

- que le confinement engendré par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, a très fortement pénalisé l'activité commerciale des exploitants des lots de plage situés sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelonne ;
- que les acteurs économiques n'ont pas pu exploiter leurs concessions aux dates prévues par les traités d'exploitation induisant une saison touristique réduite, et les conditions d'exploitation respectant les règles de distanciation inférant une perte de 40% de la capacité de clientèle attendue en restauration et à 50% sur la location de matelas ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole décide de mettre en place un dispositif d'aide et d'exonération exceptionnelle des redevances sur les lots n°1 et 2, attribués sur la saison estivale 2020 en lien avec la politique d'aide de soutien à l'économie locale de la Métropole, notamment pour compenser les pertes liées aux conditions d'exploitation dégradées par la fermeture partielle des plages en début de saison et le respect des règles de distanciation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire sur une partie du domaine public pour la saison 2021, en vue de minorer la redevance normalement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole de 50%.

ARTICLE 2 : L'occupant devra s'acquitter envers la Métropole d'une redevance de 50 000 euros à titre exceptionnel et au seul bénéfice de l'année 2020.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant à la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 25 MARS 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe avenant N°1 AOT plage

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Épidémie de Covid-19 - Attribution d'aide
sous forme d'exonération des loyers et
redevances pour le 2ème trimestre 2020 à
destination des entreprises occupantes des
bâtiments de Montpellier Méditerranée
Métropole - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- VU le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs aux entreprises en difficulté ;
- VU la Communication de la Commission Européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19

2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dîtes de minimis ;

- VU la Recommandation de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) [notifiée sous le numéro C (2003) 1422] ;

- VU le Décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ;

- VU l'Arrêté ministériel du 14 mars 2020, modifié portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus Covid-19 ;

- VU l'Ordonnance n°2020-316 du 25 mars 2020, relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19 ;

- VU la Décision n°MD2020-337, du 29 avril 2020 relative au dispositif d'aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier privé particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et par les mesures prises pour limiter cette propagation ;

- VU la Décision n°MD2020-488 du 16 juin 2020 relative au dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances à destination des entreprises occupantes des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation ;

- VU la Délibération n°13858 en date du 26 mai 2016 autorisant la signature de la convention d'occupation du domaine public relative au Café des lettres de la médiathèque centrale Emile Zola.

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole comme l'ensemble du territoire national est confrontée à une crise sanitaire et économique sans précédent depuis le mois de mars 2020 avec des conséquences économiques importantes ;
- qu'en cette période de crise, notamment à l'issue de la première période de confinement, du 16 mars au 11 mai 2020, il est apparu plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises ;
- qu'en tant qu'interlocuteurs majeurs du monde économique, Montpellier Méditerranée Métropole met en place des mesures économiques exceptionnelles, afin de limiter l'impact de la crise, en complémentarité des aides gouvernementales et régionales. Ces mesures sont adaptées en fonction de la situation et des besoins spécifiques identifiés pour opérer de manière efficiente ;
- que pour aider les acteurs économiques pendant cette période de crise, il y a lieu de leur allouer une aide sous forme d'exonération des loyers et redevances dues au titre de l'occupation du domaine public métropolitain pour le 2^{ème} trimestre 2020.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Café Bibal Vending autorisant l'exonération de la redevance du 2^{ème} trimestre 2020 pour l'occupation et l'exploitation des locaux du Café des lettres, situés au sein de la médiathèque centrale Emile Zola, 240 rue de l'Acropole, 34 000 Montpellier, pour un montant de 2 601,47 € HT, soit 3 121,76 € TTC.

ARTICLE 2: D'approuver les termes de la convention afférente.

ARTICLE 3 : D'acter que Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de l'exonération sont remplies.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

09 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 09 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 17_Convention_aide_aux_loyers__Cafe_des_lettres.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'aide immobilière
d'entreprise accordée par Montpellier
Méditerranée Métropole dans le cadre de
la crise sanitaire pour des entreprises
locataires dans des locaux Métropole et
éligibles à l'exonération des loyers du mois
de novembre 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- VU le Code de commerce et notamment ses articles L.611-1 et suivants relatifs aux entreprises en difficulté ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la Communication de la Commission Européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de

subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites de minimis ;

- VU la Recommandation de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) [notifiée sous le numéro C (2003) 1422] ;

- VU le Décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ;

- VU l'Arrêté ministériel du 14 mars 2020, modifié portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;

- VU l'Ordonnance n°2020-316 du 25 mars 2020, relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19 ;

- VU la délibération n°M2020-343 du 23 novembre 2020 relative au dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de novembre à destination des entreprises occupants des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- Qu'en cette période de crise, il est apparu plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui a subi une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs et qui touche particulièrement les PME ;

- Qu'il est essentiel pour la Métropole d'accompagner les entreprises occupantes de ses bâtiments, dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives ;

- Que, la Métropole souhaite apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : Les locataires de bâtiments métropolitains listés à l'article 2 bénéficieront d'une aide à l'immobilier d'entreprise par l'exonération des loyers et charges pour la période du mois de novembre 2020.

ARTICLE 2 : Les locataires concernés sont les suivants :

- La société EMASOLAR, occupante d'un local au 391 rue de Font Froide à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 506,42 € TTC.

- La société URGENCE SOLAIRE, occupante d'un local au 391 rue de Font Froide à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 549,06 € TTC.

- La société ICEMED, occupante d'un local au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 488,86 € TTC.

- La société GLACIER ODYSSEUM, occupante d'un kiosque situé Place des Grands Hommes, quartier Odysseum à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 911,83 € TTC.

- La société VALSTORG, occupante d'un local situé Place de France, Quartier Odysseum à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 5000 € TTC.

- La société TAGEOS, occupante de locaux situés 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. Le montant d'exonération pour la période du mois de novembre 2020 est de 5000 € TTC.

ARTICLE 3 : L'attribution des aides fait l'objet d'une convention entre chaque occupant et Montpellier Méditerranée Métropole. La présente décision en autorise la signature. Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

ARTICLE 4 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDIER



Publiée le : **09 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie
et du Climat (ALEC) au titre de l'année
2021**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;

CONSIDERANT :

- que la Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC).
- qu'elle a en a approuvé les statuts par délibérations n°7913 du 2 octobre 2007 et n°14714 du 28 juin 2017.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler en 2021 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour un montant de 1 882 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BA 198 - Commune de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur AUDIGER, Gérant de la SCI LAURIC, en date du 11 février 2021 pour céder la parcelle BA 198 située en bordure de la RM 613 sur la commune de Vendargues ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la propriété de cette parcelle aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI LAURIC ou tout autre société s'y substituant, la parcelle BA 198 d'une superficie de 59 m², située en bordure de la RM 613, sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir de la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOUX



Publiée le : 09 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2003796-4TA - SASU TRAMSHOP
OCCITANIE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion optimisée et active du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003796-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 août 2020 par la SASU TRAMSHOP OCCITANIE tendant à obtenir indemnisation consécutivement à la décision de résiliation du 21 juillet 2017 de la convention d'occupation du domaine public d'un espace de 100 m2 au sein de l'ensemble immobilier « parking Occitanie » ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003796-4 le 24 août 2020 par la SASU TRAMSHOP OCCITANIE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Groupement Cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU – VEDESI.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

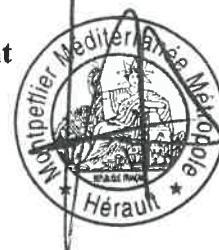
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **15 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
d'expertises construction 8M84D dans le
cadre de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU la délibération n°M2020-94 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président ;

- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique, portant sur les expertises construction N°8.84D dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre du cabinet Michel DERDERIAN sise à Castenau-le-Lez (34) est conforme aux attentes ;
- que la Commission Marchés Tramway en date du 05 février 2021 a émis un avis sur la désignation de l'attributaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°8M84D relatif aux expertises construction dans le cadre de la ligne 5 de tramway au cabinet Michel DERDERIAN sise à Castenau-Le-Lez (34).
le marché est conclu pour un montant minimum de 10 000 € HT et d'un montant maximum de 60 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 3 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 10 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA02410 CAA - SARL AO 34"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°20MA02410 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 24 juillet 2020 par la SARL AO 34 contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1805097, 1902299 du 25 juin 2020 rejetant sa demande tendant à l'annulation de la décision du 25 juillet 2018 du Président de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le principe de recours à la procédure de transfert d'office d'une parcelle privée dans le domaine public métropolitain et de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2019 portant transfert d'office et sans indemnité dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle constituant l'impasse des Gêraniums sur le territoire de la commune de Castelnau le Lez.

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA02410 le 24 juillet 2020 par la SARL AO 34.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Groupement Cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU – VEDESI.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°05/TRAV/18 - Réalisation des
infrastructures du parc Gérard-Bruyère -
Lot n°2 : Ouvrages de traitement de l'eau**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU la décision n°MD2020-084 en date du 12 février 2020 attribuant le lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » du marché n°05/TRAV/18 « Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère » au groupement SERPE (mandataire) / RAZEL-BEC / VEOLIA, pour un montant de 2 709 199,23 € HT (offre variante, options n°1 et 4 comprises) ;

CONSIDÉRANT :

- que la décision n°MD2020-084 en date du 12 février 2020 comporte une erreur matérielle dans son dispositif ;

- qu'il fallait lire « offre variante, options n°1 et 3 comprises », et non « offre variante, options n° 1 et 4 comprises » ;

- que cette modification n'a aucune incidence sur le marché en question.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier comme suit l'article 1 de la décision n°MD2020-084 en date du 12 février 2020 :

D'attribuer le lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » du marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - au groupement SERPE (mandataire) / RAZEL-BEC / VEOLIA, pour un montant de 2 709 199,23 € HT (offre variante, options n°1 et 3 comprises).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Son délai d'exécution est de dix-huit mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2021**

Monsieur le ~~Vice-Président~~

 Christian ASSAF



Publiée le : **15 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M1B0001DC - Réalisation, édition et
diffusion du catalogue raisonné du fonds
Bruyas du musée Fabre - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole, relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds Bruyas du musée Fabre de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire d'une durée totale de 2 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard des réponses apportées dans la note méthodologique et au regard de la qualité des échantillons : 60%
 - Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) et du pourcentage de remise tarifaire proposé sur les exemplaires supplémentaires d'un catalogue : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise EDITIONS SNOECK, sise Sint Kwintensberg, 9000 Gand (Belgique) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Réalisation, édition et diffusion du catalogue raisonné du fonds Bruyas à l'entreprise EDITIONS SNOECK, pour un montant forfaitaire de 43 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

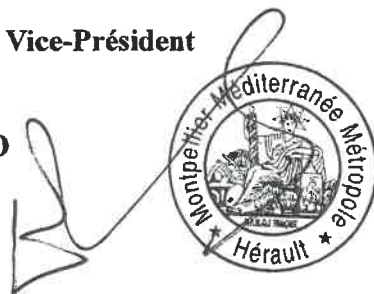
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

16/3/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 17 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

17 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4785DC17
de nettoyage des sites du Conservatoire -
Lots 1, 2 et 3 - Avenants n°1 - Autorisations
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

- VU la décision n°MD2018-014 attribuant le lot n°1 du marché 4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire à l'entreprise TFN PACA Propreté, pour un montant forfaitaire annuel de 53 886,46 € HT concernant les prestations courantes (DPGF), pour un montant maximum annuel de 10 000 € HT pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), attribuant les lots n°2 et 3 du marché à l'entreprise DERICHEBOURG, pour un montant forfaitaire annuel de 18 592,11 € HT pour le lot 2 et 10 963,85 € HT pour le lot 3 concernant les prestations courantes (DPGF), et pour un montant maximum annuel de 5 000 € HT pour le lot 2 et 1 500 € HT pour le lot 3 pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), pour une durée de 12 mois reconductibles 3 fois ;

CONSIDÉRANT :

- que le déménagement imminent du Conservatoire dans un nouvel équipement nécessite de prolonger la deuxième reconduction de 4 mois pour le lot 1 et 1 mois pour les lots 2 et 3, afin d'assurer la continuité du nettoyage jusqu'au déménagement effectif ;

- que compte tenu du contexte sanitaire lié à l'épidémie de covid-19, il est nécessaire d'assurer des désinfections supplémentaires.

-que la Commission d'Appel d'Offre a donné son avis favorable lors de sa séance du 09 Février 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°1 au marché 4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire :

- pour le lot 1 avec l'entreprise TFN PACA Propreté d'un montant 18 534,80 € HT pour les prestations courantes (DPGF) et de 4 500 € HT pour les prestations supplémentaires ponctuelles (BPU), prolongeant la deuxième reconduction de 4 mois ;
- pour le lot 2 avec l'entreprise DERICHEBOURG d'un montant 1 544,09 € HT pour les prestations courantes (DPGF) et de 416.00€ HT pour les prestations supplémentaires ponctuelles (BPU), prolongeant la deuxième reconduction de 1 mois ;
- pour le lot 3 avec l'entreprise DERICHEBOURG d'un montant 913,65 € HT pour les prestations courantes (DPGF) et de 125 € HT pour les prestations supplémentaires ponctuelles (BPU), prolongeant la deuxième reconduction de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/3/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 lot 1
- Avenant n°1 lot 2
- Avenant n°1 lot 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0D0033VD - Lots 1 (Est) et 2 (Ouest) -
Traitement des bennes bois issues des
déchèteries de Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de prestation de service de traitement des bennes bois issues des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que ce marché a pour objet :
 - la réception, le tri et le traitement par évacuation vers des filières de valorisation ou d'élimination pour les bennes bois des déchèteries implantées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - la prise en charge, contrôles réglementaires, tris et pesée des bennes bois ;
 - le transport des matériaux triés vers les filières de valorisation ou d'élimination ;
 - le suivi administratif et comptable des flux de déchets et transmission régulière des informations à la Métropole de Montpellier;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire, allotis (Lot 1 : lot Est (8 déchèteries) et Lot 2 : lot Ouest (12 déchèteries) pour une durée de 3 ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40 %
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 février 2021 a choisi pour le lot 1 : lot Est et le lot 2 : lot Ouest, l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON S.A.S 765 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0033VD Traitement des bennes bois issues des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON S.A.S sise 765 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER, pour les montants estimatifs de :

- Lot 1 : Est (8 déchèteries) : de 1 229 643,81€ H.T., sur la base d'un marché à prix unitaires, rémunéré par application des prix du BPU aux quantités réellement exécutées.
- Lot 2 : Ouest (12 déchèteries) : de 2 319 943,15€ H.T., sur la base d'un marché à prix unitaires, rémunéré par application des prix du BPU aux quantités réellement exécutées.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

RV



Publiée le : 02 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester "Requête n°2100516-1 TA
-SCI TELECOM"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, la Commande Publique et la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- Considérant :**
- la requête n°2100516-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI TELECOM contre la décision n° MD2020-1039 en date du 1er décembre 2020 par laquelle Montpellier Méditerranée a décidé de préempter les lots n°1,3,4,5,6,7 de la parcelle cadastrée CH n°112 sise sur la commune de Lattes lui appartenant.
 - qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100516-1 par la SCI TELECOM.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative n°2 relative au
marché n°4788CO17 - Impression -
Façonnage - Conditionnement et livraison
des supports de communication (lot 4)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision modificative 2017-881 du 15/11/2017 attribuant le marché n°4788CO17 Impression - Façonnage- Conditionnement et livraison des supports de communication (lot 4) aux entreprises EYES UP (1ère), SARL NEW MEDIA FAB (2ème) et DECOR34 (3ème), pour un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- VU la décision n° D2017-743 du 03/10/17 ;

Considérant :

- que l'article 2 des décisions suscitées mentionne :
« de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933 936 et 937. »
- Que des directions, telle que la direction de l'eau et l'assainissement ont leurs crédits de fonctionnement inscrits sur un budget annexe et non seulement au budget principal ;
- Que ces directions peuvent commander librement des prestations issues de cet accord-cadre transversal ;
- Qu'il y a lieu de prendre une décision modificative pour garantir l'imputation des dépenses de cet accord-cadre sur le budget principal mais aussi sur tous les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : l'article 2 de la précédente décision modificative est modifiée comme suit : « de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes, de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ».

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM 1
- Décision

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0D0057VD - Fourniture, livraison et
déchargement de composteurs individuels
avec notice d'utilisation et de seaux de pré-
collecte (bioseau) en plastique pour les
habitants de Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de lancer une consultation pour faire suite au marché n°4603VD16 de fourniture de composteurs arrivé à terme le 24/08/2020 ;
- que le marché n° M0D0057VD a pour objet la fourniture, la livraison et le déchargement de composteurs individuels avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée initiale de 1 an, reconductible tacitement en raison du caractère récurrent des prestations. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du total du DQE : 60%
 - Valeur technique au regard du Mémoire Technique : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 février 2020 a classé les offres et choisi l'entreprise QUADRIA sise Parc Labory – 68 rue Blaise PASCAL – 33127 ST JEAN D'ILLAC présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0057VD « Fourniture, livraison et déchargement de composteurs individuels avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise QUADRIA.

Cet accord-cadre mono attributaire est sans minimum ni maximum

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

FV



Publiée le : 15 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 MARS 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 43 m² - ZAC Garosud Extension -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de la SERM qui souhaite récupérer une emprise de voirie inutilisée d'une superficie de 43 m², cadastrée OB 117, en vue de la régularisation d'un lot situé « Mas de Tandon », dans la ZAC Garosud Extension sur la commune de Montpellier ;
- VU la décision n° MD 2020-962 du 7 décembre 2020 relative à la désaffectation et au déclassement de l'emprise à extraire du domaine public ;
- VU l'estimation de France Domaine n° 2021-172V0020 du 6 janvier 2021 ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver la parcelle cadastrée OB 117 et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SERM la parcelle cadastrée OB 117 d'une superficie de 43 m² déclassée du domaine public, pour la régularisation d'un lot situé « Mas de Tandon » dans la ZAC Garosud Extension, sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette cession sera réalisée au prix de 2300 € conformément à l'estimation établie par France Domaine. La recette sera affectée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANAON



Publiée le : **16 AVR. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **16 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et Monsieur Jean-
Michel Navarro - Parcelles situées sur les
commune de Lattes et Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaires de la parcelle AL0091 cadastrée sur la commune de Lattes et des parcelles AA0037 et AA0059 cadastrées sur la commune de Saint Jean de Védas ;
 - que ces parcelles constituent des réserves foncières à long terme et que la Métropole ne souhaite pas laisser ces parcelles à l'abandon ;

- que Monsieur Jean-Michel NAVARRO, éleveur de chevaux, domicilié Haras du Castel, RD 116 à Maurin, 34970 Lattes, a sollicité la Métropole afin d'être autorisé à parquer et abriter des chevaux sur ces parcelles ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec Monsieur Jean-Michel NAVARRO, éleveur de chevaux, domicilié Haras du Castel, RD 116 à Maurin, 34970 Lattes.

ARTICLE 2 : La convention porte sur la parcelle n° AL 0091 d'une superficie de 16 778 m², cadastrée sur la commune de Lattes ; La parcelle n° AA0037 d'une superficie de 21 869 m², cadastrée sur la commune de Saint-Jean-de-Védas, le manège de 275 m² figurant sur la parcelle est exclu de la location ; La parcelle n° AA 0059 d'une superficie de 4 176 m² supportant des bâtis et les terrains attenants : la convention concerne l'écurie de 100 m², la maison d'habitation est exclue de la convention.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable trois fois 1 an par reconduction tacite.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



24 MARS 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

24 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SPORTIHOME au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société SPORTIHOME pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 14 mars 2020 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 février 2021 ;

CONSIDERANT :

- que l'activité de l'entreprise est fortement impactée par la crise sanitaire du Covid-19, provoquant un manque de visibilité quant à l'évolution économique à court terme, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société SPORTIHOME a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPORTIHOME pour une période de douze mois à compter du 1^{er} avril 2021 et jusqu'au 31 mars 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPORTIHOME pour la surface de 44,56 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 676,42 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 11 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modification relative au marché
n° M9D0139EA "Travaux d'aménagement
de la basse vallée de la Mosson"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI »;
- VU la décision n°MD2020-1202 du 29 décembre 2020 attribuant le marché n° M9D0139EA Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson au groupement VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT / PHILIP FRERES dont le mandataire est l'entreprise VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT Agence Terrassement Corse Méditerranée sise 410 rue Serpentine – 13 510 EGUILLES, pour un montant estimatif de 3 147 216 euros HT et pour une durée de 15 mois période de préparation comprise ;

CONSIDERANT :

- Qu'il convient de modifier la décision précitée afin de préciser les budgets sur lesquels seront imputées les dépenses.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 11 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0146EA - Etudes et de la maîtrise
d'œuvre de définition et de réalisation
d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement,
d'eau potable, d'eau brute et de défense
incendie - Lot 3 - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Cet accord-cadre multi attributaire à bons de commande sera passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, et R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour une durée de 12 mois renouvelable 3 fois un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix des prestations au regard du DQE : 40 %

- qu'il a été proposé à la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26 janvier 2021, d'adopter le classement des offres ci-dessus et de choisir, dans l'ordre, l'offre des trois candidats suivants :

- Le groupement GAXIEU/BNB, Avenue Monteroni d'Arbia, 34920 Le Crès,
- EGIS EAU, 889 Rue de la Vieille Poste, 34965 Montpellier ;
- Le groupement LSI/INFRAMED, 625 av Saladelles, 34130 Saint-Aunès ;

sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle » présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0146EA - Accord Cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie – Lot 3 : « Maîtrise d'œuvre en matière d'assainissement et d'eau potable » à 3 candidats :

- Le groupement GAXIEU/BNB
- La société EGIS EAU
- Le groupement LSI/INFRAMED

sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle ».

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois renouvelable 3 fois un an.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 31 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°5194AT18 - Lot 1 "Requalification de la
partie basse de l'Avenue des Jardins à
Saint Georges d'Orques" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « voirie et espaces publics » ;
- VU la décision n°MD2018-1163 attribuant le lot n°1 du marché 5194AT18 à l'entreprise RAZEL-BEC, pour un montant de 296 393,60 euros HT et pour une durée de 39 semaines non comprise la période de préparation de 30 jours.

CONSIDÉRANT :

- que des aléas relatifs au retard pris par un autre chantier, reportant la réalisation des enrobés, la création de l'espace vert le long de l'avenue des Jardins, la modification de la signalisation horizontale par une bande blanche sonore par souci de sécurité.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°1 au marché 5194AT18 avec l'entreprise RAZEL-BEC, d'un montant de 20 838,40 euros HT portant le nouveau montant du marché à 317 232,00 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9D0146EA - Etudes et maitrise
d'œuvre de définition et de réalisation
d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement,
d'eau potable, d'eau brute et de défense
incendie - Lot n° 4**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;

Considérant :

- que des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique. Cet accord-cadre multi attributaires à bons de commande sera passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique pour une durée de 12 mois renouvelable 3 fois un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique : 60 %

° Prix des prestations au regard du DQE : 40 %

- qu'il a été proposé à la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26 janvier 2021:

- D'adopter le classement des offres ci-dessus et de choisir, dans l'ordre, l'offre des trois candidats suivants :
 - SAFEGE
 - Le groupement ANTEA (mandataire) / LS INGENIÉRIE
 - EGIS EAU

sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle » présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0146EA - Accord Cadre à bons de commande pour des études et de la maîtrise d'œuvre de définition et de réalisation d'ouvrages hydrauliques, d'assainissement, d'eau potable, d'eau brute et de défense incendie - Lot 4 : "Étude et maîtrise d'œuvre d'ouvrages hydrauliques" aux candidats SAFEGE, au groupement ANTEA (mandataire) / LS INGENIÉRIE et EGIS EAU.

Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum, et attribution à « tour de rôle » ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois renouvelable 3 fois un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 24 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°4702 -
Amélioration du fonctionnement du bassin
d'orage des Aiguerelles - Avenant n°3 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2018-548 du 27 juillet 2018 attribuant le marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles au groupement SPIE SUD OUEST/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE SUD OUEST sise 170 rue Henri Farman - PA Marcel Dassault - BP 70339 - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS pour un montant de 2 996 650€ HT et pour une durée de 104 semaines;

- VU la décision n°MD2018-930 du 08 novembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant de transfert sans incidence financière ;

- VU la décision n°MD2019-800 du 13 août 2019 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché n°4702 « Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles » avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant d'un montant de 10 802,93 € HT ;

CONSIDERANT :

- la dissolution-confusion de la société BOISSON au profit de la société SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE à compter du 01 janvier 2021.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°4702 « Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles » avec le groupement SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE/SAFEGE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 - 69320 FEYZIN CEDEX, avenant de transfert sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 14 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 4702 av 3 signé SPIE et BOISSON.pdf
- 4702 av 3 pièces BOISSON.pdf
- 4702 av 3 pièces SPIE 1 sur 2.pdf
- 4702 av 3 pièces SPIE 2 sur 2.pdf
- SOCIETE BOISSON - Annonce légale 01122020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AE 1530 et AE 1533 - Chemin du
Trial - Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Madame Sarkissian-Roesch en date du 25 mars 2019, pour céder les parcelles AE 1379 et AE 1384 d'une superficie respective de 2m² de 38 m² située Chemin du Trial, sur la Commune de Saint-Drézéry ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles déjà aménagées en voirie ;

- **CONSIDERANT** qu'un nouveau découpage cadastral a été effectué concernant les lots constructibles et que de ce fait, la numérotation des emprises aménagées en voirie a été modifiée ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Sarkissian-Roesch les parcelles AE 1530 et AE 1533 d'une superficie respective de 2 m² et 38 m², situées Chemin du Trial sur la commune de Saint-Drézéry, pour régulariser l'emprise de la voirie.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir de la voirie.

ARTICLE 3 : Cette décision annule et remplace la décision n° 2019-379 du 6 mai 2019 compte tenu de la nouvelle numérotation des parcelles concernées.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANFION



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'emprises
à vocation publique - Régularisation
foncière - ZAC Blaise PASCAL -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU l'accord de la SERM en date du 22 février 2021, pour céder à un euro symbolique, les parcelles d'une superficie totale de 27 619 m², dans la ZAC Blaise Pascal sur la commune de Montpellier, au titre de la remise d'ouvrage et situées notamment :

- Rue Michel Chasles
- Rue Léonard de Vinci
- Rue de la Vieille Poste
- Rue Hippolyte Fizeau
- Rue Louis Lépine
- Rue Edouard Villalonga
- Rue Denis Papin
- Avenue Albert Einstein

- **CONSIDERANT** que ces parcelles ont vocation à intégrer le domaine public « voirie » au titre des équipements publics de la ZAC Blaise Pascal sur la commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM, au titre de la régularisation foncière liée à la remise d'ouvrage de la ZAC Blaise Pascal, les parcelles d'une superficie totale de 27 619 m², situées sur la commune de Montpellier, notamment :

- Rue Michel Chasles
- Rue Léonard de Vinci
- Rue de la Vieille Poste
- Rue Hippolyte Fizeau
- Rue Louis Lépine
- Rue Edouard Villalonga
- Rue Denis Papin
- Avenue Albert Einstein

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : La SERM s'engage à prendre en charge tous les frais liés à ce dossier et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 09 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété société
VINCI INVESTISSEMENT - Terrain nu -
Parcelle CH 107 - Rue Louis Lumière -
Parc d'activités des Commandeurs -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 12 mars 2009 ;
- VU la délibération du Conseil municipal de Lattes du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°14962 du 14 novembre 2017, approuvant l'extension du périmètre de la concession,
- VU la délibération du 30 septembre 2019 portant instauration d'un périmètre de prise en considération, au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme sur le secteur du Parc d'Activités des Commandeurs à Lattes,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 6 janvier 2021, envoyée par Maître Jérôme VENTRESQUE, notaire à Béziers, reçue en Mairie de Lattes le 8 janvier 2021, concernant la vente par la SCI VINCI INVESTISSEMENT, d'un terrain nu situé rue Louis Lumière ZAC des Commandeurs à Lattes, cadastrée section CH 107, au prix de 720 000 € plus 36 000 € de commission d'agence ;
- VU la demande du 1^{er} mars 2021 de communication de documents adressée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole au notaire rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, conformément à l'article L. 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine du 23 février 2021 ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est classée en zone UI3 au PLU de la commune de Lattes correspondant à une zone d'activités économiques ;
- que cette parcelle est située dans le Parc d'activités des Commandeurs, parc d'activités intégré dans le périmètre de la concession d'aménagement « Ode à la Mer » par délibération de Montpellier Méditerranée Métropole du 14 novembre 2017 pour maîtriser les mutations successives à proximité du projet Ecopole et pour désenclaver ce secteur notamment en l'ouvrant sur le réseau viaire du Parc d'activités commercial de Fréjorgues Ouest sur la commune de Mauguio ;

- que la situation géographique de ce parc d'activités est stratégique pour le territoire métropolitain entre l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et de Pérols d'une part, et le Pays de l'Or et en particulier la zone d'activités de Fréjorgues Ouest ;
- que d'une part ce parc d'activités est peu densifié au regard de ses capacités et que d'autre part la Métropole doit faire face à une demande accrue des entreprises d'installation sur son territoire ;
- que, par ailleurs, l'un des objectifs de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » est aussi d'organiser et d'accompagner la mutation du tissu commercial actuel permettant la libération de fonciers afin de reconstruire la ville sur la ville et de rendre à la nature une partie des terrains anciennement urbanisés; la présente préemption permet d'acquérir un foncier nécessaire à la mutation et revitalisation du secteur commercial ;
- que dans ce cadre, la Métropole et son aménageur doivent acquérir des terrains et des locaux afin de pouvoir proposer aux occupants commerçants leurs relocalisations et ainsi redynamiser le tissu commercial du secteur ;
- que la propriété de la société VINCI INVESTISSEMENT, est un des rares terrains nus constructibles dans ce parc d'activité ;
- que l'acquisition de cette parcelle, est donc indispensable, en vue de constituer une réserve foncière afin de mettre en œuvre les projets cités ci-dessus, projets conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI VINCI INVESTISSEMENT, un terrain nu situé rue Louis Lumière ZAC des Commandeurs à Lattes, cadastré section CH 107.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition révisé du bien est fixé à 250 000 € plus une commission d'agence de 36 000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 01 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché G9D0029MG -
Prestations de maintenance préventive et
corrective des équipements ascenseurs -
Avenant n°2 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

- VU la décision n°MD2019-1056 du 21 octobre 2019, attribuant le marché n°G9D0029MG - Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs - à l'entreprise OTIS, sise ZAC de Tournezy, 164 rue Maurice Le Boucher, 34070 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 211 967,01 euros HT et, pour les prestations à prix unitaires, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de la notification, avec différentes dates d'effet selon les sites et une date d'échéance fixée au 31 décembre 2023 afin de permettre une meilleure gestion des futurs contrats ;

- VU la décision n°MD2020-1012 du 30 novembre 2020, autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°G9D0029MG ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'acter l'ajout et la suspension de maintenance d'équipements, la modification de la TVA sur certains équipements du CCAS et le changement de nom de 2 établissements de ce dernier ;

- l'article R2194-1 du code de la commande publique, en vertu duquel le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues au marché ;

- qu'une clause de réexamen a été insérée dans les documents contractuels initiaux, au CCTP, article 6, combinée avec le BPU qui définit un prix pour l'ajout de nouveaux équipements : « Un avenant au contrat d'entretien sera établi pour la suppression ou la prise en charge du ou des nouveaux équipements. En cas de nouvel équipement, le prix devra être en adéquation avec les conditions retenues au terme de la consultation pour des caractéristiques techniques comparables (cf. BPU) » ;

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 23 février 2021, a émis un avis favorable.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°G9D0029MG de « Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs » avec l'entreprise OTIS, pour un montant de 28 478,82 € HT, portant le nouveau montant forfaitaire du marché à 237 904,09 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **11 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **11 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- G9D0029MG-av2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un
marché subséquent portant sur des
missions d'études préliminaires dans le
cadre du contrat de maîtrise d'œuvre des
espaces publics Comédie Esplanade
Triangle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018 ;

Considérant :

- que l'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Comédie Esplanade Triangle nécessite la réalisation de nouvelles prestations d'études ;
- qu'une consultation a été menée, dans le cadre du mandat confié à la SA3M, sous la forme d'une procédure de dialogue compétitif, telle que prévue par les dispositions des articles 75 et 76 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de conclure un accord-cadre pour une durée de 5 ans renouvelable une fois ;
- que cet accord-cadre a été attribué au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON par décision n°MD2019-1058 du 5 novembre 2019 ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur le fondement de cet accord-cadre, de conclure un marché subséquent portant sur des missions de maîtrise d'œuvre de niveau études préliminaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON, correspondant à des prestations d'études préliminaires, pour un montant de 147 726 euros HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



12 MARS 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0B0107VD - Broyage des déchets verts
de la plateforme de Grammont à la Société
SUD BROYAGE RECYCLAGE -
Attribution - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;
- VU le rapport d'analyse des offres;

CONSIDÉRANT :

- que le précédent marché de broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont était arrivé à échéance

- qu'une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article R. 2123-1 du Code de la Commande Publique a été lancée sous forme d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum annuel de 54 000 € HT passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique.

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique, au regard du mémoire technique 60%
 - prix des prestations, au regard d'un estimatif (moyenne des 3 dernières années) sur la base d'un B.P.U. 40%

- Qu'après analyse, la société SUD BROYAGE RECYCLAGE - Zac Le Fumérien - RD 103 - 2, Route de Bellegarde 30129 MANDUEL, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0B0107VD de broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont à la société SUD BROYAGE RECYCLAGE pour un montant maximum de 54 000 € HT (sur la base d'un prix unitaire de 9,50 € HT /tonne).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois maximum.

Le montant maximum du marché s'élève à 54 000 € HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : **15 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain des parcelles
cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R.141-4 à 141-10 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la décision métropolitaine n° 2020-1081 en date du 13 janvier 2021 portant intégration d'office dans le domaine public sur la commune de Montpellier :

- De la parcelle cadastrée AS 83, d'une superficie de 961 m², située route de Mende, nécessaire à la réalisation de la ligne 5 du tramway ;
- Des parcelles cadastrées EZ 176 et EZ 178, d'une superficie respective de 143 m² et 514 m², situées dans la ZAC Port Marianne, Consuls de Mer, nécessaires au classement de la totalité de la voie dénommée rue des Gabares ;
- De la parcelle IT 63, d'une superficie de 98 m², située boulevard Paul Valéry permettant d'assurer la continuité publique du cheminement piéton conduisant au collège Marcel Pagnol depuis le boulevard Paul Valéry ;

- VU l'arrêté n° 2021-01 en date du 23 février 2021 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63, commune de Montpellier, dans le domaine public métropolitain ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AS 83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178 situées rue des Gabares et IT 63 située boulevard Paul Valéry sur la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R.318-10 du code de l'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles privées cadastrées :

- AS 83 d'une superficie de 961 m², située route de Mende, nécessaire à la réalisation de la ligne 5 du tramway ;

- EZ 176 et EZ 178 d'une superficie respective de 143 m² et 514 m², situées dans la ZAC Port Marianne, Consuls de Mer, nécessaires au classement de la totalité de la voie dénommée rue des Gabares,

- IT 63 d'une superficie de 98 m², située boulevard Paul Valéry permettant d'assurer la continuité publique du cheminement piéton conduisant au collège Marcel Pagnol depuis le boulevard Paul Valéry.

Par conséquent, la procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 2 : Le dossier soumis à l'enquête publique est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **09 AVR. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
de la parcelle AA 234 dans le patrimoine de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Cournonsec n°2020-051 en date du 16 décembre 2020 ;

CONSIDERANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Cournonsec utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code ;

- que, d'un commun accord, le terrain ci-dessous est transféré dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la commune de Cournonsec, du bien ci-dessous relevant de la compétence « voirie et transport » :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Aire de Covoiturage	AA 234	455	TER184-2019	22 000 €

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2100875-3 - Ressources humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN délégué à l'Administration Générale, à la Commande publique et à la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100875-3 le 19 février 2021 par Madame Mireille GARCIA agent de la Métropole contre la décision la plaçant en disponibilité d'office pour raisons de santé à compter du 4 janvier 2021 jusqu'à la date de mise en retraite pour invalidité.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100875-3 par Madame Mireille GARCIA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA03364 CAA - Ressources
Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN délégué à l'Administration Générale, à la commande Publique et à la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°20MA03367 du 4 septembre 2020 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille déposée par Monsieur Christian MALDONADO sollicitant l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1801176 du 10 juillet 2020 rejetant sa demande de révision de pension de retraite et de régularisation de situation ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA03367 le 4 septembre 2020 par Monsieur Christian MALDONADO.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête
n°2005382-4 TA - Saad RAHMANI"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN délégué à l'Administration Générale, la Commande Publique et à la gestion active et optimisée du patrimoine.

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005382-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 novembre 2020 par Monsieur Saad RAHMANI sollicitant le déplacement du terminus de la ligne de bus n°19 « Pierre de Coubertin » en raison de nuisances sonores subies ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005382-4 le 25 novembre 2020 par Monsieur Saad RAHMANI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au groupement Cabinet Jean-Philippe MENEAU-VEDESI.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0D0086EP
- Aménagement d'une zone de rencontre
rue du général Vincent à Montpellier -
Passé sur le fondement de l'accord-cadre
n°5023AT17 - Lot n°2 - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018.

CONSIDÉRANT :

- que l'aménagement d'une zone de rencontre rue du général Vincent à Montpellier est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 45 jours calendaires, hors période de préparation de 30 jours ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 70 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 30 %
- qu'après analyse, l'entreprise EIFFAGE ROUTE GRAND SUD / EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE - Agence Montpellier - RD613 Lieudit Le Deves - CS2000 – 34433 Saint Jean de Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M0D0086EP – Aménagement d'une zone de rencontre rue du général Vincent à Montpellier à l'entreprise EIFFAGE ROUTE GRAND SUD, pour un montant de 149 956,51 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 45 jours calendaires, hors période de préparation de 30 jours.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société GL
BIOCONTROL au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 septembre 2013 passée entre la Métropole et la société GL BIOCONTROL pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 mars 2020 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 9 février 2021 ;
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société GL BIOCONTROL est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité (production et R&D), qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société GL BIOCONTROL pour une période de six mois à compter du 01 mars 2021 soit jusqu'au 31 août 2021.

ARTICLE 2 : Ce délai supplémentaire devrait permettre à la société GL BIOCONTROL de concrétiser son projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité (production et R&D).

Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap ALPHA sans préavis particulier.

ARTICLE 3: A compter du 01 mars 2021, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société GL BIOCONTROL pour la surface de 123,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 696,20 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ALGODONE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société ALGODONE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 14 mars 2020 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 23 février 2021 ;
- **CONSIDERANT** que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19, et par la suite un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société ALGODONE a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ALGODONE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} avril 2021 et jusqu'au 31 mars 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ALGODONE pour la surface de 75,36 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 143,96 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAL



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

29 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de la parcelle
DH n°129 à la commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU l'avis des services de France Domaines en date du 1^{er} décembre 2020 ;
- VU la délibération du conseil communal de la Ville de Lattes n°2021-009 en date du 27 janvier 2021, entérinant l'achat à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée DH n°129, d'une superficie de 789 m², moyennant le prix de 11 046 €, correspondant à l'avis des services de France Domaine, dans le cadre de la poursuite des réserves foncières sur le secteur des jardins familiaux du Grand Tamaris ;

CONSIDERANT :

- la nécessité pour la Ville de Lattes de poursuivre la maîtrise foncière sur le secteur des jardins familiaux du Grand Tamaris afin de permettre la création d'un parc et que la cession de la parcelle DH n°129, sise commune de Lattes, ne remet pas en cause les projets de la Métropole sur ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Ville de Lattes la parcelle cadastrée DH n°129, sise commune de Lattes, d'une superficie de 789 m².

ARTICLE 2 : La cession aura lieu moyennant le prix de 11 046 € net vendeur, les frais en sus étant à la charge de la Ville de Lattes.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versé sur le budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte de cession de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété société
DECATHLON - terrain nu - Parcelle CA 7,
9 et 11 - Lieudit La Figuière - Commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009 ;

- VU la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;
- VU la délibération du 24 septembre 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier la réalisation de l'opération d'aménagement du secteur de la Mogère ;
- VU la concession d'aménagement signée le 16 octobre 2013 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 23 décembre 2020, envoyée par Maître DELATTRE, notaire à Roubaix (59), reçue en Mairie de Lattes le 24 décembre 2020, concernant la vente par la société DECATHLON, d'un terrain nu occupé de 5 415 m², situé lieudit la Figuière à Lattes, cadastré section CA 7, 11 et 9, au prix de 189 525 € ;
- VU l'envoi de Maître DELATTRE des pièces complémentaires du dossier en date du 22 février 2021, à la suite de la demande de communication de documents adressée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine du 10 février 2021.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ainsi que la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;
- que les parcelles, objet de la vente, sont situées en zone AUI0 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes qui correspond à une zone à urbaniser spécifique dévolue aux activités économiques, pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation à court ou moyen terme, sous forme d'opération d'ensemble dont le projet est défini à l'échelle de chaque secteur, et après réalisation des équipements nécessaires à leur desserte ;
- que ces parcelles sont comprises dans le périmètre de la concession d'aménagement CAMBACERES, et s'inscriront dans une Zone d'Aménagement Concerté à créer sur ce secteur afin d'envisager un aménagement global de la zone et plus spécifiquement, de permettre au Nègue Cats de retrouver une zone d'expansion des crues conforme aux objectifs du schéma directeur hydraulique de ce cours d'eau ;
- qu'il est notamment prévu dans la concession, la réalisation d'un bassin d'écêtement en aval du Nègue Cats ;
- que l'acquisition de ces parcelles, est indispensable, en vue de réaliser le projet décrit ci-dessus, projet conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la société DECATHLON, soit un terrain nu occupé de 5 415 m², situé lieudit la Figuière à Lattes, cadastré section CA 7, 11 et 9.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 162 450 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R. 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 8 MARS 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **1 8 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

1 8 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
de gardiennage du nouveau Conservatoire
à Rayonnement Régional (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole, relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de faire appel à une entreprise pour le gardiennage du site du nouveau CRR de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-3 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 6 mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour la valeur technique et 40 % pour le prix ;
- qu'après analyse, l'entreprise GLCE SECURITE – Castelnau-le-Lez présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de missions de gardiennage du nouveau CRR de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise GLCE SECURITE, pour un montant de 200 000 € HT maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/3/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition d'un
véhicule de marque Ford modèle Transit3
immatriculé DV-020-YJ auprès de la
société Ford Lease

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant. Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de ses missions de Service Public d'entretien de la Voirie, Montpellier Méditerranée Métropole loue auprès de la société Ford Lease un véhicule de marque Ford, modèle Transit3 immatriculé DV- 020-YJ ;

- que cette location arrive à échéance et que dans un souci de bonne gestion des deniers publics, la Métropole a la possibilité d'acquérir ce véhicule au prix du marché de l'occasion afin de l'intégrer dans son patrimoine.

- qu'il est d'intérêt pour la Métropole, afin d'assurer la continuité des missions de service Voirie, d'acquérir ledit véhicule.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réalise l'acquisition d'un véhicule Ford, modèle Transit3 immatriculé DV-020-YJ auprès de la société Ford Lease, sise 1 rue du 1^{er} Mai, Immeuble Axe Seine, 92 000 Nanterre.

ARTICLE 2 : Le prix de l'acquisition est de 10 990 euros TTC, auquel s'ajoute la somme de 89 euros au titre de frais de gestion, (non inclus dans le prix de vente).

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à l'acquisition visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



Publiée le : **24 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la création d'une régie
d'avances au sein de la Direction de la
Communication**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes » ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

- VU l'avis conforme du 3 mars 2021, de Madame la Trésorière,

CONSIDERANT :

- que pour assurer un meilleur fonctionnement au sein de la Direction de la Communication, il convient de créer une régie d'avances.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès de la Direction de la Communication de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses en ligne suivantes :
- achats de sponsorings sur les réseaux sociaux et Google Ads ;
- achats d'abonnements à des services en ligne.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :
- Carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 1 000 €.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :
- lors de sa sortie de fonction,
- au terme de la régie,
- au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur et le mandataire suppléant, pour la période pendant laquelle il occupera effectivement les fonctions de régisseur, bénéficient du régime indemnitaire lié à leurs fonctions définies par l'Assemblée délibérante.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MARS 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

10 MARS 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

10 MARS 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réforme de copieurs
multifonctions en raison de leurs vétustés -
Reprise par la société Fac similé
bureautique Canon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le marché public n°G9D0004RI « Achats de multifonctions, imprimantes réseaux avec contrats de maintenance » du 18/02/2020 conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9 ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un ensemble de divers copieurs vétustes de marque Canon ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des copieurs vétustes et qu'il convient de les réformer ;

- que lesdits copieurs sont repris par la société Fac similé bureautique Canon, conformément aux dispositions du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un ensemble de copieurs vétustes de marque Canon dont la liste est la suivante : Canon IR2525 n°de série NZW52308, Canon 8285 n°de série LTN00577, Canon IR5250 n°de série JMJ01302, Canon IR 2225 n°de série LYE00769, Canon IR2525 n°de série NZW09010, Canon IR2525 n°de série NZW52431 et le Canon IR2525 n°de série NZW52575.

ARTICLE 2 : La société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, reprend les copieurs vétustes listés à l'article 1, conformément aux dispositions prévues par le marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Exploitation des Équipements du Trafic

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0D0029DM - Détection, géo-
référencement et récolement des réseaux
des équipements de régulation du trafic -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6^{ème} Vice-Présidente ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transport et des Mobilités actives » ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de confier à une entreprise la détection, géo-référencement et récolement des réseaux des équipements de régulation du trafic de la Métropole ;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour un montant annuel estimé à 110 895 € HT, pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
- prix des prestations au regard du montant du DQE (40%)

- que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 9 février 2021, a classé les offres et choisi pour le marché n°M0D0029DM, le groupement BETECHSUD-3 DETECTIONS - 384 Rue Etienne Lenoir, 30900 Nîmes - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0029DM – Détection, Géo référencement et récolement des réseaux des équipements de régulation du trafic, au groupement BETECHSUD-3 DETECTIONS, pour un montant sans minimum ni maximum.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Il peut-être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Protocole d'accord transactionnel - Mme DEGANS - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des objectifs d'amélioration du cadre de vie et des espaces publics du Centre Historique et en accompagnement du bouclage de la ligne 4 du Tramway, la Métropole a décidé de réaménager la Grand Rue Jean Moulin ;

- que ce réaménagement qualitatif devait notamment répondre aux objectifs suivants :

- réparer l'aménagement qui a considérablement été détérioré depuis sa création ;
- requalifier l'aménagement de la voie dans le cadre de la charte d'espaces publics Grand Cœur ;
- assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie et au droit de chaque commerce ;
- rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les différents concessionnaires ;
- organiser et gérer les accès des professionnels ;

- que les travaux ont eu des conséquences sur la vie des résidents du quartier ;

- que le projet a fait l'objet d'une large concertation des riverains et des commerçants avec des rencontres personnalisées et individuelles durant l'été 2016 et une réunion publique a eu lieu le 10 novembre 2016 ;

- que les travaux se sont déroulés sur la totalité de la Grand Rue Jean Moulin, de la rue de la Loge jusqu'au boulevard du Jeu de Paume ;

- l'ampleur de la nature des travaux et de la densité d'occupation, la Métropole a sollicité du Juge des référés du Tribunal administratif de Montpellier qu'il ordonne une mesure d'expertise de type préventif ;

- l'ordonnance rendue le 8 juin 2017 sous le numéro 1702358 qui a désigné un collège d'experts afin de procéder aux opérations d'expertise avant, pendant et après travaux ;

- que l'expert judiciaire, Monsieur BLANCO a procédé aux constats dans les parties communes et les parties privatives de l'immeuble situé au 9 de la Grand Rue Jean Moulin.

- s'agissant du logement sis au R+2 du 7 Grand Rue Jean Moulin appartenant à Madame ROLLAND, Monsieur BLANCO a indiqué dans son rapport définitif du 25 février 2021, joint au présent protocole :

« Pendant les travaux au pied n°7 GRJM les 2 murs mitoyens ont probablement subi par la façade rue une transmission des vibrations causée par les engins de perforation utilisés au sol.

Ces vibrations de type « solidiens » sont émises par rayonnement acoustique vers les parois d'un bâti sans atteindre un niveau destructif majeur.

Il existe en conséquence un lien de cause à effet entre les travaux de la rue et les phénomènes constatés.

Compte tenu de l'existence de nombreuses fissures « avant travaux » l'expert considérera avec attention la Partie n°1 du devis – Traitement des fissures J1, J2, J3 pour 1/3 chacune, en réduisant à 22 unités (1u tous les 50cm au vu de la stabilité du phénomène) les 37 agrafes prévues et selon le calcul ci-joint sachant que les prises en charge par les travaux de la rue GRJM seront validées à hauteur de :

- 1/ Fissure J1 : 100%*
- 2/ Fissure J2 : 50%*
- 3/ Fissure J3 : 50%*

Détails du calcul :

- Poste 1 Installations – Validation de 335 € HT soit : 111,67 € HT par fissure
- Poste n°2 Reprise fissures : Agrafes inox tous les 30 cm prévus soit 37 unités.

L'expert retient les Agrafes tous les 50cm suffisantes soit 22 unités.

Montant retenu pour les 3 fissures : $2\,289\text{ €} / 37u \times 22u : 1\,361,03\text{ € HT}$ soit : 453,67 € HT par fissure

- Poste n°3 Peinture : Montant retenu pour les 3 fissures : 1 285,00 € HT soit : 428,33 € HT par fissure

Prise en charge validée :

Fissure J1 :	$(111,67\text{ €} + 453,67\text{ €} + 428,33\text{ €}) \times 100\% =$	993,67 € HT
Fissure J2 :	$(111,67\text{ €} + 453,67\text{ €} + 428,33\text{ €}) \times 50\% =$	496,83 € HT
Fissure J3 :	$(111,67\text{ €} + 453,67\text{ €} + 428,33\text{ €}) \times 50\% =$	496,83 € HT
Total HT :		1 987,34 €
TVA 10% :		198,73 €
Montant total TTC :		2 186,07 € TTC

- conformément aux recommandations de la Circulaire du premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, les parties se sont rencontrées dans le souci de rechercher un accord amiable, dans le respect de leurs intérêts respectifs, permettant de réduire la durée et les frais des procédures ;

- que les parties ont trouvé un accord transactionnel au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, comportant des concessions réciproques, dont elles reconnaissent irrévocablement l'existence, permettant de garantir leurs intérêts propres en même temps que leur sécurité juridique respective, et de mettre fin au litige qui les oppose.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser à Mme DEGANS la somme de 2186,07 € TTC.

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord transactionnel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 MARS 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- protocole d'accord

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AE n°4, 5, 6, 8 et 12, sises
commune de Lattes - Aménagement de
protection contre les inondations de la
basse Vallée de la Mosson sur le territoire
des communes de Lattes et Villeneuve-lès-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 26 novembre 2020 ;
- VU la promesse de vente consentie le 5 mars 2021 par le Groupement Foncier Agricole BONNEFOND, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées cadastrées AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, lui appartenant, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 12 799 m² environ, moyennant le prix de 40 957 € majoré d'une indemnité de remploi de 9 335 € ;
- VU le protocole d'indemnisation signé le 5 mars 2021 par l'EARL Bonnefond et fils, exploitant des parcelles en partie acquises par la Métropole ;

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles cadastrées AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Lattes les parcelles cadastrées AE n°4, 5, 6, 8 et 12, sises commune de Lattes lui appartenant, d'une superficie vendue respective de 2 488 m², 110 m², 2 538 m², 1 087 m² et 6 576 m² en nature de terres agricoles maraîchères.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 40 957 € (quarante mille neuf cent cinquante sept euros) majoré d'une indemnité de remploi de 9 335 € (neuf mille trois cent trente-cinq euros), ainsi que d'une indemnité de 61 297,98 € TTC (soixante et un mille deux cent quatre vingt dix sept euros et quatre vingt dix huit cents toutes taxes comprises) correspondant à la réalisation par le propriétaire d'aménagement rendus nécessaires par les travaux menés par la Métropole et notamment le remplacement de la clôture anti-nuisibles.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement
d'adhésion à l'association nationale des
gestionnaires de digues - France Dignes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;
- VU la délibération n°M2020-163 désignant les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs ;
- VU la délibération n°2019-216 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association France Dignes à compter de l'année 2019 ;

Considérant :

- que dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que Montpellier Méditerranée Métropole rejoigne ce réseau national afin de participer aux échanges d'expériences et d'améliorer ses bonnes pratiques en matière de gestion des digues et barrages ;
- que les missions de France Dignes - association de 1901, dont l'objectif est de structurer et consolider la profession de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques sont nécessaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association nationale des gestionnaires de digues, France Dignes. La cotisation annuelle à l'association est fixée à 750 € à laquelle s'ajoute un montant de 30 €/km de digue géré. Montpellier Méditerranée Métropole gère un linéaire de 35,4 km de digue. Les frais d'adhésion annuelle à l'association France Dignes s'élèveraient ainsi à 1 812 € TTC.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NECHET



Publiée le : 24 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants n°2 au
marché n°4785DC17 de nettoyage des sites
du Conservatoire - Lots 2 et 3 -
Autorisations de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

- VU la décision n°MD2018-014 attribuant le lot n°1 du marché 4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire à l'entreprise TFN PACA Propreté, pour un montant forfaitaire annuel de 53 886.46€ HT concernant les prestations courantes (DPGF), pour un montant maximum annuel de 10 000€ HT pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), attribuant les lots n°2 et 3 du marché à l'entreprise DERICHEBOURG, pour un montant forfaitaire annuel de 18 592.11 € HT pour le lot 2 et 10 963.85 € HT pour le lot 3 concernant les prestations courantes (DPGF), et pour un montant maximum de 5 000 € HT pour le lot 2 et 1 500 € HT pour le lot 3 pour les prestations supplémentaires ponctuelles rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois ;
- VU la décision n°MD2021-176 autorisant la signature des avenants n°1 ;

CONSIDERANT :

- que le déménagement imminent du Conservatoire dans un nouvel équipement nécessite de prolonger la deuxième reconduction de 3 mois pour les lots 2 et 3, afin d'assurer la continuité du nettoyage jusqu'au déménagement effectif ;
- que compte tenu du contexte sanitaire lié à l'épidémie de covid-19, il est nécessaire d'assurer des désinfections supplémentaires ;
- qu'il s'agit de circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir au sens du 3° de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- que la Commission d'Appel d'Offre a donné son avis favorable lors de sa séance du 23 mars 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants n°2 au marché 4785DC17 de nettoyage des sites du Conservatoire :

- Pour le lot 2 avec l'entreprise DERICHEBOURG d'un montant mensuel de 1 627.49 € HT pour les prestations courantes (DPGF), et augmentant de 1 250 € HT le montant maximum pour les prestations supplémentaires ponctuelles (BPU), prolongeant la deuxième reconduction de 3 mois ;
- Pour le lot 3 avec l'entreprise DERICHEBOURG d'un montant mensuel de 959.74 € HT pour les prestations courantes (DPGF) et augmentant de 375 € HT le montant maximum pour les prestations supplémentaires ponctuelles (BPU), prolongeant la deuxième reconduction de 3 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

28/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 05 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la
convention de groupement de commandes
publiques concernant les dispositifs de
vidéoprotection entre Montpellier
Méditerranée Métropole, la Ville de
Montpellier et TaM - Avenant n°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la décision n°MD2019-138 du 6 mars 2019, relative à une convention de groupement de commandes publiques (G0D0030ST) concernant les dispositifs de vidéo-protection entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier;

- VU la décision n°MD2019-766 du 1^{er} août 2019, autorisant la signature d'un premier avenant venant modifier l'article 2 de la convention de groupement de commandes, concernant la procédure de la première consultation ;

CONSIDÉRANT :

- que les trois entités participant au groupement de commande ont des besoins et des usages parfois divergents de l'outil vidéo de par leurs activités, engendrant des difficultés dans la procédure d'acquisition d'une solution d'hypervision, accompagnée d'une maintenance et d'une formation associées, ainsi que son installation et sa mise en œuvre réseau (deuxième consultation) ;

- qu'il est par conséquent nécessaire de lancer une procédure de dialogue compétitif en lieu et place d'une procédure concurrentielle avec négociation, et de modifier la décision n°MD2019-138 ;

-que le recours à un dialogue compétitif a pour conséquences que :

- Cette consultation se déroulera en deux phases dont, une première phase dite « sélection des candidatures » et une seconde phase de dialogue « remise d'une offre dont une maquette » ;

- A l'issue de la première phase de la consultation, il sera retenu cinq candidatures pour participer à la seconde phase.

- Lors de la seconde phase, deux candidats seront éliminés en cours de dialogue, seuls trois resteront pour proposer une maquette. A la fin, seule une maquette remportera le dialogue.

- Les deux phases précitées nécessitent un investissement important de la part des candidats pour lequel une indemnisation est appropriée.

Deux primes seront versées :

- Pour la première phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser à chacune des candidatures retenues est fixée à 5 000 euros HT ; sauf pour le lauréat du dialogue.
- Pour la seconde phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser pour les deux offres ayant proposées une maquette, mais dont cette dernière ne serait pas retenue est de 10 000 euros HT.

Ainsi, le montant total des primes est de 40 000 euros HT. L'offre retenue ne recevra pas de prime. Le versement de la prime s'appliquera avec la clef de répartition suivante : 80% pour la Ville de Montpellier et 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire TaM compris).

Le groupement commandes est autorisé à supprimer ou à réduire le montant de l'indemnité en cas d'insuffisance manifeste du projet rendu, notamment lorsque les exigences formulées dans les documents de la consultation n'ont pas été respectées.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention du groupement de commandes pour le partage des systèmes de vidéo du CSU de la Ville, de la GMD de la Métropole et de la TaM.

ARTICLE 2 : De modifier la décision n°MD2019-138 concernant les modalités de la deuxième consultation.

ARTICLE 3 : D'autoriser le groupement de commandes à verser une indemnité, selon les modalités exprimées ci-dessus.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_nO_2__Convention_groupement__Partage_ima1614854165422.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Emasolar - Local Lot 6, 391 rue de Font
Froide à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'ateliers Eco-artisans disponible à la location pour des entreprises artisanales spécialisées dans l'éco-construction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables ;
- que la SARL unipersonnelle EMASOLAR recherche des locaux afin d'exercer son activité de maintenance de panneaux photovoltaïques de haute puissance.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société EMASOLAR dont le siège social est situé 1, rue du Chapoly, 69 290 Saint Genis des Olrières.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface totale d'environ 74,39 m², composés d'un espace de stockage, de deux espaces de bureau et d'un sanitaire. Les locaux sont situés au 391 rue de Font Froide, 34 137 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat de location est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature, renouvelable une fois pour la même durée de façon expresse.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel de 5 064,20 euros HT, soit 6 077,04 euros TTC (taux de TVA en vigueur de 20%), hors-charges et hors taxe locale.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le contrat visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 5 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDOUIN



Publiée le : **1 5 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 5 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet Location Emasolar 2021-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.887 de Prestations de Reprographie et
Numérisation dans le cadre de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur les prestations de reprographie et numérisation n°8.887 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;

- qu'après analyse, l'offre du groupement IMPREMIUM 34 (mandataire) / IMPREMIUM 13 sise à Montpellier (34) est la plus intéressante économiquement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : le marché n°8.887 relatif aux prestations de reprographie et numérisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement groupement IMPREMIUM 34 (mandataire) / IMPREMIUM 13 sise à Montpellier (34).

ARTICLE 2 : le marché n°8.887 est conclu pour un montant minimum de 20 000 € HT et d'un montant maximum de 40 000 € HT, s'agissant d'un accord cadre à bons de commande couvrant la durée totale du marché, soit 7 ans.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association France
Hydrogène**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie, à l'agroécologie et à l'Alimentation » ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2019-540 du 4 octobre 2019, à l'association France Hydrogène ;

CONSIDERANT :

- que France Hydrogène fédère les acteurs de l'hydrogène et des piles à combustible en France : entreprises, laboratoires et instituts de recherche, pôles de compétitivité, collectivités territoriales et associations régionales. - qu'en contribuant à accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique et de la société, elle constitue un lieu d'expertise important pour le développement des projets de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que dans ce contexte, il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à France Hydrogène pour un cout annuel de 2 400 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler en 2021 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à France Hydrogène pour un montant de 2 400 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 17 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 17 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Instance
n°2100513-4 TA - MMMc/SCI EUROPE
BATI

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- l'instance n°2100513-4 du Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement à la transmission par le Tribunal Judiciaire, suivant ordonnance du 18 décembre 2020 n°RG 20/30725, du dossier opposant la Métropole à la SCI EUROPE BATI et à la SARL CHARPENTE COUVERTURE DE L'HERAULT dans le cadre d'un empiètement par un portail et un mur de clôture sur le domaine public de la Commune de Villeneuve Lès Maguelone.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier dans l'instance n°2100513-4.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Groupement Cabinet d'Avocats JPH MENEAU – VEDESI.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à la Fédération nationale des
Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;
- VU l'adhésion, par délibération n°M2020 du 12 octobre 2020, à la Fédération nationale des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ;

CONSIDERANT :

- que la Fédération nationale des SCoT a pour objet de fédérer les établissements publics chargés de l'élaboration et de la gestion des schémas de cohérence territoriale, afin de favoriser la mutualisation des savoir-faire et l'échange d'expériences.
- que compte tenu de l'intérêt à rejoindre la Fédération nationale des SCoT pour bénéficier de ses services et participer aux activités mises en œuvre pour ses adhérents, Montpellier Méditerranée Métropole propose de renouveler son adhésion pour un montant annuel de 4 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler en 2021 l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Schémas de Cohérence Territoriale pour un montant de 4 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CA



Publiée le : **15 MARS 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MARS 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à la
signature d'une convention de Projet
Urbain Partenarial (PUP) dite "Ilot de la
Mairie" avec la société "SARL PARADIS"
- Commune de Vendargues - Modification
du titre de la décision n°MD2020-1040**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision n°MD2020-1040 du 30 décembre 2020, autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à conclure une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la « SARL PARADIS » ;

-VU la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclue entre la « SARL PARADIS » et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 13 janvier 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que le titre de la décision n°MD2020-1040 du 30 décembre 2020, fait apparaître la signature d'une convention de PUP dite « Ilot de la Mairie » avec la société « SARL PROMOTION » sur la commune de Vendargues ;

- qu'une erreur matérielle s'est produite lors de la rédaction du titre de la décision n°MD2020-1040 du 30 décembre 2020, en ce qui concerne le renseignement de la société signataire de la présente convention de PUP ci-dessus visée ;

- que la société signataire de la convention de PUP ci-dessus visée est nommée « SARL PARADIS » et non pas « SARL PROMOTION » ;

- qu'il y a lieu de rectifier cette erreur matérielle en modifiant le titre de la décision n°MD2020-1040 du 30 décembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le titre de la décision n°MD2020-1040 du 30 décembre 2020 est modifiée comme suit « Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Ilot de la Mairie" avec la société "SARL PARADIS" - Commune de Vendargues.
Les autres conditions de la présente décision demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire pour
travaux sur les parcelles AE n°4 partie,
5partie, 6partie et 8 partie, sises commune
de Lattes - Aménagement de protection
contre les inondations de la basse Vallée de
la Mosson sur le territoire des communes
de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie le 5 mars 2021 par l'EARL BONNEFOND et fils, exploitant, et le GFA BONNEFOND, propriétaire, à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'occupation pendant 24 mois des parcelles cadastrées AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie et 8partie, 63partie et 97partie, sises commune de Lattes, pour une surface totale occupée de 6 674 m² environ, moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 23 656,66 € ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'occuper les parcelles cadastrées AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie et 8partie, 63partie et 97partie, sises commune de Lattes, pour permettre la reconstitution du fossé de ressuyage agricole présent sur les emprises appartenant au GFA BONNEFOND nécessaires dans la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec l'EARL BONNEFOND et fils, exploitant, et le GFA BONNEFOND, propriétaire, la convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles cadastrées AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie et 8partie, 63partie et 97partie, sises commune de Lattes, pour une surface totale occupée de 6 674 m² environ, en nature de terres maraichères.

ARTICLE 2 : L'occupation temporaire aura lieu moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 23 656,66 € (vingt-trois mille six cent cinquante six euros et soixante six cents) versée dans sa totalité sur le compte de l'exploitant comme convenu entre les parties.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute autre personne ayant reçu délégation, à signer la convention d'occupation temporaire des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- COT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature du
protocole d'indemnisation du fermier des
parcelles AE n°4partie, 5partie, 6partie, 8
partie et 12partie sises commune de Lattes
- Aménagement de protection contre les
inondations de la basse Vallée de la Mosson
sur le territoire des communes de Lattes et
Villeneuve-lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 9 décembre 2020 ;
- VU la promesse unilatérale de vente en date du 5 mars 2021, par laquelle le GFA BONNEFOND accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles sises commune de Lattes et cadastrées section AE n°4 partie, 5partie, 6partie, 8partie et 12 partie pour une contenance totale vendue de 12 799 m², exploitées par l'EARL Bonnefond et fils, représentée par Monsieur Emmanuel Bonnefond, dans le cadre d'un bail régulier ;
- VU le protocole d'indemnisation en date du 5 mars 2021 par lequel Monsieur Emmanuel Bonnefond, représentant de l'EARL Bonnefond et fils, identifié au SIRET sous le n°44320538000019, dont le siège social est chemin de la Roubine à Vic la Gardiole (34110), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 45 895 € toutes indemnités comprises ;

CONSIDERANT :

- que pour assurer la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, ces terrains doivent être libres de toute occupation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un protocole d'indemnisation fixant le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive est signé entre l'EARL Bonnefond et fils, représentée par Monsieur Emmanuel Bonnefond, identifié au SIRET sous le n°44320538000019, dont le siège social est chemin de la Roubine à Vic la Gardiole (34110).

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnité forfaitaire est de 45 895 € (quarante cinq mille huit cent quatre-vingt-quinze euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçue délégation, à signer le protocole d'indemnisation visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PUV signée.pdf
- Protocole signé Bonnefond.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail de
location avec la Région Occitanie du
parking de l'ARENA - Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la demande de la Région Occitanie de prendre à bail une emprise de 51 500 m² sur des parcelles sises commune de Pérols appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exploitation de la salle Arena et du Parc des Expositions ;
- VU le projet de bail entre la Région Occitanie et la Métropole pour la location pendant une durée de 6 ans d'une emprise 51 500 m² à prendre sur les parcelles cadastrées section AI n°25, 190, 199, 206 et 208, section AH n°25, 26, 27, 32, 33, 34, 35, 40, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130 et 132, sises commune de Pérols, moyennant une redevance annuelle actualisable de 50 000 € HT ;

CONSIDERANT :

- que les conditions incluses dans le projet de bail rendent compatibles le développement des projets envisagés par la Métropole sur ce secteur et la location de cette emprise à la Région Occitanie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole loue à la Région Occitanie, dont le siège est à Toulouse (31406), 22, boulevard du Maréchal Juin, représentée par sa Présidente, Mme Carole DELGA, pendant 6 ans, une emprise de 51 500 m² à prendre sur les parcelles cadastrées section AI n°25, 190, 199, 206 et 208, section AH n°25, 26, 27, 32, 33, 34, 35, 40, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130 et 132, sises commune de Pérols.

ARTICLE 2 : Le bail est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole à la Région Occitanie moyennant un loyer annuel révisable de 50 000 € HT (cinquante mille euros hors taxes).

ARTICLE 3 : Les recettes liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le bail de location des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de bail VD vu avec la Région.docx
- plan du bail.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2100875-1 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100875-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2021 par Madame Mireille GARCIA contre la décision du président de Montpellier Méditerranée Métropole la plaçant en disponibilité d'office pour raisons de santé à compter du 4 janvier 2021 jusqu'à la date de mise en retraite pour invalidité ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100875-3 le 19 février 2021 par Madame Mireille GARCIA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBREY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4715DC17 -
Lot 1 - Avenant de transfert de travaux à
bons de commande dans les bâtiments
culturels de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture » ;
- VU la délibération n°D2017-1006 attribuant le lot n°1 du marché de travaux à bons de commande pour la Direction de la Culture à l'entreprise SAS COLAS MIDI MEDITERRANEE, 10 rue St Exupéry, 34430 Saint Jean de Védas, sans minimum ni maximum et pour une durée de 48 mois ;

CONSIDÉRANT :

- que, dans le cadre de la réorganisation de l'activité routière du groupe Colas France, la Société Colas Midi Méditerranée a apporté l'ensemble de ses actifs à la Société Colas France – 1 rue du Colonel Pierre Avia – 75730 PARIS CEDEX.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°4715DC17 – Lot 1 - de travaux à bons de commande pour la Direction de la Culture, de l'entreprise Colas Midi Méditerranée à l'entreprise Colas France.

La signature de cet avenant est sans incidence financière, et les autres conditions du marché demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant COLAS France .pdf
- Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
située 176 avenue du Pic Saint Loup à
Montpellier pour la réalisation de la ligne 5
de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 120 m² du bien immobilier situé 176, avenue du Pic Saint Loup, cadastré section AN n° 265, appartenant à Madame NGHIEM épouse WICHEGROD, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AN n°265 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 120 m² du bien immobilier (terrain en nature de friche) situé 176, avenue du Pic Saint Loup à Montpellier, cadastré section AN N°265 appartenant à Madame NGHIEM épouse WICHEGROD.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 10 462€ (DIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame NGHIEM épouse WICHEGROD et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame NGHIEM épouse WICHEGROD.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELA



Publiée le : 22 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

22 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis du domaine sur la valeur venale
- Autorisation de faire les travaux
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
située 1919 Route de Mende à Montpellier,
cadastrée section AS n° 11 pour la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 88 m² du bien immobilier situé 1919, route de Mende, cadastré section AS n° 11, appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Les Jardins d'Isis, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°11 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 88 m² du bien immobilier (terrain d'agrement et voie de circulation parties communes) situé 1919 Route de Mende à Montpellier, cadastré section AS N°11 et appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Les Jardins d'Isis.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 5 376 € (CINQ MILLE TROIS CENT SOIXANTE SEIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Les Jardins d'Isis et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des Copropriétaires de la Rés. Les Jardins d'Isis.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 22 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

22 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine sur la valeur venale
- Autorisation de faire des travaux
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0025EP
de surveillance organisée du patrimoine
d'ouvrages d'art et des murs de
soutènement -
Avenant de transfert au lot 2 "murs de
soutènement"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2019-1256 attribuant le lot 2 « murs de soutènement » du marché M9D0025EP de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art et des murs de soutènement à l'entreprise suivante :

> Bureau Veritas Solutions sise 4-6 rue Langevin à Les Mureaux, pour un montant global et forfaitaire de 74 582,00€ HT (tranches ferme, optionnelles 1 et 2 confondues) et pour une durée de 36 mois.

CONSIDERANT :

- Que suite à un changement d'adresse et de numéro de SIRET du titulaire du lot n°2 du marché cité en objet, un avenant de transfert doit être conclu.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert avec l'entreprise Bureau Veritas Solutions, titulaire du lot 2 « Mur de soutènement » du marché M9D0025EP de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrage d'art et des murs de soutènement.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFORGE



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire entre la Métropole et
la Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et, notamment celle de prendre toute décision concernant la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- que dans le cadre de la réalisation des travaux de démolition de la Maison pour Tous de la Cité Gély à Montpellier, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole, une zone de stockage et de tri des déchets de chantier est nécessaire.
- qu'à ces fins, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) met gracieusement à disposition de la Métropole un terrain d'environ 1800m² et situé sur la ZAC EAI dont elle est propriétaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire et à titre gracieux entre la SA3M et la Métropole relative à l'occupation du terrain susmentionné.

ARTICLE 2 : de dire que cette convention sera d'une durée de deux mois maximum.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LARROQUE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention
- Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
située 2482 Route de Mende à Montpellier
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023;

CONSIDERANT

- que 6 m² du bien immobilier situé 2482 Route de Mende, cadastré section AM n° 36, appartenant à la SARL BURANO, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AM n°36.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 6 m² du bien immobilier (terrain d'agrement) situé 2482 Route de Mende à MONTPELLIER, cadastré section AM N°36 appartenant à la SARL BURANO.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 180 € (CENT QUATRE VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le SARL BURANO et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020

approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SARL BURANO.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 22 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine sur la valeur venale
- Autorisation de faire des travaux
- PPA
- PUV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de la Fondation King Baudouin d'une huile sur toile de Robert de Niro senior, *Three Figures after Courbet*.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'oeuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'oeuvres ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;
- **CONSIDÉRANT :**
 - que la Fondation King Baudouin, société à but non lucratif domiciliée en Géorgie aux États-Unis, représenté par monsieur Jean Paul Warmoes, directeur exécutif, autorise le dépôt de l'huile sur toile de Monsieur Robert De Niro Senior, *Three Figures after Courbet*, 1925, H. 125,7 cm x L. 152,4 cm d'une valeur de 190 000 € (cent quatre- vingt dix mille euros) ;
 - qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la Fondation King Baudouin, société à but non lucratif domiciliée en Géorgie aux États-Unis, représenté par monsieur Jean Paul Warmoes, directeur exécutif une convention de dépôt relative au dépôt provisoire et gratuit de l'œuvre de Monsieur Robert De Niro Senior, *Three Figures after Courbet*, 1925, H. 125.7 cm x L. 152,4 cm d'une valeur de 190 000 € (cent quatre- vingt dix mille euros).

ARTICLE 2 : La durée du contrat de prêt est de cinq ans à compter de la date de signature du contrat de dépôt. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat.

En cas de constatations d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Le Musée Fabre souscrit un contrat d'assurance clou à clou couvrant l'œuvre pour la période du prêt. L'assurance souscrit par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'œuvre estimée au moment du prêt, selon l'estimation transmise par KBFUS. Toute assurance maintenue par KBFUS ne pourra se substituer à l'assurance du Musée Fabre et ne libérera le Musée Fabre d'aucune de ses obligations en vertu du présent contrat.

ARTICLE 5 : Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la réception de l'Œuvre, le Musée Fabre exposera l'Œuvre dans les collections permanente du Musée Fabre à des fins d'observation par le public, ou mettra l'œuvre à la disposition des chercheurs à des fins de recherche.

ARTICLE 6 : KBFUS accorde au Musée Fabre une licence mondiale non exclusive, libre de droits, pour reproduire l'Œuvre à des fins éducatives, y compris dans les publications, les catalogues et le matériel promotionnel imprimés et numériques du Musée. Tous les frais de photographie ou de reproduction de l'œuvre seront à la charge du Musée.

ARTICLE 7 : Monsieur Éric PENSO, Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- KBFUS ART_LOAN Agreement with Musee Fabre_FINAL.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 3 bus
fonctionnant au Gaz Naturel pour
Véhicules (GNV) auprès de la centrale
d'achats de l'UGAP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et des Mobilités actives » ;
- VU la décision n°MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du codé des marchés publics ;

CONSIDERANT :

- que pour l'année 2021, le programme d'investissements pour l'exploitation du service des transports publics comprend l'acquisition de 3 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule) ;
- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la commande de 3 bus urbains au GNV à l'UGAP pour un montant maximum de 870 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : 06 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4623RI16 -
Maîtrise d'œuvre pour l'extension du
réseau très haut débit (THD) de la
Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD, en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

- VU la délibération n°14240 du 24 novembre 2016 autorisant le lancement et la signature du marché 4623RI de maîtrise d'œuvre pour l'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole, la Commission d'Appel d'Offres a retenu la société LM Ingénierie dont le siège social est situé au 8 rue Léopold Sédar Senghor - 34830 CLAPIERS, pour un montant estimatif de 290 000 euros HT et pour une durée de 4 années toutes reconductions confondues ;

CONSIDÉRANT :

- que le marché actuel arrive à son échéance le 24 avril prochain ;
- que les besoins d'interconnexion de sites tant pour la Métropole que pour la Ville augmentent et ne peuvent souffrir d'un délai ;
- que pour répondre à ses besoins il est nécessaire de prolonger le marché de 3 mois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4623 avec l'entreprise LM Ingénierie.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 09 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant1_4623v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Prémption Urbain à la
Commune de Pérols à l'occasion de
l'aliénation de la propriété MICHAUD -
Villa 2 impasse des Galfières - Pérols.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 13 septembre 2018 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Pérols par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 février 2021, envoyée par Maître Christophe CAULIER notaire à Baillargues, reçue en mairie de Pérols le 26 février 2021, concernant la vente par Madame Isabelle MICHAUD, d'une villa située 2 impasse des Galfières à Pérols, cadastrée section AE 262, au prix de 550.000 €. La déclaration précise que la vente est liée et indissociable de l'acquisition par l'acquéreur de la parcelle voisine cadastrée AE 52 ;

- **CONSIDERANT** que le bien, objet de la vente, est situé dans le projet d'aménagement « Ode à la Mer », relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole et de son concessionnaire la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), il convient de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Pérols, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain, sur les parcelles AE 262 et 52, est retirée à la Commune de Pérols, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de Madame Isabelle MICHAUD, une villa située 2 impasse des Galfières à Pérols.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR 2021

Monsieur le Président

Michaël DE



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°G0D0043EP
- Mobilier urbain et de serrurerie de voirie
- Travaux de dépose et de pose /
Maintenance et fourniture - Lots 1,2 et 3 -
Attributions - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voiries et Espace Public » ;
- VU la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour le lot 1 du marché ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de mobilier urbain non publicitaire et de serrurerie de voirie, en application des compétences voirie et espaces publics exercées par la Métropole ;

- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique 60%
- ° Prix 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 mars 2021 a choisi l'entreprise URBAN'NT sise 150 rue du Mas Bringaud à Montpellier présentant des offres économiquement avantageuses pour les trois lots du marché :

- Lot 1 – Mobilier urbain non publicitaire métallique et serrurerie de voirie pour le territoire de Montpellier ;
- Lot 2 – Mobilier urbain non publicitaire métallique et serrurerie de voirie pour le territoire de la Métropole hors Montpellier ;
- Lot 3 – Mobilier urbain non publicitaire bois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché G0D0043EP de Mobilier urbain et serrurerie de voirie à l'entreprise URBAN'NT - 159 Rue du Mas de Bringaud, 34000 Montpellier - pour les montants annuels suivants :

- Lot 1 – Mobilier urbain non publicitaire métallique et serrurerie de voirie pour le territoire de Montpellier : 400 000 € HT minimum et 1 570 000 € HT maximum ;
- Lot 2 – Mobilier urbain non publicitaire métallique et serrurerie de voirie pour le territoire de la Métropole hors Montpellier : 230 000 € HT minimum et 980 000 € HT maximum ;
- Lot 3 – Mobilier urbain non publicitaire bois : 127 000 € HT minimum et 580 000 € HT maximum.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets (principal et annexe) de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

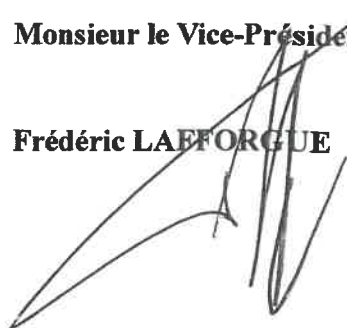
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 MARS 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 de
transfert concernant le marché
n°5152MG18 "Marché de location,
entretien et maintenance de fournitures
d'hygiène sanitaire de Montpellier
Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT:

- que la société INITIAL, sise Multiparc du Salaison, 145 rue de la Marbrerie, bâtiment 16 est titulaire du marché à bon de commandes n°5152MG18 « Marché de location, entretien et maintenance de fournitures d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- que l'activité Hygiène fera l'objet d'un apport d'actif réalisé par la société INITIAL au bénéfice de la société INITIAL HYGIENE SERVICE au 1^{er} janvier 2021 entraînant une séparation des activités Hygiène et Textile ;
- qu'à compter du 1^{er} janvier 2021, le nouveau titulaire du contrat, la société INITIAL HYGIENE SERVICE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations du marché résultant du contrat initial ;
- qu'il convient de signer un avenant n°1 au marché afin de prendre en compte ce transfert d'activités dans le cadre de l'exécution du marché n° 5152MG18 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°1 au marché n° 5152MG18 « marché de location, entretien et maintenance de fourniture d'hygiène sanitaire de Montpellier Méditerranée Métropole » concernant le transfert d'activités du titulaire du marché à la société INITIAL HYGIENE SERVICE qui reprend l'ensemble des droits et obligations du marché 5152MG18.

ARTICLE 2 : de dire que l'Avenant n°1 n'entraîne pas d'incidence financière.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRY



Publiée le : 24 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 MARS 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) à
l'occasion de l'aliénation de la propriété de
la société Banque CIC Sud-Ouest - Local
professionnel - 509 avenue Paul Rimbaud à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MATION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MATION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-698 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier du quartier des Cévennes », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes et approuvant les termes du traité de concession ;
- VU le traité de concession signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 relatif au Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR) portant sur le périmètre des CEVENNES ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 9 mars 2021, envoyée par Maître Luc RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en mairie de Montpellier le 10 mars 2021, concernant la vente par la société BANQUE CIC Sud-Ouest, d'un local professionnel de 194 m² situé 509 avenue Paul Rimbaud à Montpellier, édifié sur la parcelle KT 11 d'une superficie de 205 m², au prix de 500 000 € ;
- VU la décision n°MD2021-114 du 18 février 2021, relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société BANQUE CIC Sud-Ouest, 509 avenue Paul Rimbaud à Montpellier ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier du quartier des Cévennes, il est nécessaire d'identifier et d'aménager un lieu pour la maison du projet, assurant le relais entre les acteurs du projet et le public concerné ;
- que la société BANQUE CIC Sud-Ouest vend un local professionnel de 194 m² situé 509 avenue Paul Rimbaud à Montpellier, édifié sur la parcelle KT 11 d'une superficie de 205 m² ;
- que cette propriété, tant par sa superficie, son aménagement intérieur et son état d'entretien permet une utilisation immédiate, et son positionnement offrant visibilité et lieux de passage face à la copropriété des Cévennes, constitue le lieu idéal pour y localiser la maison du projet ;
- que ce bien est compris dans le périmètre du traité de concession signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 ;
- qu'une déclaration d'intention d'aliéner en date du 9 mars 2021, concernant la vente de ce local au prix de 500 000 €, a été envoyée par Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 10 mars 2021.
- que par décision n°MD2021-114 du 18 février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de ce bien ;
- qu'afin de permettre la réalisation de la maison du projet précitée, il convient de déléguer le droit de préemption urbain, à l'occasion de cette vente, à la SA3M concessionnaire de la Métropole pour la réalisation du Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR) portant sur le périmètre des CEVENNES.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue à la SA3M le droit de préemption urbain sur la parcelle KT 11, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la société BANQUE CIC Sud-Ouest, un local professionnel de 194 m² situé 509 avenue Paul Rimbaud à Montpellier, édifié sur la parcelle KT 11 d'une superficie de 205 m².

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFONT



Publiée le : 22 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don des Amis du
musée Fabre d'une huile sur toile d'Eugène
Devéria, Psyché conduite à l'Olympe par
Mercure pour épouser l'Amour**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association des Amis du musée Fabre domiciliée au 2 bis, rue Montpelieret 34000 Montpellier, représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, Président, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Eugène Devéria (Paris, 1805 - Pau, 1865), *Psyché conduite à l'Olympe par Mercure pour épouser l'Amour*, 60,3 x 50,3 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros).

Cette oeuvre a reçu l'avis favorable de la Commission d'acquisition du 2 octobre 2020.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux des Amis du musée Fabre domiciliée au 2 bis, rue Montpelieret 34000, représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, Président, d'une huile sur toile d'Eugène Devéria (Paris, 1805 - Pau, 1865), *Psyché conduite à l'Olympe par Mercure pour épouser l'Amour*, 60,3 x 50.3 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 07 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AE n°21 et 22 sises commune de
Lattes - Aménagement de protection contre
les inondations de la basse vallée de la
Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 13 août 2020 ;
- VU la délibération du conseil départemental de l'Hérault en date du 15 février 2021 n°AD/150221/A/6 entérinant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AE n°21 et 22, appartenant au département de l'Hérault, sises commune de Lattes, pour une surface totale cadastrale de 5 474 m², moyennant le prix de 8 211 € majoré d'une indemnité de remploi de 411 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles cadastrées AE n°21 et 22, sises commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Conseil départemental de l'Hérault, les parcelles cadastrées AE n°21 et 22, sises commune de Lattes lui appartenant, d'une superficie cadastrale respective de 1 163 m² et 4 311 m² en nature de digues.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 8 211 € (huit mille deux cent onze euros) majoré d'une indemnité de remploi de 411 € (quatre cent onze euros), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 23 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 23 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2101169-4 TA - Monique JAMME"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la Commande publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2101169-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 mars 2021 par Madame Monique JAMME contre la délibération n°2020-370 du 23 novembre 2020 approuvant la cession des parcelles cadastrées SM 61 pour 542 m², SM 63 pour 875 m², SM 69 pour 152 m², SM 70 pour 143 m² sises à Montpellier à la SA3M et abrogeant la disposition relative à la cession des parcelles SM 61, 63, 69 et 70 de la délibération n°M2019-108 du 22 mars 2019 ;
 - qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101169-4 le 9 mars 2021 par Madame Monique JAMME.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « CGCB et Associés ».

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur Arno
Bec et de Monsieur Reno Bec d'une huile
sur toile d'Adolphe Pierre Leleux (Paris,
1812 - Paris, 1891), La Sortie (Paris, 1848)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que Monsieur Arno BEC domicilié 10, rue des Chanterelles 34 680 Saint-Georges-d'Orques et Monsieur Reno BEC domicilié 6, rue des Chanterelles 34 680 Saint-Georges-d'Orques proposent de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Adolphe Pierre Leleux (Paris, 1812 - Paris, 1891), *La Sortie (Paris, 1848)*, 102 x 67 cm d'une valeur de 2 300 € (deux mille trois cent euros). Cette oeuvre a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition des musées Occitanie du 9 mars 2020.
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Arno BEC et de Monsieur Reno BEC d'une huile sur toile d'Adolphe Pierre Leleux (Paris, 1812 - Paris, 1891), *La Sortie (Paris, 1848)*, 102 x 67 cm d'une valeur de 2 300 € (deux mille trois cents euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28/4/21
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 05 MAI 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 MAI 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant 1 de transfert
du marché n°M9D5240DS-Lot 6 "Peinture
- Signalétique - Sols souples " de la SAS
SOPESUD à la société VASSILEO
BATIMENT à la suite d'une "fusion-
absorption" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU la décision n°MD2019-717 en date du 26 août 2019 attribuant le lot n°6 « Peinture – Signalétique – Sols souples » du marché n°M9D5240DS au groupement d'entreprises JLC PEINTURE (mandataire) / MTPCOM en 1^{ère} position, à l'entreprise SOPESUD en 2^e position, et l'entreprise CORNIL en 3^e position, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, relatif aux travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs, à compter de sa notification, pour une durée d'un an, reconductible trois fois pour une période d'un an ;

- VU la décision n°MD2020-287 en date du 13 mars 2020 modifiant l'article 2 de la décision susmentionnée pour prévoir une imputation de la dépense sur les chapitres 903 et 933 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à des prestataires extérieurs chargés d'assurer les travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que les accords-cadres relatifs aux différents lots ne présentant pas de montants minimum et maximum, les avenants sont sans incidence financière et ne bouleversent donc pas l'économie générale des marchés ;

- que la société VASSILEO BATIMENT, par courriel daté du 28 janvier 2021, a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de l'entrée en vigueur à la date du 27 décembre 2020 de la convention de fusion-absorption par la société VASSILEO BATIMENT de l'ensemble des filiales du groupe VASSILEO dont la société SOPESUD SAS, avec une prise d'effet à la date du 1^{er} janvier 2021 ;

- qu'il convient d'acter cette fusion-absorption par la passation d'un avenant de transfert de la société SOPESUD SAS à la société VASSILEO BATIMENT – ZAC Béziers Villeneuve, ZI rue Joliot-Curie, 34500 Béziers - pour le lot n°6 du marché n°M9D5240DS - Accord-cadre multi-attributaire relatif aux travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs, sans montant minimum ni maximum, d'une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an, pour une durée de reconduction de trois ans.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert de la SAS SOPESUD à la société VASSILEO BATIMENT pour le lot n°6 « Peinture – Signalétique – Sols souples » du marché n°M9D5240DS.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant de transfert n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASS



Publiée le : 06 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant transfert n°1 Lot 06 5240 signé ets.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement des
adhésions aux associations French
Regional American Museum (FRAME),
International Council of Museums
(ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de
Flora)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur Eric Penso dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la délibération n° M2018-731 du 21 décembre 2018 autorisant l'adhésion aux associations suivantes :
 - French Regional American Museum (FRAME)
 - International Council of Museums (ICOM)
 - Club 2e (Club des utilisateurs de Flora)
 - AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art)

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de renouveler les adhésions aux associations susmentionnées pour l'année 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement des adhésions aux associations French Régional American Museum (FRAME), International Council of Museums (ICOM), Club 2e (Club des utilisateurs de Flora), AFROA (Association Française des Régisseurs d'œuvres d'Art) pour l'année 2021 et pour des montants respectifs de 6500 €, 1100 €, 60 € et 40 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation à signer les bulletins d'adhésion afférents, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 07 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête
1903838-4 TA - GAEC LES SAVEURS DE
LATTES"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°1903838-4 déposé près le Tribunal Administratif de Montpellier par GAEC LES SAVEURS DE LATTES tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux inondations de ses cultures en septembre 2014 et août 2015 sises sur le territoire de la commune de Lattes ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903838-4 par GAEC LÈS SAVURS DE LATTES.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au groupement d'avocats « JPH MENEAU – VEDESI ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDOUIN



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Accélérateur de Croissance

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Epidémie covid-19 - Mesures de soutien
aux acteurs économiques - Attribution
d'aides pour le paiement des loyers
professionnels du mois avril 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole et notamment celle d'attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis* ;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;

- que par décisions n°MD2020-337, n°MD2020-557 et n°MD2020-591, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire pour le 2ème trimestre 2020 (avril, mai et juin) 2020 ;
- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant le tableau ci-dessous ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19 ;

DECIDE:

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'Avril pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous ;

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-001627	LA MALLE AUX COPINES	500,00 €

ARTICLE 2 : de dire que la dépense d'un montant total de 500€ sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MARS 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 31 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
de Stéphane Bordarier, 22, 30.V.2008
' Hommage à Enguerrand Quarton '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS19537, 34 960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Stéphane Bordarier, 22, 30.V.2008 « *Hommage à Enguerrand Quarton* », huile sur toiles, quatre toiles de 120 x 120 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros) ;

Cette oeuvre a reçu l'avis favorable de la Commission d'acquisition du 1^{er} octobre 2021.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS19537, 34 960 Montpellier Cedex 2, d'une oeuvre de Stéphane Bordarier, 22, 30.V.2008 « *Hommage à Enguerrand Quarton* », huile sur toiles, quatre toiles de 120 x 120 cm d'une valeur de 18 000 € (dix huit mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
de Georges Daniel de Monfreid (Paris 1856
- id., 1929), Autoportrait à la boîte de
peintures, 1906**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537,34960 Montpellier Cedex 2 propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Georges Daniel de MONFREID (Paris 1856 – id., 1929), *Autoportrait à la boîte de peintures*, 1906, Huile sur papier contrecollé sur carton, 56 x 46.5 cm d'une valeur de 16 432 € (seize mille quatre cent trente deux euros) ;

Cette œuvre a reçu l'avis favorable de la Commission d'acquisition du 9 mars 2021.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537,34960 Montpellier Cedex 2 d'une oeuvre de Georges Daniel de MONFREID (Paris 1856 – id., 1929), *Autoportrait à la boîte de peintures*, 1906, Huile sur papier contrecollé sur carton, 56 x 46.5 cm d'une valeur de 16 432 € (seize mille quatre cent trente deux euros)

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENS



Publiée le : 07 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du
protocole d'indemnisation des exploitants
de parcelle cadastrée AH n°43 partie sise
commune de Lattes- Aménagement de
protection contre les inondations de la
basse vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

- VU les avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 28 janvier 2021 ;

-VU la promesse unilatérale de vente en date du 13 février 2021, par laquelle Monsieur Luc CAIZERGUES, représentant la SARL GAZON D'ANGLAS, dont le siège social est 37 rue des Robiniers à Lattes (34970), accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AH n°43 partie sise commune de Lattes pour une contenance totale vendue de 8 162 m², exploitée par la SARL ainsi que par M. Thibault CAIZERGUES de la société THIOBIO ;

-VU le protocole d'indemnisation en date du 10 octobre 2016 par lequel M. Luc CAIZERGUES, représentant la SARL GAZON d'ANGLAS, dont le siège social est 37 rue des Robiniers à Lattes (34970), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 2 130,79 € euros toutes indemnités comprises ;

-VU le protocole d'indemnisation en date du 10 octobre 2016 par lequel M. Thibault CAIZERGUES, domicilié 37 rue des Robiniers à Lattes (34970), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 37 400,60 € euros toutes indemnités comprises ;

CONSIDERANT que pour assurer la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, ces emprises doivent être libres de toute occupation ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un protocole d'indemnisation fixant le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive est signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL GAZON D'ANGLAS, représentée par Monsieur Luc CAIZERGUES identifiée au SIREN sous le numéro 349 839 514, et dont le siège est 37 rue des Robiniers à Lattes (34970).

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnité forfaitaire due à la SARL GAZON d'ANGLAS est de 2 130,79 € (deux mille cent trente euros et soixante-dix-neuf cents) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 3 : Un protocole d'indemnisation fixant le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive est signé entre M. Thibault CAIZERGUES, représentant la société THIBIO, au SIRET sous le numéro 79504563200010, et dont le siège est 37 rue des Robiniers à Lattes (34970).

ARTICLE 4 : Le montant de l'indemnité forfaitaire due à M. Thibault CAIZERGUES est de 37 400 € (Trente sept mille quatre cents euros) toutes indemnités confondues.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 6 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée, ainsi que toute personne ayant reçue délégation, est autorisée à signer les protocoles d'indemnisation visés aux articles 1 et 3, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ADASTRA dans
la Zac Garosud à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD à Montpellier : la société ADASTRA est une SARL, représentée par Monsieur Yoann GUICHARD. Elle est candidate à l'acquisition de l'ilot 55B de 7 934 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 4 673 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 700 m². L'utilisateur final sera la société REPAR'STORES pour une activité de fabrication et modernisation de volets roulants, formation professionnelle, franchiseur et e-commerce.

La société prévoit un effectif de 140 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SARL ADASTRA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 MARS 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 3 0 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

2 9 MARS 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ATHEOR dans le
VEAS PARC 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ATHEOR, représentée par Monsieur Jean-Denis BORRAS est un bureau d'ingénierie d'étude technique.

Déjà locataire du lot A06 de 108,69 m² (y/c quote-part de parties communes), la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.

L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ATHEOR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BET DELTA dans
le VEAS PARC 2000 à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société BET DELTA, représentée par Monsieur Cyrille DELBOS est un bureau d'ingénierie d'étude technique.
- Déjà locataire du lot B02 de 31,56 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.
- L'entreprise projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BET DELTA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute ayant reçu délégation de fonction à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre de deux
dessins d'Edouard Antoine MARSAL
(1845-1929), La Mort de Joseph et Le
Sacrement du Baptême**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS19537, 34 960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux dessins d'Edouard Antoine MARSAL (1845-1929), *La Mort de Joseph*, gouache 38 x 27,5 cm d'une valeur de 186 € (cent quatre vingt six euros) et *Le Sacrement du Baptême*, dessin et lavis d'encre, rehaut gouaché, 25 x 17 cm d'une valeur de 322,40 € (trois cent vingt deux euros et quarante centimes).

Ces oeuvres graphiques ont reçu l'avis favorable de la Commission d'acquisition du 9 mars 2021.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS19537, 34 960 Montpellier Cedex 2, de deux dessins d'Edouard Antoine MARSAL (1845-1929), *La Mort de Joseph*, gouache 38 x 27,5 cm d'une valeur de 186 € (cent quatre vingt six euros) et *Le Sacrement du Baptême*, dessin et lavis d'encre, rehaut gouaché, 25 x 17 cm d'une valeur de 322,40 € (trois cent vingt deux euros et quarante centimes).

ARTICLE 2 : Ces oeuvres graphiques seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

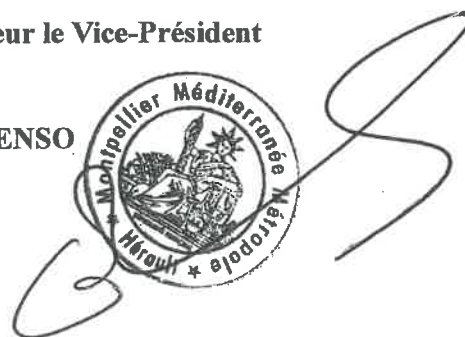
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 07 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ETIK 3D dans le
VEAS PARC 2000 à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ETIK 3D, représentée par Monsieur Joël LEVORATI a pour activité l'impression numérique.

Déjà locataire du lot A07 de 224,72 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.

L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ETIK 3D ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, de signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 29 MARS 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société PASSE dans le
VEAS PARC 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société PASSE représentée par Monsieur Davi DOMERGUE a pour activité la métallerie.

Déjà locataire du lot A05 de 108,69 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.

L'entreprise projette un effectif de 20 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société PASSE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 8 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 2 9 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 2 9 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de l'association LA FEUILLE
D'ERABLE dans le VEAS PARC 2000 à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : l'association LA FEUILLE D'ERABLE représentée par Monsieur Jean-Pierre GUILBERT est spécialisée dans la collecte, tri et recyclage des déchets (papiers, piles, plastiques, ampoules, gobelets, biodéchets...). Il s'agit d'une structure inclusive qui emploie du personnel en insertion.

Déjà locataire du lot A09 de 221,64 m², l'association est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot.

Elle projette un effectif de 4 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association LA FEUILLE D'ERABLE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LES OUVRIERS
DU MIDI dans le VEAS PARC 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société LES OUVRIERS DU MIDI, représentée par Kevin GHIRINGHELLI, a pour activité la plomberie, le chauffage, la serrurerie et la vitrerie. Déjà locataire du lot A08 de 221,64 m², la société est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour ce même lot. L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LES OUVRIERS DU MIDI ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association des Communes
Forestières de l'Hérault (COFOR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;
- VU la délibération n°13664 du 26 février 2016 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association des communes forestières de l'Hérault (COFOR) ;

CONSIDERANT :

- que le Plan Climat Air Energie Territorial de Montpellier Méditerranée Métropole, en cours d'élaboration, identifie le recours à la biomasse sur son territoire comme un des enjeux de développement des énergies renouvelables ainsi que de la contribution à la séquestration carbone ;
- que l'association des Communes Forestières de l'Hérault est un partenaire privilégié pour toutes les questions liées à la forêt, à la filière et à l'utilisation du bois ;

- que la cotisation de Montpellier Méditerranée Métropole à la COFOR emporte l'adhésion pour les 31 communes de la Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Communes Forestières de l'Hérault (COFOR) dont la cotisation pour 2021 basée sur la somme des cotisations des communes qui composent la Métropole (relativement au nombre d'habitants de chaque commune), diminuée de 15%, est fixée à 7 565 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OPPI dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société OPPI, représentée par Monsieur Hansel SCHOULPT est spécialisée dans la conception et la réalisation de jeux éducatifs. Elle est candidate à la location du lot B10B de 100,47 m² jusqu'à la démolition du bâtiment. L'entreprise projette un effectif de 10 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OPPI ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 MARS 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 2 9 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **2 9 MARS 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la clôture du mandat
d'études protocole de préfiguration du
Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt
Régional - Quartier des Cévennes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat notifiée en date du 16 septembre 2016 au bénéfice de la SA3M et ses 4 avenants ;

Considérant :

- que les sept études ou missions initiales prévues dans le cadre de ce mandat et de ses 4 avenants et financées dans le cadre du protocole de préfiguration ont été totalement ou en très grande partie réalisées :
 - Etude d'expertise juridique et foncière
 - Diagnostic et identification des réseaux
 - Mission de géomètre
 - Mission OPCI
 - Etude commerciale

- Etude de MOE Urbaine (phase préalable)
 - Etude de Sécurité et Sûreté Publique : la dernière phase se poursuit dans le cadre de la concession de renouvellement urbain après transfert du marché.
- que les études suivantes ont été réalisées en partie et se poursuivront dans le cadre de la concession de renouvellement urbain :
- Etudes structure-sols
 - Étude de maîtrise d'œuvre urbaine (BC 1)
- que les montants des Bons de Commandes 2 et 3 de l'Accord Cadre ont été engagés et partiellement dépensés en mandat pour l'études suivante :
- Etudes de maîtrise d'œuvre urbaine (BC 2 et BC 3)
- Ces 2 Bons de Commande ont été transférés dans le cadre de la concession de renouvellement urbain.
- que les montants des études suivantes ont été engagés dans le cadre du mandat pour permettre le lancement des consultations de désignation des prestataires. Les marchés quant à eux, ont été attribués dans le cadre de la concession de renouvellement urbain :
- Etude d'impact
 - Etude faune flore
 - Etude de stationnement
- que l'étude suivante ne sera pas réalisée car elle a été confiée à l'administrateur provisoire de la copropriété « Les Cévennes » dans le cadre de l'aide à la gestion financée par l'ANAH :
- Accompagnement du projet de scission du syndicat principal « les Cévennes »
- que les différentes missions et études réalisées durant le mandat ont permis :
- l'élaboration de la convention pluriannuelle ANRU
 - la préparation de la concession de Renouvellement urbain entrée en vigueur en janvier 2020 ;
- que le mandat délivré à la SA3M peut donc être clos ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De clore le marché de mandat d'études du Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional Cévennes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ;

ARTICLE 2 : D'accepter les comptes du mandat tels que présentés dans le document de reddition des comptes avec un solde de trésorerie du mandat de 52 602,83€, se décomposant de la manière suivante :

- 4 655,60 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la situation de dépenses SA3M n°15 ;
- 57 258,43 € dus par SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : De donner quitus de sa mission à la SA3M ;

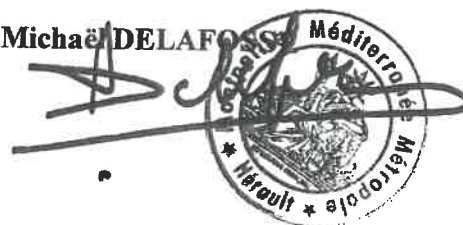
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la clôture du mandat
d'études du protocole de préfiguration du
Nouveau Projet de Renouvellement Urbain
- Quartier Mosson

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat notifiée en date du 16 septembre 2016 au bénéfice de la SA3M et ses 4 avenants,

Considérant :

- que le mandat d'études NPRU Mosson et ses 4 avenants, ont porté sur la réalisation des études suivantes :
 - Mission géomètre et diagnostic réseaux Mosson et Tritons
 - Etude attractivité résidentielle et de diversification de l'habitat
 - Déclinaison de la politique intercommunale de peuplement du quartier Mosson
 - Etude paysagère du quartier Mosson
 - Mission OPCU protocole de préfiguration
 - Etude potentiel développement économique

- Dialogue compétitif MOE Urbaine NPRU Mosson
 - Diagnostic technique de la dalle du Grand Mail
 - Etude du parking sous dalle
 - Etude de sols (pollution, sondages, géotechniques)
 - Etude de sûreté-sécurité publique
 - Etude hydraulique
 - Etudes urbaines (plan guide, séminaires-fabriques du projet-comités pilotage, schéma énergétique, stratégie de coconstruction, concertation réglementaire, volet social et actions concrètes sur espaces publics, schémas sectoriels, contenu convention ANRU, programmation équipements).
 - La finalisation de la convention ANRU
 - Lancement de l'étude d'impact/évaluation environnementale du NPRU Mosson
 - Lancement des études de relogement
 - Poursuite des études intégrant des schémas sectoriels, études de faisabilité, fiches de lots, programmation équipements, complément étude hydraulique, réhabilitation parc social.
- que les études suivantes ont été finalisées :
- Mission géomètre et diagnostic réseaux Mosson et Tritons
 - Etude attractivité résidentielle et de diversification de l'habitat
 - Déclinaison de la politique intercommunale de peuplement du quartier Mosson
 - Etude paysagère du quartier Mosson
 - Mission OPCU protocole de préfiguration
 - Etude potentiel développement économique
 - Dialogue compétitif MOE Urbaine NPRU Mosson
 - Diagnostic technique de la dalle du Grand Mail
 - Etude du parking sous dalle
 - Etude hydraulique
- que l'étude suivante a été reportée en phase opérationnelle :
- Etude de sols (pollution, sondages, géotechniques) : sera réalisée en concession d'un commun accord avec 3M et l'ANRU
- que les études complémentaires suivantes sont prévues pour être engagées, avancées et à poursuivre en phase opérationnelle après transfert des marchés en concession :
- Etude de sûreté-sécurité publique : Il reste la phase opérationnelle à réaliser en concession après transfert
 - Urbaniste : Etudes urbaines (plan guide, séminaires-fabriques du projet-comités pilotage, schéma énergétique, stratégie de coconstruction, concertation réglementaire, volet social et actions concrètes sur espaces publics, schémas sectoriels, contenu convention ANRU, programmation équipements)
 - Urbaniste : Finalisation de la convention ANRU (calendrier et maquette financière pour le Comité d'Engagement définitif de novembre 2019)
 - Urbaniste : L'engagement du Bon de Commande (BC6) du marché de Maîtrise d'œuvre Urbaine qui a pour objet la poursuite des études intégrant des schémas sectoriels, études de faisabilité, fiches de lots, programmation équipements, complément étude hydraulique, réhabilitation parc social
 - Lancement des études de relogement
- que la consultation de l'étude suivante a été engagée en mandat et le marché notifié en concession :
- Lancement de l'étude d'impact/évaluation environnementale du NPRU Mosson
- que le mandat délivré à la SA3M peut donc être clos ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De clore le marché de mandat d'études du Nouveau Projet de Renouveau Urbain Mosson entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M ;

ARTICLE 2 : D'accepter les comptes du mandat tels que présentés dans le document de reddition des comptes avec un solde de trésorerie du mandat de 30 167,99€, se décomposant de la manière suivante :

- 11 377,31 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole faisant l'objet de la situation de dépenses SA3M n°24 ;
- 41 545,30 € dus par SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : De donner quitus de sa mission à la SA3M ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 19 AVR 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude - Parcelles A 398 - A 633 et A
1600 - A 1579 - Commune de Saint-Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit assurer le renforcement du réseau en eau potable de la commune de Saint Brès et poser deux nouvelles conduites sur des parcelles privées ;
- qu'à titre de servitude réelle et perpétuelle qu'il est nécessaire que le propriétaire constitue au profit de Montpellier Méditerranée Métropole et des propriétaires successifs des parcelles constituant le fond dominant, un droit de passage réel et perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eau potable ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par le "Propriétaire" Madame et Monsieur FLEURANT demeurant au 14 rue de Sainte Colombe – 34670 Saint Brès sur les parcelles A398 – A633 et les parcelles A1600 – A1579 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le « Bénéficiaire ».

La valeur de la servitude est fixée à 11 520 € et prendra effet à compter de la date de la signature par les parties. Elle sera valable, jusqu'à la réitération par acte authentique de ladite servitude.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte de constitution de servitude et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVO



Publiée le : **14 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire au profit de la
SCI SAINTE EULALIE - Commune de
Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la SCI SAINTE EULALIE, Société Civile Immobilière au capital de 1000 €, ayant son siège social à Marseille (13008), 108, boulevard de Pont de Vivaux, identifiée au SIREN sous le numéro 890 446 024 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE, représentée par sa Gérante Cécile Marie-Pierre DAVID-BEAUREGARD épouse de WILLERMIN, elle-même représentée par Henri DE WILLERMIN à occuper temporairement les parcelles cadastrée AL. 20 (p) d'une superficie de 1125 m² et une autre non cadastrée d'une contenance de 82 m², situées sur la commune de Baillargues, pour une contenance de 1207 m², sous condition de remise en état ;

CONSIDÉRANT :

- que la SCI SAINTE EULALIE souhaite bénéficier de ces parcelles afin d'agréments la devanture commerciale de sa concession automobile par des espaces végétalisés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société SCI SAINTE EULALIE, représentée par sa Gérante Cécile Marie-Pierre DAVID-BEAUREGARD épouse DE WILLERMIN, elle-même représentée par Henri DE WILLERMIN, une convention portant occupation temporaire des parcelles cadastrée AL 20 (p) d'une superficie de 1125 m² et une autre non cadastrée d'une contenance de 82 m², situées sur la commune de Baillargues, pour une contenance de 1207 m², sous condition de remise en état.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter du jour de la réitération de l'acte authentique d'acquisition par le Preneur des parcelles mitoyennes cadastrées section AZ numéros 47 et 49, et au plus tard le 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article 260-2 du Code Général des Impôts, Montpellier Méditerranée Métropole opte pour le paiement de la TVA sur les loyers, et procédera aux obligations déclaratives nécessaires.

ARTICLE 4 : Le contrat est consenti moyennant une redevance qui s'élève à 4,50 € HT/m²/an, soit 5431,50 € par an HT, à laquelle s'ajoute la TVA sur les terrains nus de 20 %. La recette sera versée au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 AVR. 2021

Madame la Vice

Coralie MANTOU



Publiée le : 09 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention.DOC
- plan projet de division

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SCCV EUREKA
22 dans la ZAC Extension Eureka à
Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle, d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société **SCCV EUREKA 22** est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 22 de 6 645 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 148 Logements en accession libre. La surface de plancher maximale est de 10 000 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SCCV EUREKA 22 ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 4 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 1 6 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 6 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0008AT - Travaux d'aménagement
de l'avenue de Vendargues à Jacou -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et l'Espace public » ;

- VU la décision n°MD2018-366 du 23 avril 2018, relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'avenue de Vendargues à Jacou ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 47 semaines dont 5 semaines de période de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M1D0008AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue de Vendargues à Jacou à la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Baillargues (34671) pour un montant estimatif de 970 450 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 47 semaines dont 5 semaines de période de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORQUE



Publiée le : **0 9 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 9 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Réseau des piscines - Dispositif "Vacances
sportives dans les quartiers Politique de la
Ville" - Règlement intérieur du dispositif -**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques Sportives » ;
- VU la décision MD 2018-648 en date du 17 juillet 2018, relative à la modification du règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'adapter le règlement intérieur susvisé à l'évolution du fonctionnement du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, de l'offre d'activités proposées à un jeune public issu des quartiers de la Politique de la Ville durant les vacances scolaires et des exigences de qualité de l'accueil, de l'hygiène, de l'encadrement et de la sécurité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le règlement intérieur du dispositif « Vacances sportives dans les quartiers Politique de la Ville » est adopté.

ARTICLE 2 : Ce règlement intérieur prendra effet à la date de sa signature et sera diffusé et affiché au sein du réseau des piscines ainsi que sur supports papiers et numériques.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le règlement intérieur, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président délégué

Christian ASSAF



Publiée le : **09 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement intérieur du dispositif Vacances sportives dans les quartiers Politique de la Ville

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une remorque vétuste de marque
Mecano-Galva - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine »;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque vétuste de marque Mecano-Galva immatriculée AW-800-QX ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une remorque vétuste et qu'il convient de la réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme une remorque vétuste de marque Mecano-Galva immatriculée AW-800-QX et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBRY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°3 à la convention initiale de
Projet Urbain Partenarial avec la société '
SCCV IMPERIALE ' et de conventions de
reversement des produits de la convention
de PUP avec la commune de Baillargues et
le Syndicat Mixte Garrigues Campagne
(SMGC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle d'approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;

- VU la délibération du conseil de Métropole n°14533, en date du 29 mars 2017, fixant notamment le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) « Route Impériale », la répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP et autorisant la signature de la convention de PUP établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « OCEANIS PROMOTION » ;
- VU la convention de PUP signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « OCEANIS PROMOTION » en date du 29 juin 2017 ;
- VU la délibération du conseil de Métropole n°M2019-403, en date du 23 juillet 2019, modifiant notamment le programme de travaux du PUP « Route Impériale », la participation financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP et autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention de PUP initiale. Cet avenant est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV IMPERIALE » se substituant à la société « OCEANIS PROMOTION » ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de PUP initiale signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV IMPERIALE » en date du 8 octobre 2019 ;
- VU la délibération n°M2020-15, en date du 31/01/2020, modifiant notamment la répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale », autorisant la signature de l'avenant n°2 à la convention de PUP initiale et autorisant la signature des conventions de reversement des produits de la convention de PUP signée en date du 29 juin 2017, à la commune de Baillargues et au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) ;
- VU l'avenant n°2 à la convention de PUP initiale signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV IMPERIALE » en date du 1^{er} décembre 2020 ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2020-541 en date du 23 juin 2020 modifiant notamment le périmètre du PUP « Route Impériale » et le tableau de répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP ;

CONSIDERANT :

- le projet initial de construction de 108 logements (dont 28 logements sociaux) porté par la société « SCCV IMPERIALE » ;
- que le projet porté par la « SCCV IMPERIALE » va évoluer et permettre la construction à terme de 117 logements ;
- que le projet initial de construction augmente de 9 logements ;
- que l'avenant n°2 à la convention de PUP initiale signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV IMPERIALE » en date du 1^{er} décembre 2020 fixe une participation pour le projet porté par la société « SCCV IMPERIALE » égale à 857 201 € ;
- que la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2020-541 en date du 23 juin 2020, fixe une participation pour le projet porté par la société « SCCV IMPERIALE » égale à 869 428 € ;
- qu'il y a lieu de conclure un avenant n°3 à la convention de PUP initiale pour modifier la participation financière de la société « SCCV IMPERIALE » ;

- que la commune de Baillargues assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;
- que la participation financière de la société « SCCV IMPERIALE », fixée par la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2020-541, pour les équipements publics de superstructure précités, est égale à 399 199 € ;
- qu'aucune convention de reversement des produits de la convention de PUP signée en date du 29 juin 2017 n'a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues ;
- qu'il y a lieu de conclure une convention de reversement des produits de la convention de PUP précitée, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (extension et renforcement du réseau d'adduction en eau potable) et à la défense incendie ;
- que la participation financière de la société « SCCV IMPERIALE », fixée par la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2020-541, pour la construction des équipements publics d'infrastructure précités, est égale à 112 203 € ;
- qu'aucune convention de reversement des produits de la convention de PUP signée en date du 29 juin 2017 n'a été conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMGC ;
- qu'il y a lieu de conclure une convention de reversement des produits de la convention de PUP précitée, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMGC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le projet d'avenant n°3 à la convention de Projet Urbain Partenarial initiale entre Montpellier Méditerranée Métropole et la « SCCV IMPERIALE », annexé à la présente décision, est approuvé.

ARTICLE 2 : Le montant de la participation totale à la charge de la société « SCCV IMPERIALE », dans le cadre de l'avenant n°3 précité, s'élève à 869 428 €.

ARTICLE 3 : Le projet de convention de reversement des produits de la convention de PUP précitée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour un montant égal à 399 199 €, annexé à la présente décision, est approuvé.

ARTICLE 4 : Le projet de convention de reversement des produits de la convention de PUP précitée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SMGC pour un montant égal à 112 203 €, annexé à la présente décision, est approuvé.

ARTICLE 5 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial précitée, les deux conventions de reversement des produits de la convention de PUP précitées et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MAZET



Publiée le : 16 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet d'avenant n°3 à la convention de PUP initial avec la SCCV Imperiale
- projet de convention de reversement à la commune de Baillargues
- projet de convention de reversement au SMGC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au renouvellement de l'adhésion au CUSMA 2020-2021

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) dont l'objectif est de permettre l'évolution et l'amélioration des progiciels Sedit Marianne de Gestion Financière, des Ressources Humaines, du Patrimoine et des Régies au moyen des requêtes exprimées par les clients lors des réunions annuelles ;
- VU le tarif de l'adhésion 2020 et 2021 à 1 800 € HT (TVA à 0 %) pour les deux années pour les collectivités dont le nombre d'habitants est compris entre 400 000 et 600 000, délibérée à l'Assemblée Générale du 6 octobre 2016 du CUSMA ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2020 et 2021 au CUSMA pour le progiciel de Gestion des Ressources Humaines.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2020 et 2021 au CUSMA (Club des Utilisateurs des logiciels Sedit Marianne) au tarif de 1 800 € HT (TVA à 0 %) pour les deux années. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales du CUSMA est Madame Hind EMAD.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EM



Publiée le : 0 9 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **0 9 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- l'Assemblée Générale du 6 octobre 2016 du CUSMA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0B0090MG - Entretien et Maintenance
Tracteurs Agricoles et Lintrac - Avenant
n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le marché n°M0B0090MG « Entretien et Maintenance Tracteurs Agricoles et Lintrac » conclu avec la société Framateq Sud-Est, sise rue Alfred Sauvy, 34 670 Baillargues ;

CONSIDERANT:

- que suite à une panne conséquente d'un tracteur et en application de l'article L. 2194-1 3° du code de la commande publique précisant qu'un marché peut être modifié lorsque cela est rendu « nécessaire par des circonstances imprévues », il est opportun d'augmenter le présent marché de 6 500 € HT ;

- qu'il est nécessaire ainsi de modifier par un Avenant n°1 au marché l'article 2 de l'Acte d'engagement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer un avenant n°1 au marché n°M0B0090MG « Entretien et Maintenance Tracteurs Agricoles et Lintrac » conclu avec la société Framateq Sud-Est afin d'augmenter le présent marché de 6 500 € HT et de modifier l'article 2 de l'Acte d'engagement comme suit : *Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum 72 500 € pour la durée totale du marché.*

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'Avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRY



Publiée le : 09 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- M9B0090MG_Av 1signé ent.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché de travaux de
modification du dispositif de protection
incendie, dans le cadre de l'extension et
rénovation du centre de tri des déchets
ménagers recyclables secs DEMETER -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;
- VU la convention de mandat (délibération n°12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau Centre de tri Demeter ;

CONSIDÉRANT :

- que le dispositif de protection incendie de l'usine DEMETER doit être modifié, par séparation des fonctions détection et sprinklage, et que cette dissociation impose un renforcement de la capacité de stockage d'eau sur site ;
- qu'il est nécessaire de procéder à des travaux de construction d'une cuve de stockage d'eau supplémentaire, d'une capacité de 470 m3 ;
- qu'après consultation réalisé par la SA3M dans le respect des dispositions de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, il est proposé d'attribuer à la société AAI présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, la réalisation des travaux de renforcement de la capacité de stockage en eau de sprinklage.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché public de travaux pour les besoins du renforcement de la protection incendie du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier à l'entreprise AAI, sise 8 rue Louis Breguet – 44600 SAINT NAZAIRE pour un montant de 42 650 € HT.

La durée d'exécution du marché est de 5 mois à compter de la notification du marché.
La durée d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEL



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport Sprincklage autonome_Nouvelle cuve_AAI.pdf
- AE valant CCAP pour cuve - signé par AAI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2101160-4 TA - Association Compagnons
de Maguelone"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2101160-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association les Compagnons de Maguelone le 9 mars 2021 contre la décision implicite de rejet née le 16 janvier 2021 rejetant la demande préalable indemnitaire en date du 10 novembre 2020 tendant à obtenir réparation pour préjudices subis du fait de la contamination de l'étang du Prévost ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101160-4 par l'Association les Compagnons de Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
de fourniture de caveaux dans le cadre de
la réalisation de la phase 1 de la création
du cimetière métropolitain à Grammont
sur la commune de Montpellier (lotV5)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine, dans le domaine du cimetière intercommunal ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;

- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements

- Lot V2 - Réseaux humides

- Lot V3 - Réseaux secs

- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton

- Lot V5 - Fourniture des caveaux

- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie

- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage

- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre

- Lot B2 - Etanchéité

- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois

- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois

- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds

- Lot B6 - Revêtements de sols souples

- Lot B7 - Serrurerie

- Lot B8 - Plomberie - CVC

- Lot B9 - Génie électrique

- Lot B10 - Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à

Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification. L'accord-cadre ne sera pas reconduit. Il est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal fixé en valeur de 3 000 000 €HT. L'accord-cadre est relatif au lot V5 - Fourniture des caveaux du marché initial.

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03 mars 2020 a attribué l'accord-cadre de fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, au candidat suivant, ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir pour le lot V5 - Fourniture des caveaux: le candidat BONNA SABLA SNC, ayant son siège social Tour Europe - 33 Place des Corolles – La défense – 92400 COURBEVOIE, pour un montant estimatif de 1 748 519,00 €HT.

- Que par décision n° MD2020-189 du 05 mars 2020, la SA3M a été autorisée à signer l'accord-cadre n° 201902929F2001 de fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ainsi que plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

- Que l'avenant de transfert n°1 est devenu nécessaire pour acter l'absorption de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre n°201902929F2001 : BONNA SABLA SNC par l'entreprise BONNA SABLA et en conséquence, le transfert des prestations de l'accord-cadre à l'entreprise absorbante BONNA SABLA.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 à l'accord-cadre n° 201902929F2001 pour la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, actant le transfert des prestations de l'accord-cadre à l'entreprise BONNA SABLA.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 16 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- avenant de transfert BONNA SABLA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour travaux sur
la parcelle A398 - A633 - Commune de
Saint-Brès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que le renforcement du réseau d'eau potable et la pose de deux nouvelles conduites sur des parcelles privées sur la commune de Saint Brès sont nécessaires ;
- que des négociations amiables ont été menées avec le Propriétaire et conduit à la constitution de servitude de passage sur les parcelles privées traversées par ladite canalisation, et qu'une convention de servitude est signée avec le propriétaire concomitamment aux présentes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle A398 - A633 sur la commune de Saint Brès est consentie avec le "Propriétaire" Madame et Monsieur FLEURANT demeurant au 14 rue de Sainte Colombe – 34670 Saint Brès et le « Bénéficiaire » Montpellier Méditerranée Métropole – 50 place Zeus – 34000 MONTPELLIER.
La convention est consentie pour une durée de 1 mois à compter du jour d'occupation des terrains après paiement et signature de l'acte d'établissement de servitude chez le notaire.

La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : De dire que le « Bénéficiaire » de la présente autorisation d'occupation temporaire se réserve le droit de mettre fin au bénéfice de la présente convention à tout moment dans le délai prévu dans la convention.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

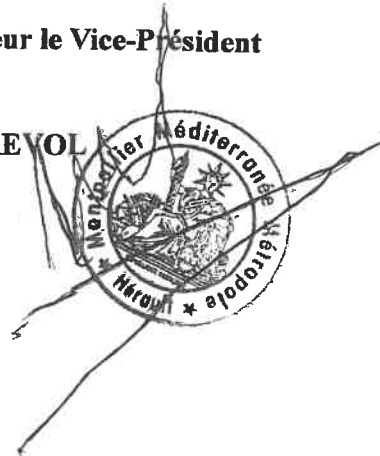
ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **14 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°5114DS18 - Fourniture de cartes
RFID pour le réseau des piscines de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;**
- **VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;**
- **VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;**
- **VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;**
- **VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;**
- **VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;**
- **VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;**

- VU le code de la commande publique ;
- VU la décision n°MD2018-503 en date du 25 juin 2018 attribuant le marché n°5114DS18 « Fourniture de cartes RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société CALMELL, sise Poligono Industrial Pla d'en Coll, Calle Fresser, 12 C, 08110 MONTCADA I REIXAC (BARCELONE) ESPAGNE, pour un montant maximum annuel de 22 000 € HT pour la durée initiale, 26 500 € HT pour chaque année de reconduction, et une durée d'un an reconductible deux fois pour un an ;

CONSIDÉRANT :

- que les délais imposés par la procédure de lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation d'une durée de trois mois du marché actuel afin de garantir la continuité de la fourniture de cartes RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole pendant la durée de la procédure ;
- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°5114DS18 « Fourniture de cartes RFID pour le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole », avec la société CALMELL, qui prolonge le marché de trois mois, soit jusqu'au 29 octobre 2021, et augmente son maximum pour la seconde année de reconduction, initialement établi à 26 500 € HT, pour le porter à 32 750 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : - 4 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Montpellier, le - 3 MAI 2021


Christian ASSAF





Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
modèle C6 immatriculé CN-623-SR - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C6 immatriculé CN-623-SR ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C6 immatriculée CN-623-SR et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de ma marque
Citroën modèle C5 immatriculé DE-882-
GR - Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C5 immatriculé DE-882-GR ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un véhicule vétuste de marque Citroën modèle C5 immatriculée DE-882-GR et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBRY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2101269-1 TA - VINCENT Valérie"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2101269-1 le 12 mars 2021 par Madame Valérie VINCENT contre la décision tacite du 12 janvier 2021 portant rejet de la demande d'abrogation partielle du règlement du PLU de la Commune de Castries approuvé par délibération du 31 mars 2015 ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101269-1 le 12 mars 2021 par Madame Valérie VINCENT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au prêt
à usage entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la SA3M - Maison de gardien
domaine de la Pompignane**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT :**
 - que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est propriétaire de biens sis Mas de Pastourel à Montpellier, dans le cadre d'une Concession d'Aménagement passée avec la Commune de Montpellier dénommée « Réaménagement du quartier de la Pompignane 2016 - 2031 », laquelle a été approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, n°2016314 du 29 septembre 2016 ;

- que cet ensemble immobilier dénommé le « Domaine de la Pompignane » a été acquis auprès de la Métropole en date du 21 novembre 2018 par la SA3M avec des conditions particulières liées à la jouissance du bien concernant une partie de ces parcelles jusqu'au 30 septembre 2020 afin de pouvoir continuer, entre autres, à maintenir l'activité de la « cuisine du protocole de la Métropole » et organiser des réunions internes non ouvertes au public dans les salles prévues à cet effet ;
- que ces activités ont justifié le maintien du gardien de l'ancien Domaine de la Pompignane et que la Métropole a conclu un contrat de Prêt à usage à titre gracieux avec la SA3M pour maintenir le gardien dans sa résidence actuelle jusqu'au 30 mars 2021 ;
- qu'en raison des aléas sur des chantiers actuels, il est nécessaire de retarder le départ de la maison du gardien posté et qu'il est nécessaire prolonger le contrat de prêt à usage jusqu'au 10 mai 2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au contrat de Prêt à usage à titre gracieux conclu avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la maison du gardien au Domaine de la Pompignane.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 fixe un nouveau terme au contrat de prêt à usage en le portant au 10 mai 2021.

ARTICLE 3 : Le présent avenant n°1 est consenti à compter de sa signature. Les autres dispositions du prêt à usage restent inchangées.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERIN



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA00513 CAA - SCI MIJOULAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°19MA00513 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 février 2019 par la SCI Mijoulan contre le jugement du Tribunal Administratif n°1700085 du 6 décembre 2018 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du 30 juin 2016 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a créé une ZAD sur le secteur de "Naussargues-Bel Air" ensemble, la décision implicite du 19 novembre 2016 ayant rejeté le recours gracieux formé par la SCI Mijoulan".

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA00513 par la SCI Mijoulan.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 MARS 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDI



Publiée le : 31/03/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

31/03/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0006EP
- Réhabilitation d'un ouvrage d'art et
exploitation sous chantier - Pont Raymond
Chauliac à Montpellier - Maitrise d'œuvre
- Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une étude est nécessaire afin d'envisager la réhabilitation d'u pont Raymond Chauliac franchissant le Lez dans la continuité de l'avenue Pierre Mendès-France à Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 R2123-4 et R2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique : 60 %
- ° Prix : 40 % ;

- qu'après analyse, le groupement SEDOA-CEREG-SITETUDES – 20 impasse de Courpouyran – 34 990 JUVIGNAC, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1B0006EP – Réhabilitation d'un ouvrage d'art et d'exploitation sous chantier – Pont Raymond Chauliac à Montpellier – Maîtrise d'œuvre au groupement SEDOA-CEREG-SITETUDES, pour un montant de 50 055 € HT et une durée de 24 mois.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORT



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre
n°M0D0053EA - Contrôle de conformité
des équipements extérieurs de défense
incendie sur les communes de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

CONSIDERANT :

- que le contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire ;
- qu'une procédure en appel d'offres ouvert n°M0D0053EA « CONTROLE DE CONFORMITE DES EQUIPEMENTS EXTERIEURS DE DEFENSE INCENDIE SUR LES COMMUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE » a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1 ° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre avec maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40 %
- qu'il a été proposé à la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 mars 2021 de choisir l'entreprise SARP MEDITERRANEE sise 2443 avenue de Maurin – ZAC Garosud ;
- BP 75527 - 34071 MONTPELLIER cedex 3 présentant l'offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0053EA - Contrôle de conformité des équipements extérieurs de défense incendie sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SARP MEDITERRANEE sise 2443 avenue de Maurin – ZAC Garosud – BP 75527 – 34071 MONTPELLIER cedex 3.

Le marché est conclu sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum annuel de 320 000,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRE



Publiée le : 20 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2002604-1 TA- SCI LE BUREAU"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

la requête n°2002604-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 juillet 2020 par la SCI le Bureau contre la délibération n°M2019-554 en date du 18 novembre 2019 du conseil de Métropole approuvant le schéma de cohérence territoriale ;

qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

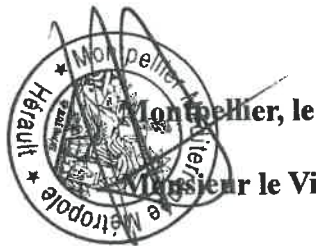
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002604-1 par la SCI le Bureau.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



06 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2002119-1 TA- SAS LOTI SUD"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

la requête n°2002119-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mai 2020 par la SAS LOTI SUD contre la délibération M2019-563 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 novembre 2019 portant approbation du PLU de la commune de FABREGUES ;

qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002119-1 le 20 mai 2020.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



06 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2003720-1 TA - Association Groupement
des propriétaires de Naussargues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

la requête n°2003720-1 déposée le 20 août 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association Groupement des propriétaires de Naussargues contre la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-554 du 18 novembre 2019 portant approbation du dossier révisé du schéma de cohérence territoriale, en semble la décision de rejet du recours gracieux née du silence de Montpellier Méditerranée Métropole;

qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003720-1 par l'Association Groupement des propriétaires de Naussargues.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Lucy Dillenschneider Avocate.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

06 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande
d'autorisation préalable de travaux sur le
site du Théâtre des 13 vents**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- le projet d'installation d'un conteneur sur le site du Théâtre des 13 Vents, situé domaine de Grammont, à Montpellier ;
- qu'au vu de la nature de l'opération envisagée, sa réalisation nécessite le dépôt d'une autorisation de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande d'autorisation préalable de travaux pour l'installation d'un conteneur sur le site du Théâtre des 13 Vents, situé domaine de Grammont, à Montpellier.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la déclaration préalable de travaux visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MARS 2021

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 29 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 MARS 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2002152-1 TA - Société Multi Trans
Route"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

La requête n°2002152-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 mai 2020 par la Société Multi Trans Route tendant à l'annulation de la décision n° MD2019-1230 en date du 10 décembre 2019 par laquelle le président de Montpellier Méditerranée Métropole a préempté les parcelles cadastrées section CA n°13 et 15 sises sur la commune de Fabrègues ;

qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002152-1 par la Société Multi Trans Route.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



0 6 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 0 6 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **0 6 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP DELTA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société INNOVATIVE DIAGNOSTICS, Président, elle-même représentée par Monsieur Philippe POURQUIER, gérant, est un laboratoire de recherche spécialisé dans le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique).
Elle est candidate à la location du lot CD 1A et 1B de 795 m² pour une période 15 mois.
L'entreprise projette un effectif de 45 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision



Montpellier, le

06 AVR. 2021

Mme la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 09 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande de décision

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - Vincent Rouquette"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-637 du 25 mai 2020 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet de recalibrage et d'aménagement d'un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues (RD26 et 26E1) sur la commune de Baillargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de saisir le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour ordonnance d'expropriation et fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées BK 72 et BK 75 sises sur la commune de Baillargues appartenant à Monsieur Vincent ROUQUETTE ;

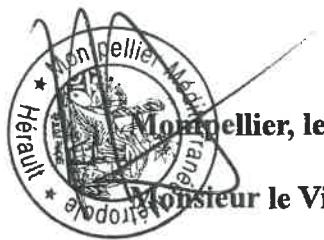
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



06 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête Juge
de l'Expropriation - Philippe
ROUQUETTE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-637 du 25 mai 2020 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet de recalibrage et d'aménagement d'un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues (RD26 et 26E1) sur la commune de Baillargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Considérant** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de saisir le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour ordonnance d'expropriation et fixation judiciaire

du prix des parcelles cadastrées BK 71 et BK 76 sises sur la commune de Baillargues appartenant à Monsieur Philippe ROUQUETTE;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour ordonnance d'expropriation et fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées BK 71 et BK 76 sises sur la commune de Baillargues appartenant à Monsieur Philippe ROUQUETTE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



06 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché subséquent n°M9D0113EP -
RM17E11 - Travaux de création d'une voie
verte à Montferrier-sur-Lez - Autorisation
de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2020-048 du 14 février 2020 attribuant le marché subséquent n°M9D0113EP – RM17E11 – Travaux de création d'une voie verte à Montferrier-sur-Lez à l'entreprise EUROVIA ;

Considérant :

- que le marché subséquent n° M9D0113EP a été établi dans le but de création une voie verte à Montferrier-sur-Lez ;
- que des prestations supplémentaires ont été nécessaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché subséquent n°M9D0113EP – RM17E11 – Travaux de création d'une voie verte à Montferrier-sur-Lez sans incidence financière ;

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFERQUE



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Juge de l'expropriation - SAKELLARIDES"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-637 du 25 mai 2020 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis nécessaires au projet de recalibrage et d'aménagement d'un cheminement doux entre Mauguio et Baillargues (RD26 et 26E1) sur la commune de Baillargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de saisir le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour ordonnance d'expropriation et fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée BE 220 sise sur la commune de Baillargues appartenant à l'indivision SAKELLARIDES.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour ordonnance d'expropriation et fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée BE 220 sise sur la commune de Baillargues appartenant à l'indivision SAKELLARIDES.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **06 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au lot 7 du marché
M8D5204EP d'équipements de la route -
Avenant n°4 de prix nouveaux -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2019-1158 attribuant le lot 7 « signalisation verticale pour les Pôles Cadoule et Bérange, Vallée du Lez, Plaine Ouest, Piémonts Garrigues et Littoral » du marché M8D5204EP d'équipements de la route au groupement d'entreprises Lacroix Signalisation / Delta TP, marché conclu pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois et pour un montant annuel compris entre 100 000 € HT et 500 000 € HT ;

- VU la décision n°2020-066 autorisant la signature de l'avenant n°1 au lot 7 « signalisation verticale pour les Pôles Cadoule et Bérange, Vallée du Lez, Plaine Ouest, Piémonts Garrigues et Littoral » du marché M8D5204EP d'équipements de la route avec le groupement d'entreprises Lacroix Signalisation / Delta TP ; avenant modifiant l'article 5 de l'acte d'engagement en ajoutant un RIB commun aux membres du groupement.

- VU la décision n°2020-788 autorisant la signature de l'avenant n°2 au lot 7 « signalisation verticale pour les Pôles Cadoule et Bérange, Vallée du Lez, Plaine Ouest, Piémonts Garrigues et Littoral » du marché M8D5204EP d'équipements de la route avec le groupement d'entreprises Lacroix Signalisation / Delta TP ; avenant modifiant le CCAP et les modalités de réception des travaux.

- VU la décision n°2021-002 autorisant la signature de l'avenant n°3 au lot 7 « signalisation verticale pour les Pôles Cadoule et Bérange, Vallée du Lez, Plaine Ouest, Piémonts Garrigues et Littoral » du marché M8D5204EP d'équipements de la route avec le groupement d'entreprises Lacroix Signalisation / Delta TP ; avenant intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires du lot 7 pour faire face aux besoins requis ;

- Qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires du lot 7 du marché M8D5204EP d'équipements de la route ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 de prix nouveaux au lot 7 marché M8D5204EP d'équipements de la route avec le groupement d'entreprises Lacroix Signalisation / Delta TP.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°4 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5024 -
Construction de la station d'épuration de
Murviel-lès-Montpellier - Avenant n°4 -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°MD2018-1122 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n°5024 - Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 1 675 000 euros HT et pour une durée d'études et de travaux de 15 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

- VU la décision n°MD2019-978 du 03 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5024 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 87 820,72 € HT et prolongeant la durée d'exécution de 5 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

- VU la décision n°MD2020-098 du 13 février 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché n° 5024 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 29 934,98 € HT et prolongeant la durée d'exécution de 0,5 mois (hors mise en service et assistance à exploitation) ;

- VU la décision n°MD2020-1136 du 05 janvier 2021 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché n° 5024 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 71 104,02 euros HT et prolongeant la durée d'exécution de 0,25 mois.

CONSIDERANT :

- que : des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires en cours de chantier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n°5024 de construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec le groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, avenant d'un montant de 7 097,28 € HT, portant le nouveau montant du marché à 1 870 957 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOI



Publiée le : 05 MAI 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 MAI 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 5024 - avenant 4 signé SYNTEA + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule de marque Renault
immatriculé 888-ADC-34 techniquement
réparable mais économiquement
irréparable - Hôtel des ventes de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule de marque Renault immatriculé 888-ADC-34 techniquement réparable mais économiquement irréparable ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un véhicule de marque Renault immatriculé 888-ADC-34, techniquement réparable mais économiquement irréparable, et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 6 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **0 6 AVR. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **0 6 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - SCI TELECOM"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de saisir le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix d'un local d'activités appartenant à la SCI TELECOM, cadastré CH n°112, sis ZAC des Commandeurs à Lattes et ce, dans le cadre du droit de préemption exercé par La Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée CH n°112 en ce qu'elle comprend les lots 1,3,4,5,6 et 7.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **06 AVR. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Mercedes ' avec la société '
SAS STE FINANCIERE DE LA MASA '
sur la commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant :

- le projet porté par la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA » qui projette une opération de restructuration d'un bâtiment existant situé au 2 rue François Perroux en une concession automobile « Mercedes-Benz » de 2 564 m², constituée par les parcelles cadastrées AZ0047 et AZ0049 ;

- que la réalisation de cette opération nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 44 405 € ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA » ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et au service public de défense extérieure contre l'incendie, et est concédante de la Concession de distribution publique d'électricité ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement la participation de la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA », permettant de concourir au financement des équipements publics dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ou est concédante ;
- que la participation de la société précitée au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins de l'opération dans le périmètre fixé par la convention, ci-après annexée à la présente décision, s'élève à 32 643 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : Le projet de convention de PUP, annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA » représentée par Monsieur DE WILLERMIN, est approuvé.

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 32 643 €.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citées, une participation égale 32 643 €.

ARTICLE 4 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 5 ans.

ARTICLE 5 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de PUP MERCEDES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°4713UH17 "Mission d'étude et
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'évaluation du Plan de Déplacements
Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan
de Déplacements Urbains 2020-2030 de
Montpellier Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans les domaines Transport et Mobilités actives ;

- VU la décision n° MD2018-158 attribuant le marché n° 4713UH17 (Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole) à l'entreprise TRANSITEC, pour un montant de 399 075 euros HT (386 825 € HT pour la tranche ferme et 12 250 € HT pour la tranche conditionnelle) pour les prestations rémunérées par un prix forfaitaire et pour un montant maximum de 50 000 euros HT pour les prestations rémunérées par un prix unitaires (prestations rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires) et pour une durée de 3 ans à compter de sa notification ;
- VU la décision n° MD2020-090 autorisant la signature de l'avenant n° 1 de prolongation des délais d'exécutions du marché à 36 mois, soit la totalité de la durée du marché (3 ans) ;

CONSIDERANT :

- que la crise sanitaire et notamment la période du 1er confinement ont fortement ralenti la révision du PDU et ont rendu complexes toutes les relations de travail partenariales nécessaires pour construire ce document ;
- que la loi d'orientations de mobilité, promulguée le 24 décembre 2019 a apporté des nouvelles mesures législatives enrichissant les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (renommés « Plan de Mobilité »), dispositions entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021, et que ces nouvelles dispositions ne pouvaient pas être anticipées lors du lancement de la consultation en 2017.
- que, lors de sa séance du 06 Avril 2021, la CAO a rendu un avis favorable.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant 2 du marché 4713UH17 (Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'évaluation du Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 et élaboration du Plan de Déplacements Urbains 2020-2030 de Montpellier Méditerranée Métropole) avec l'entreprise TRANSITEC, avenant n° 2 de prolongation de la durée du marché et des délais d'exécution jusqu'à l'approbation du document et d'augmentation du montant global et forfaitaire de 37 912 euros HT, portant le nouveau montant forfaitaire du marché à 436 987 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 2021_avenant2_signe_Transitec.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIASYS
TECHNOLOGIES dans l'immeuble Cap
Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité l'étude et l'ingénierie.

Locataire des lots CG 1.2, CG 0.4, CG 0.5, CG 0.6 et CG 0.7 représentant 340 m², la société est candidate à la location d'une surface supplémentaire, le lot CG 1.4 de 63,35 m² pour une période 9 ans.

L'entreprise projette un effectif de 23 personnes sur site dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M0D0046EP
- RM5 COURNONSEC - Recalibrage
chaussée, construction d'un ouvrage d'art
et création d'une piste cyclable - Lots 1 et 2
- Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2021 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et à l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que le recalibrage de la chaussée et la création d'un ouvrage d'art et d'une piste cyclable sur la RM5 à Cournonsec est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 R2123-4 et R2123-6 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti en 2 lots ;
- que les critères d'analyse des offres du lot 1 pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du montant total du détail estimatif : 40%

le groupement SAS COLAS Midi Méditerranée / Cazal, 10 rue Saint Exupéry – Parc de la Lauze présentant l'offre économiquement la plus avantageuse concernant le lot n°1 ;
l'entreprise GTM GC, BT M'OTION – 541 rue Georges Méliès – 34 961 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse concernant le lot n°2 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0046EP - RM5 COURNONSEC recalibrage chaussée, construction d'un ouvrage d'art et création d'une piste cyclable aux entreprise suivantes :

- Lot n°1, recalibrage de la chaussée et création d'une piste cyclable : terrassement, assainissement, chaussée pour un montant de 1 937 876,45 € HT au groupement SAS COLAS Midi Méditerranée / Cazal et d'une durée de 12 mois dont 2 mois de préparation ;
- Lot n°2 ouvrage d'art, pour un montant de 380 874,25 HT à l'entreprise GTM GC et d'une durée de 80 jours calendaires.

Les marchés prennent effet à compter de la signature de l'ordre de service de démarrage.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 22 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un rouleau compresseur vétuste de
marque Bomag - Hôtel des ventes de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un rouleau compresseur vétuste de marque Bomag type BW65H n° de série 101101546 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un rouleau compresseur vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un rouleau compresseur vétuste de marque Bomag type BW65H n° de série 101101546 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDEN



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0019DC - Prises de vue d'œuvres et
reportages photo d'accrochages pour le
compte du musée Fabre de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de renouveler le marché de prises de vues d'œuvre et reportages photo d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an reconductible tacitement 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard des réponses apportées dans la note méthodologique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant total H.T du détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise JAULMES Frédéric, 53 boulevard Rabelais, 34000 Montpellier, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1B0019DC de prises de vues d'œuvre et de reportages photo d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier à l'entreprise JAULMES Frédéric, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 22 000 € HT, soit 88 000 € H.T, toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter du 25 mai 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure. Sa durée est de 1 an, reconductible tacitement 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Eric PENSO

Publiée le : - 5 MAI 2021
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
 Envoi Préfecture : - 5 MAI 2021
 Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2000773-3 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDERANT :

- la requête n°2000773-3 déposée le 12 février 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Guillaume DESINDE, agent de la Métropole, contre la décision du 24 décembre 2019 refusant de lui attribuer la NBI au titre de l'encadrement de proximité d'une équipe à vocation technique d'au moins 5 agents et ce, antérieurement au 1er mai 2019 ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000773-3 par Monsieur Guillaume DESINDE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA03175 CAA - Ressources
Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDERANT

- la requête n° 19MA03175 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 15 juillet 2019 par Monsieur Richard GIRAUD, agent de la Métropole, contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1702215 du 7 juin 2019 rejetant sa demande en réparation pour préjudice ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA03175 par Monsieur Richard GIRAUD.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation de passer
des commandes auprès de l'UGAP
concernant un marché n°M1D0029MG
pour des études thermiques et la mise en
place d'un schéma directeur immobilier
énergétique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- que l'article L. 111-10-3 du Code de la Construction et de l'Habitation prévoit l'obligation pour l'ensemble des bâtiments tertiaires d'une surface supérieure à 1000 m², de la mise en œuvre d'actions afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale, soumis à l'obligation de consommer moins 40 % en 2030, moins 50 % en 2040 et moins 60 % en 2050 par rapport à une année de référence à partir de 2010 ;
- que le Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 dit « Décret tertiaire » en décrit le calendrier ;
- que les propriétaires ont jusqu'au 30 septembre 2021 pour déclarer les bâtiments, leurs surfaces, leurs consommations et déterminer l'année de consommation qui fera référence pour arriver aux objectifs cités plus haut ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mener à bien cette obligation en mettant en place un schéma directeur immobilier énergétique ;
- que les études thermiques doivent être pilotées par un acteur unique pour une réponse cohérente et coordonnée à l'échelle de la Métropole ;
- qu'en l'état actuel du parc, il est envisagé de faire des pré-diagnostic et des audits complets qui pourront être précisés ultérieurement en fonction des opportunités liées à des projets en cours ou à venir, ou bien des cessions/acquisitions ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant un bureau d'études thermiques ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 250 000 euros HT pour les années 2021 à 2025, numéro de marché M1D0029MG.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 26 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
située au 2482 Route de Mende à
MONTPELLIER propriété de l'Institut
Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL
dans le cadre de la réalisation de la ligne 5
de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que 39 m² et 13 m² des biens immobiliers situés 2 482, route de Mende à MONTPELLIER, cadastrés respectivement section AM n° 34 et AM 35, appartenant à l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AM n°34 et AM 35 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 39 m² et 13 m² des biens immobiliers situés 2482 R de Mende à MONTPELLIER, cadastrés respectivement section AM n° 34 et AM 35, appartenant à l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 368 € (QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'Institut Bouddhiste Tibétain et culturel KRTL.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAPOSSE



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
située au 2 avenue Emile Bertin-Sans à
MONTPELLIER propriété du Centre
Hospitalier Universitaire (CHU) dans le
cadre la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que la parcelle de terrain d'une surface cadastrale de 670 m² située 2 avenue EMILE BERTIN-SANS à MONTPELLIER, cadastrée section AX n° 72, appartenant au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de MONTPELLIER, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle de terrain d'une surface cadastrale de 670 m² située 2 avenue EMILE BERTIN-SANS à MONTPELLIER, cadastrée section AX n° 72, appartenant au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 39 324,00 € (TRENTE NEUF MILLE TROIS CENT VINGT-QUATRE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2021

Monsieur le Président

Michael DELA



Publiée le : 15 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 à la
convention de mise à disposition de
services, de biens matériels et immatériels
de la commune de Villeneuve-lès-
Maguelone pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole au titre des
activités liées aux compétences "Autorité
concedante de l'État pour les plages et
gestion d'aires de stationnement" -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine « Ressources humaines et Dialogue social » ;

- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 19 avril 2016 approuvant la signature de la convention de mise à disposition de service ascendante avec Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°M2019-395 relative à la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" ;
- VU la décision n°M2020-144 relative à la signature de l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de mettre à disposition des services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il convient de signer un avenant n°3 à la convention, afin de d'adapter les conditions organisationnelles à la gestion du service plage pour l'année 2021 en modifiant les articles suivants :

Préambule présentant les moyens mis à disposition ;

L'article 1 « Objet et conditions générales » afin de préciser la contribution de la commune à fournir des candidatures pour les besoins saisonniers, et les biens mis à disposition ;

L'article 2 « Durée de la mise à disposition » afin de préciser la période estivale considérée ;

L'article 3 « Situation des agents concernés par la mise à disposition de services » afin de préciser les conditions d'encadrement des agents mis à disposition par la commune ;

L'annexe 1 « Emplois ou fonctions nécessaires à l'activité saisonnière » afin de préciser la liste des emplois visés ;

L'annexe 2 « Matériels » ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone signent un avenant n° 3 à la convention de mise à disposition de services de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" du 01 janvier 2019.

ARTICLE 2 : L'avenant n°3 modifie le titre de la convention de la manière suivante :

« Convention de mise à disposition de services, de biens matériels et immatériels de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences "Autorité concédante de l'État pour les plages et gestion d'aires de stationnement" »

ARTICLE 3 : L'avenant n°3 modifie le préambule ;

- Le paragraphe 3 est reformulé de la manière suivante :

« Considérant que les services métropolitains ne sont pas en mesure d'assurer complètement les fonctions de responsable de site et de régisseur, les parties ont estimé préférable que la Commune apporte son concours en mettant à disposition de la métropole un agent sur un poste responsable de site ayant aussi pour mission régisseur principal »;

- Le paragraphe 4 est reformulé de la manière suivante :

« Par ailleurs, certaines situations (sécurisation transferts fonds à la mairie de VLM, sécurisation passerelle, petits trains, ...) nécessitent l'assistance de la commune de VLM et de sa police municipale ou de services de surveillances sous son contrôle » ;

- Le paragraphe 5 supprime la première ligne et reformule la dernière phrase de la manière suivante :

« Ces mises à disposition de la Métropole sont mises en œuvre en application des dispositions de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

ARTICLE 4 : L'avenant n°3 modifie l'article 1 « Durée de la mise à disposition ».

- Le paragraphe 1 est reformulé de la manière suivante

« Il est précisé que la commune contribue à fournir des candidatures pour couvrir le besoin de l'ensemble des postes de saisonniers repérés sur les sections nettoyage, caissiers, conducteurs de petits trains et responsables de plage ».

- Le paragraphe 2 est reformulé de la manière suivante :

« La mise à disposition porte également sur le prêt d'un véhicule 4 roues motrices pour le responsable de site et certaines petites fournitures (tickets de caisse, cartes prépayées, ...) liées aux services plage pour des raisons de facilité de commande. Ces éléments sont référencés en annexe 2 ».

ARTICLE 5 : L'avenant n°3 modifie l'article 2 « Durée de la mise à disposition »

- Le paragraphe est modifié de la manière suivante :

« La présente convention est prévue pour l'année 2021, pour une période saisonnière du 1er d'avril au 30 octobre, ainsi que sur la participation aux réunions de préparation de la saison et de retours d'expérience du responsable de site communal mis à disposition de la métropole sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à l'article 10 ».

ARTICLE 6 : L'avenant n°3 modifie l'article 3 « Situation des agents concernés par la mise à disposition de services ».

- Le paragraphe 4 est supprimé.

- Le paragraphe 5 est modifié de la manière suivante :

« Les agents municipaux concernés sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, directement liées aux compétences métropolitaines, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole et de ses services du département « services publics environnement transport »; Les responsables métropolitains adressent directement les instructions nécessaires à l'exécution des tâches ».

ARTICLE 7 : L'avenant n°3 modifie l'annexe 1 « Emplois ou fonctions nécessaires à l'activité saisonnière ».

- Les paragraphes sont modifiés de la manière suivante :

Emplois ou prestations de services nécessaires à l'activité saisonnière d'avril à octobre mis à disposition par la commune à la Métropole :

1 responsable de site ayant aussi pour fonction régisseur principal à 100% (1er avril au 30 octobre)

Prestations de surveillance et de sécurité hors pouvoir de police du Maire,

1 agent de police municipale à 20% (du 17 avril au 17 septembre), (sécurité abords passerelle, récupération et transfert des fonds de la régie).

Emplois ou prestations de services nécessaires à l'activité saisonnière d'avril à octobre gérés par la Métropole de Montpellier :

- 2 Responsables de site mensualisés à 100%,
- 3 agents nettoyage vacataires,
- 5 agents conducteurs de petits trains touristique mensualisés à 100%,
- 3 agents passerelle vacataires,
- 3 agents caissiers parking Prévost vacataires.

ARTICLE 8 : L'avenant n°3 modifie l'annexe 2 « Matériels ».

- Le paragraphe est modifié de la manière suivante :

Moyens matériels mis à disposition par la commune à la Métropole:

Matériels utilisés par le régisseur et les mandataires de régie pour l'exercice de leurs missions (véhicule, coffre, matériel informatique, logiciels, téléphone, consommables...)

Carte prépayées pour le parking du Prévost,

1 Véhicule de type 4x4.

ARTICLE 9 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

ARTICLE 10 : Madame la Vice-Présidente déléguée aux ressources humaines est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 14 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au don de la Société Jean LARNAUDIE de deux œuvres de François-Xavier FABRE (1766 - 1837), Portrait du marquis Luigi Grimaldi della Pietra et Portrait de la marquise Fanny Grimaldi

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la SOCIETE JEAN LARNAUDIE, domiciliée au 49, avenue d'Iéna 75 116 Paris, représentée par son gérant la société MELTEM, elle-même représentée par Monsieur Arthur d'ESPOUS propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres de François-Xavier FABRE (Montpellier 1766 - 1837 Montpellier), *Portrait du marquis Luigi Grimaldi della Pietra* et *Portrait de la marquise Fanny Grimaldi*, huiles sur toile, pour chaque toile 83.8 x 66 cm

d'une valeur totale de 74 000 € (soixante quatorze mille euros). Cette oeuvre a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition des musées Occitanie du 1^{er} octobre 2020.
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la SOCIETE JEAN LARNAUDIE, représentée par son gérant la société MELTEM, elle-même représentée par Monsieur Arthur d'ESPOUS de deux oeuvres de François-Xavier FABRE (Montpellier 1766 - 1837 Montpellier), *Portrait du marquis Luigi Grimaldi della Pietra* et *Portrait de la marquise Fanny Grimaldi*, huiles sur toile, pour chaque toile 83.8 x 66 cm d'une valeur totale de 74 000 € (soixante quatorze mille euros).

ARTICLE 2 : Ces oeuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29/4/21
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : - 5 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 5 MAI 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
mandat d'études Comédie Esplanade
Triangle autorisant la SA3M à engager des
études de niveau Avant-Projet**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018 et portant sur des études préalables à la mise en valeur des espaces urbains Comédie Esplanade Triangle ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat en date du 11 février 2020 autorisé par décision n°MD2019-1242 du 17 janvier 2020 modifiant le périmètre et le contenu des études, et portant le montant du marché à 768 000 euros HT ;
- VU l'avenant n°2 à la convention de mandat en date du 1^{er} octobre 2020 autorisé par décision n° MD2020-790 portant la durée du mandat de 24 à 48 mois ;

Considérant :

- Que depuis la notification de l'avenant n°2 à la convention de mandat avec la SA3M pour la mise en valeur des espaces urbains Comédie Esplanade Triangle, les études préliminaires se sont poursuivies ;
- Que compte tenu de ces éléments et aux fins de poursuivre le projet, il y a lieu de confier à la SA3M d'autres missions.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°3 portant sur l'engagement des études de conception de niveau Avant-Projet et autorisant le mandataire à signer avec le groupement retenu les marchés subséquents correspondants pour un montant maximum de 460 000 euros HT.

ARTICLE 2 : En conséquence, le montant prévisionnel des dépenses globales à engager par le mandataire pour la réalisation des études est réévalué à 993 000 euros HT (valeur février 2021). Son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le mandataire pour la réalisation des études. Le montant de la rémunération forfaitaire du mandataire est, quant à lui, porté à 233 400 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 09 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 09 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant 3 Comédie.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une remorque porte touret vétuste de
marque Spirel immatriculé CK-020-XC -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque porte touret vétuste de marque Spirel immatriculée CK-020-XC ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une remorque porte touret vétuste et qu'il convient de la réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme une remorque porte touret de marque Spirel immatriculée CK-020-XC et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une remorque port touret vétuste de
marque Lancet immatriculée CK-996-XB -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020.;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque porte touret vétuste de marque Lancet immatriculée CK-996-XB ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une remorque porte touret vétuste et qu'il convient de la réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme une remorque porte touret de marque Lancet immatriculée CK-996-XB et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 AVR. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0103AT de travaux
d'aménagements de la rue de la Chaussée à
Saint Jean de Védas
Avenant n°1 - Augmentation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voiries et Espace public » ;

- VU la décision n° MD2020-1200 attribuant le marché subséquent n°M9D0103AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas à la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise route de Lodève à Juvignac, pour un montant estimatif de 250 007,00 euros HT.

CONSIDERANT :

- Que des prix nouveaux et des travaux complémentaires sont nécessaires pour mener à bien les travaux.
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière de 10,04% soit un montant de 25 097,49 € HT, portant le nouveau montant du marché à 275 104,49 € HT.
- Que ces travaux complémentaires et le contexte de crise sanitaire, entraînant une interruption des travaux, ont prolongé le délai d'exécution des travaux.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché subséquent n° M9D0103AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue de la Chaussée à Saint Jean de Védas avec la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Juvignac, pour un montant en plus-value de 25 097,49 € HT soit 10,04 % d'augmentation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFRANÇOIS



Publiée le : 15 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- AVT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Expulsion gens
du voyage - parcelles BE 24 ET 46 -
Chemin des Mazes - Le Crès"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT :

- l'occupation sans autorisation par un groupe de gens du voyage, des parcelles cadastrées BE 24 et 46 sises sur la commune de Le Crès appartenant à la Métropole ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Judiciaire de Montpellier consécutivement à l'occupation par un groupe de gens du voyage des parcelles cadastrées BE 24 et 46 sises sur la commune de Le Crès appartenant à la Métropole.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats JPH MENEAU – VEDESI.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



15 AVR 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ANTOLIA dans
le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société ANTOLIA, représentée par Monsieur Guillaume HILAIRE, est un bureau d'études techniques thermiques et de tous fluides. Elle est candidate à la location du lot BO3 de 37,22 m².

L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ANTOLIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 AVR. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **21 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en Justice "Requête
n°2004110-1 - SAS L'ESSENTIEL"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2004110-4 déposée le 18 septembre 2020 par la SAS l'Essentiel tendant à l'annulation de la décision du 6 août 2020 prise par Montpellier Méditerranée Métropole portant résiliation de la convention d'occupation temporaire du domaine public concernant la mise à disposition d'un espace au sein de la piscine Olympique d'Antigone destiné aux activités de développement du bien-être et de la vitalité du corps ;

Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004110-4 le 18 septembre 2020 par la SAS l'Essentiel.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats JPH MENEAU.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBRY



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requêtes
n°19MA03257 et n°19MA03258 CAA - Le
Frapper du Hellen"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

Les requêtes n°19MA03257 et n°19MA03258 déposées près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Dorothée Le Fraper du Hellen demandant :

- l'annulation du jugement de rejet n° 18003304 du 23 mai 2019 du Tribunal Administratif de Montpellier et l'annulation de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole du 15 janvier

2018 relative au recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain (parcelle KS n° 40).

- l'annulation du jugement de rejet n° 1803303 du 23 mai 2019 du Tribunal Administratif de Montpellier et l'annulation de l'arrêté du 21 février 2018 portant ouverture d'enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain (parcelle KS n° 40)

Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt des requêtes n°19MA03257 et n°19MA03258 le 18 juillet 2019 par Madame Dorothee Le Fraper du Hellen.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats JPH MENEAU.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés pour la construction des maisons
Triolet n°8.82F dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°M2020-98 du Conseil du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de 6ème Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

- CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur la construction des maisons Triolet n°8.82F dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, les offres des entreprises ci-dessous sont conformes aux attentes ;
 - Lot 1 : Gros œuvre : MEDITRAG sise à Saint Thibéry (34)
 - Lot 2 : Etanchéité : VD ETANCHEITE sise à Les Angles (30)
 - Lot 3 : Enduits de façades : SUD ENDUITS sise à Saint Nazaire de Pézan (34)
 - Lot 4 : Menuiseries extérieures : VIP PLUS sise à Castelnau le Lez (34)
 - Lot 5 : Cloisons / Doublage : RENOVATION TRAVAUX sise à Fons (30)
 - Lot 6 : Menuiseries intérieures / Cuisine : BH AGENCEMENT sise à Béziers (34)
 - Lot 7 : Carrelage / Faïence : BK7 sise à Sète (34)
 - Lot 8 : Peintures : AUGÉ sise à Nîmes (30)
 - Lot 9 : Electricité : AXELIS sise à Vic la Gardiole (34)
 - Lot 10 : Chauffage / Climatisation / Plomberie et VMC : VIP PLUS sise à Castelnau le Lez (34)
- que la proposition d'attribution des lots a fait l'objet d'une information préalable au Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : les lots du marché n°8.82F relatif à la construction des maisons Triolet dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués aux entreprises :

- Lot 1 : Gros œuvre : MEDITRAG
- Lot 2 : Etanchéité : VD ETANCHEITE
- Lot 3 : Enduits de façades : SUD ENDUITS
- Lot 4 : Menuiseries extérieures : VIP PLUS
- Lot 5 : Cloisons / Doublage : RENOVATION TRAVAUX
- Lot 6 : Menuiseries intérieures / Cuisine : BH AGENCEMENT
- Lot 7 : Carrelage / Faïence : BK7
- Lot 8 : Peintures : AUGÉ
- Lot 9 : Electricité : AXELIS
- Lot 10 : Chauffage / Climatisation / Plomberie et VMC : VIP PLUS

ARTICLE 2 : les lots du marché n°8.82F sont conclus pour les montants ci-dessous résultant des Détails Quantitatifs Estimatifs :

- Lot 1 : Gros œuvre : 172 631,44 € HT
- Lot 2 : Etanchéité : 21 000,15 € HT
- Lot 3 : Enduits de façades : 14 273,00 € HT
- Lot 4 : Menuiseries extérieures : 42 600,00 € HT
- Lot 5 : Cloisons / Doublage : 21 498,00 € HT
- Lot 6 : Menuiseries intérieures / Cuisine : 21 200,00 € HT
- Lot 7 : Carrelage / Faïence : 25 753,00 € HT

- Lot 8 : Peintures : 10 921,85 € HT
- Lot 9 : Electricité : 19 643,80 € HT
- Lot 10 : Chauffage / Climatisation / Plomberie et VMC : 47 670,00 € HT

Le marché (tous lots confondus) est conclu pour une durée globale de 18 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de la notification aux titulaires.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

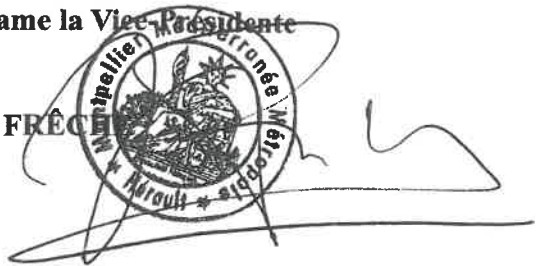
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHET



Publiée le : **15 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'adhésion à la
Convention constitutive de groupement de
commandes avec le Syndicat Hérault
Énergies - Création, entretien et
exploitation des infrastructures de charge
nécessaires à l'usage des véhicules
électriques ou hybrides rechargeables sur
les domaines privés de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande Publique ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toute modification à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du patrimoine ;

- **CONSIDERANT** les dispositifs de la Loi relative à la Transition Energétique Pour la Croissance Verte (LTEPCV) et de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) en vue de réduire l'impact des transports sur l'environnement et opérer une transition vers une mobilité durable, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont obligation de s'engager dans le développement de la mobilité électrique ;

- que plusieurs collectivités ont demandé au Syndicat Hérault Energies (SHE) de les accompagner pour le déploiement de bornes de recharge sur leur patrimoine privé ;

- qu'en décembre 2020 une enquête a été menée auprès des adhérents du SHE afin de recueillir des informations sur leurs projets d'installation de borne en domaine privé. Ainsi, une cinquantaine de collectivités se sont manifestées dont le Département de l'Hérault, la Métropole de Montpellier et la Ville de Montpellier ;

- qu'afin de répondre à ces demandes, le SHE propose, en tant que coordonnateur, la constitution d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur leur domaine privé par des collectivités et leurs établissements publics ;

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à ce groupement de commandes porté par le SHE ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes établi conformément à l'acte constitutif annexé (convention) permettant l'accès aux marchés et accords-cadres en découlant.

ARTICLE 2 : la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des frais de fonctionnement est de 1 000 € TTC. Le montant annuel pour la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires sur les domaines privés de la collectivité est estimé à 100 000 € HT.

ARTICLE 3 : dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, budgets annexes, tous chapitres.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 22 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 26 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention constitutive

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "requête
n°2101643-1 TA - Société FREY"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU la requête n°2101643 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 31 mars 2021 par la Société FREY contre la décision n°MD2021-177 du 24 février 2021 reçue le 4 mars 2021 par laquelle le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a préempté le volume n°11 situé dans l'ensemble immobilier sis 2656 avenue Georges Frêche à Pérols.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101643 par la Société FREY.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 19 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
MD2021-234 relative à l'acquisition des
parcelles AE n°4, 5, 6, 8 et 12, sises
commune de Lattes - Aménagement de
protection contre les inondations de la
basse Vallée de la Mosson sur le territoire
des communes de Lattes et Villeneuve-lès-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 26 novembre 2020 ;
- VU la promesse de vente consentie le 5 mars 2021 par le Groupement Foncier Agricole BONNEFOND, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, lui appartenant, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 12 799 m² environ, moyennant le prix de 40 957 € majoré d'une indemnité de remploi de 9 335 € ;
- VU le protocole d'indemnisation signé le 5 mars 2021 par l'EARL Bonnefond et fils, exploitant des parcelles en partie acquises par la Métropole ;
- VU que dans l'article 1 de la décision MD2021-234 en date du 22 mars 2021 entérinant l'achat des parcelles AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes, le nom du propriétaire est erroné,

CONSIDERANT la nécessité de corriger l'erreur de la décision MD 2021-234 afin d'acquérir les parcelles cadastrées AE n°4partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12 partie, sises commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'article 1 de la décision MD2021-234 du 22 mars 2021 est modifié de la façon suivante : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Groupement Foncier Agricole BONNEFOND, les parcelles cadastrées AE n°4p, 5p, 6p, 8p et 12p, sises commune de Lattes, lui appartenant, d'une superficie vendue respective de 2 488 m², 110 m², 2 538 m², 1 087 m² et 6 576 m² en nature de terres agricoles maraîchères.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la décision MD 2021-234 du 22 mars 2021 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOUX



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-234 acq.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative de la décision
MD2020-441 relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16 -
commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'avis favorable donné par le comité technique de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) Occitanie en date du 30/11/2019 pour l'attribution à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec, d'une superficie cadastrale totale de 37 569 m², acquises par voie de préemption les 17 et 18 octobre 2019 ;

- VU le projet de promesse d'achat pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SAFER Occitanie, des parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec, d'une surface cadastrale respective de 13 027 m², 3 183 m² et 21 359 m², moyennant le prix total de 83 880 € TTC ;

- VU la décision MD2020-341 en date du 26 juin 2020 autorisant la Métropole à acquérir les parcelles cadastrées AV n°12, 13 et 16, sises commune de Cournonsec comporte une erreur matérielle dans son article 2 où il est indiqué que l'acquisition aura lieu moyennant le prix de 69 000 € HT alors que le prix convenu est de 69 900 € HT ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier la décision MD2020-341 en date du 26 juin 2020 afin de corriger le prix indiqué dans l'article 2 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'article 2 de la décision MD2020-660 du 21 septembre 2020 est modifié de la façon suivante : La vente aura lieu moyennant le prix de 69 900 € (soixante neuf mille neuf cents euros) hors taxes majoré de 13 980 € (treize mille neuf cent quatre-vingt euros) de taxe sur la valeur ajoutée, ainsi que des frais d'acte restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la décision MD2020-341 en date du 26 juin 2020 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

14 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie M



Publiée le : 16 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Décision 2020-441.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M0B0084EA - FiBaNI 2 : Impulser et
accompagner des dynamiques de filières
sur les territoires - Produire et coordonner**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que des dynamiques des filières agricoles sur les territoires de la Métropole de Montpellier émergent et que l'accompagnement de ces filières est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 2 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise CERESCO sise 18 rue Pasteur 69007 LYON présente l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M0B0084EA - FiBaNI 2 : Impulser et accompagner des dynamiques de filières sur les territoires - Produire et coordonner - à la société CERESCO sise 18 rue Pasteur 69007 LYON. Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire de 83 650 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 05 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à des marchés passés
auprès de l'Union des Groupements
d'Achats Publics (UGAP) pour la sureté et
la protection incendie du site Hélios**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- que le site Hélios, (anciennement usine Schneider), sise Les Quatre Chemins à Fabrègues a été acquis en 2020, et comporte près de 17 000m² bâti sur 7,5 hectares ;
- que le Pôle territorial Plaine Ouest occupe en partie ;

- qu'aucun élément graphique, matériel n'a été transmis ;
- qu'il faut trouver une cohérence et une organisation humaine et matériel pour garantir la sûreté et la protection incendie du site ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'installations adaptés aux besoins de la Métropole, en missionnant un bureau d'études en sûreté et en sécurité incendie et une entreprise d'installation et de maintenance de matériel adapté ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer via l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 35 000 euros HT pour les années 2021 à 2022, numéro de marché M1A0940MG au titre des études,

ARTICLE 2 : D'autoriser le principe de passer des commandes via l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 80 000 euros HT pour les années 2021 à 2022, numéro de marché M1B0039MG, au titre des travaux d'équipement de sûreté,

ARTICLE 3 : D'autoriser le principe de passer des commandes via l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 25 000 euros HT pour les années 2021 à 2025, numéro de marché M1A0943MG, au titre de la maintenance des équipements,

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François A



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2101160-4 TA - Association Compagnons
de Maguelone"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant :

- la requête n°2101160-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association les Compagnons de Maguelone le 9 mars 2021 contre la décision implicite de rejet née le 16 janvier 2021 rejetant la demande préalable indemnitaire en date du 10 novembre 2020 tendant à obtenir réparation pour préjudices subis du fait de la contamination de l'étang du Prévost ;

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101160-4 par l'Association les Compagnons de Maguelone.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats JPH MENEAU.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François ALBERTIN



Publiée le : 30 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché 5016MG18 Accord cadre à bons de
commande pour les travaux courants de
rénovation, réhabilitation sur les bâtiments
de Montpellier Méditerranée Métropole
2018-2022 - Lot 11 ' Désamiantage
Déconstruction '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

-VU le marché n° 5016MG18 – Accord cadre à bons de commande pour les travaux courants de rénovation, réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole 2018-2022 – Lot 11 « Désamiantage Déconstruction » ;

CONSIDERANT:

-que la société Avenir Déconstruction, sise 14 avenue Emmanuel Vitria à Gardanne (13 170), est titulaire du Lot 11 « Désamiantage Déconstruction » ;

- qu'il est nécessaire d'ajouter 7 prix au Bordereau des Prix Unitaires : il s'agit de nouveaux prix relatifs à la main d'œuvre et à la prise en charge de démolition de cuve enterrée ou fosse et d'appareils de climatisation ;

-que le marché étant un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum, l'ajout de 7 prix nouveaux sur les 40 existants ne remet pas en cause l'équilibre général du marché ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer un Avenant n°1 au marché n° 5016MG18 concernant le Lot 11 « Désamiantage Déconstruction » avec la société Avenir Déconstruction afin d'ajouter 7 prix au Bordereau des Prix Unitaires : il s'agit de nouveaux prix relatifs à la main d'œuvre et à la prise en charge de démolition de cuve enterrée ou fosse et d'appareils de climatisation.

ARTICLE 2 : De dire que l'Avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'Avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G8D0001DC-2 - Conduite d'exploitation
et de maintenance des bâtiments culturels
de Montpellier Méditerranée Métropole et
du MoCo - Lots n°1,2 et 3 - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- la nécessité de conclure un marché de maintenance afin d'assurer la maintenance de l'ensemble des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1 à R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix mixtes : Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et des prix unitaires pour les prestations complémentaires selon les stipulations du contrat. Les prestations complémentaires font l'objet d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique ; Le marché est passé pour une durée de 1 an reconductible 3 fois

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 1 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
- 2 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du détail Quantitatif estimatif : 40 % ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 mars 2021 a classé les offres et choisi :

Pour le lot 1 - Electricité « courants forts, courants faibles et sécurité incendie », l'entreprise Société Maintenance Energies, sise Immeuble le CORNER – Zac Garosud , 535 rue Raymond Recouly 34070 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Pour le lot 2 - Plomberie – Ventilation, l'entreprise Société Maintenance Energies, sise Immeuble le CORNER – Zac Garosud , 535 rue Raymond Recouly 34070 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Pour le lot 3 - Electromécanique, l'entreprise Société Maintenance Energies, sise Immeuble le CORNER – Zac Garosud , 535 rue Raymond Recouly 34070 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot n° 1 Electricité « courants forts, courants faibles et sécurité incendie », du marché de conduite d'exploitation et de maintenance des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et du Moco à l'entreprise Société Maintenance Energies, pour un montant forfaitaire annuel de 124 358 € HT et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations rémunérées par application du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

- D'attribuer le lot n° 2 Plomberie – Ventilation, du marché de conduite d'exploitation et de maintenance des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et du Moco à l'entreprise Société Maintenance Energies, pour un montant forfaitaire annuel de 50 893 € HT, et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations rémunérées par application du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

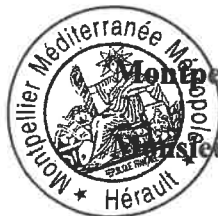
- D'attribuer le lot n° 3 Electromécanique, du marché de conduite d'exploitation et de maintenance des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole et du Moco à l'entreprise Société Maintenance Energies, pour un montant forfaitaire annuel de 20 286 € HT, et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations rémunérées par application du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

Les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est d'un an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

28/4/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : - 5 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
19MA03394 et 19MA03395 CAA - Lucien
AURIOL"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant :

- les requêtes n°19MA03394 et 19MA03395 déposées près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23 juillet 2019 par Monsieur Lucien AURIOL contre les jugements du Tribunal Administratif de Montpellier n°1803304 du 23 mai 2019 refusant d'annuler la décision du 15 janvier 2018 approuvant le principe du recours à la procédure de transfert d'office dans le domaine public de la parcelle cadastrée KS n°40 sise à Montpellier et n°1803303 du 23 mai 2019 refusant d'annuler l'arrêté du 21 février 2018 portant ouverture d'enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de cette même parcelle ;

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt des requêtes n°19MA03394 et 19MA03395 par Monsieur Lucien AURIOL.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 30 AVR 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société Z-ADG dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société Z-ADG, représentée par Monsieur Mohamed ZAOUI est spécialisée dans le design architectural.

Elle est candidate à la location du lot B10A-2 de 25 m² (y/c quote-part des communs) à compter du 12 avril 2021, jusqu'à démolition du bâtiment.

L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société Z-ADG ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 AVR. 2021

Madame la Vice

Hind EMAD



Publiée le : **21 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2001320-4 TA- Syndicat les Collines d'
Estanove"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2001320-4 déposée le 16 mars 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par le Syndicat Les Collines d' Estanove tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement aux désordres dus aux eaux de pluie en provenance de la chaussée affectant les parcelles appartenant aux époux Mazerolles, la copropriété les Collines d'Estanove, la propriété du syndicat secondaire les Collines d' Estanove et le bâtiment de la poste, propriété de la société BRIDAMIA;

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001320-4 par le Syndicat Les Collines d' Estanove.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUD



Publiée le : 30 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la réforme de six
copieurs multifonctions en raison de leur
vétusté - Reprise par la société Fac similé
bureautique Canon

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le Marché Public n° G9D0004RI « Achats de multifonctions, imprimantes réseaux avec contrats de maintenance » du 18/02/2020 conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9 ;

- CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un ensemble de divers copieurs vétustes de marque Canon ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des copieurs vétustes et qu'il convient de les réformer ;
- que lesdits copieurs sont repris par la société Fac similé bureautique Canon, conformément aux dispositions du marché ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme six copieurs vétustes de marque Canon et Toshiba dont la liste est la suivante : Canon IR2525 n° de série NZW09027, Canon IR42451 n° de série QHW01295, Canon IRC5250i n° de série JMN22958, Canon IR 2525 n° de série NZW52304, Canon 42451 n° de série QHW01280, Toshiba Estudio 2508A n° de série CGFF18813.

ARTICLE 2 : La société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, reprend les copieurs vétustes listés à l'article 1, conformément aux dispositions prévues par le marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif aux réformes visées à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°3 au
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la CGMA
IMMO - Places de parking 157 rue de
Messidor à Montpellier - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,
- VU le contrat de location du 28/10/2019 signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CGMA Immo concernant la location par la Métropole de 6 emplacements de parking situés au 157 rue Messidor, 34000 Montpellier ;
- VU L'avenant n°1 du 19/02/2020 relatif au passage au trimestre concernant les échéances des loyers ;

-VU l'avenant n°2 du 20/12/2020 relatif au transfert des places louées du R-2 au R-1 des 6 emplacements loués ;

-**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire, afin d'avoir un emplacement ayant une surface plus grande pour faciliter le stationnement, de substituer au contrat la place actuellement louée 47/33 du niveau -1 par une nouvelle place 97/41 du niveau -2 ;

-**CONSIDERANT** que dans un souci pratique de bonne gestion du contrat, il s'avère nécessaire de signer un avenant n°3 au contrat afin d'y préciser ce changement de place louée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°3 au contrat de location du 28/10/2019 conclu avec la CGMA Immo concernant la location par la Métropole de 6 places de parking situées 157 rue Messor, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : La place de stationnement 47/33 du niveau -1 désignée dans le contrat est remplacée par la place 97/41 du niveau -2.

ARTICLE 3

: Les autres articles du contrat de location ne sont pas modifiés.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 3 parking Messor.PDF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
Sentinelles de Rivières - Mas du Bosc à
Saint-Jean-de-Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT :**
- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un ensemble immobilier dit Mas du Bosc à Saint-Jean-de-Védas (34 430) sur une parcelle intégrée dans des réserves foncières à long terme pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole ne souhaite pas laisser les bâtis à l'abandon et a décidé d'établir une convention d'occupation précaire d'occupation ;
- que L'association Sentinelles de Rivières, association loi 1901 représentée par Madame Marie-Hélène Cocq, sise au 190 rue Fra Angelico, Essen'Ciel B262, C/0 M-H Cocq, 34000 Montpellier, a besoin de locaux dans le cadre de ses activités d'entretien des berges des rivières et activités sociales ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec l'Association Sentinelles de Rivières, sise au 190 rue Fra Angelico, Essen'Ciel B262, C/0 M-H Cocq à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention porte sur des locaux situés Mas du Bosc, sur une parcelle n° AA 0059 cadastrée à Saint-Jean-de-Védas (34 430), comprenant 1 Espace d'accueil situé à l'entrée, 1 Espace de bureau (RDC), 1 sanitaire (RDC), 1 Espace salle de réunion situé à l'étage. Attenant au bâtiment, 1 Espace de stockage (hangar).

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable 1 fois 1 an par reconduction tacite.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance trimestrielle de 100 euros TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une lame de déneigement vétuste de
marque Farge - Hôtel des Ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDÉRANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une lame de déneigement vétuste de marque Farge type EFJ25 n° 9309 ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une lame de déneigement vétuste et qu'il convient de la réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté une lame de déneigement vétuste de marque Farge type EFJ25 n° 9309 et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société GV CASTELLE
dans la Zac Garosud à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD à Montpellier : la société GV CASTELLE est une SAS, représentée par Monsieur Yoann GUICHARD. Elle est candidate à l'acquisition de l'ilot 55B de 7 934 m² pour la réalisation d'un bâtiment d'activités de 4 673 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 700 m². L'utilisateur final sera la société REPAR'STORES pour une activité de fabrication et modernisation de volets roulants, formations professionnelles, activité de franchiseur et e-commerces.
La société prévoit un effectif de 140 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu du changement de statut de la société, la décision MD2021-284 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la SAS GV CASTELLE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EL



Publiée le : 21 AVR. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 AVR. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie
A de la Ville de Montpellier auprès de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;

CONSIDERANT :

- que Madame Corinne CANAYER, attaché à la Ville de Montpellier a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} mai 2021 pour une durée de 6 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Corinne CANAYER, attachée territoriale, est mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} mai 2021 pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 05 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la SCI ISO PLUS dans la
ZAC DESCARTES à Lavérune

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société ISO PLUS est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1 de 1 485 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, entrepôts et ateliers de 1 304 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 450 m². L'utilisateur final est la société ISO GAZ pour une activité de chauffage, plomberie, énergies renouvelables ainsi qu'un service en télé-secrétariat. La société prévoit un effectif de 25 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI ISO PLUS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind B. M. D.



Publiée le : 21 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BUROSTATION
dans la Zac GAROSUD extension à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD EXTENSION à Montpellier : la société BUROSTATION est une SAS, représentée par Monsieur Nordine EL OUACHMI, gérant. Elle est candidate à l'acquisition du lot 13B de 4 000 m² pour la réalisation d'un bâtiment mixte (bureaux, stockage, showroom de bureaux de co-working) de 2 498 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 700 m².

Ces locaux serviront de siège social à BUROSTATION et d'espace de production et de stockage de mobiliers pour les espaces de co-working développés par la société.
La société prévoit un effectif de 30 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SAS BUROSTATION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAB



Publiée le : 21 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 21 AVR. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la mise en place d'une
ligne de trésorerie 2021 - ARKEA -
Financement à court terme

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU le projet de contrat ;

- CONSIDERANT :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place ;
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le Siège Social est sis au RELECQ-KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	ARKEA
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	TI3M flooré à zéro + marge de 0.30 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paiement trimestriel.
Commission d'engagement	0.07% du montant soit 7 000 EUR
Frais de dossiers	Néant
Commission de non utilisation	Néant

ARTICLE 5 : Monsieur le 1^{er} Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVET



Publiée le : 30 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modèle contrat ligne de trésorerie 2020-2021 10M€

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise en place d'une
ligne de trésorerie 2021 - Caisse d'Épargne
- Financement à court terme**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires :
 - procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, dans le domaine des « Finances » ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU le projet de contrat ;

CONSIDERANT :

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place ;
- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, dont le siège social est situé au 254 rue Michel Teule – BP 7330 - 34184 Montpellier cedex 4, n°de SIREN 383 451 267 RCS Montpellier - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n°07 005 729.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	La Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Euribor 1 semaine flooré à zéro + marge de 0.31 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paielement mensuel.
Commission d'engagement	0.07% du montant soit 7 000 euros
Frais de dossier	Néant
Commission de non utilisation	Néant

ARTICLE 5 : Monsieur le 1^{er} Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALY



Publiée le : 30 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AVR. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT TYPE LTI.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention d'occupation du domaine
public entre l'Université de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole
Implantation de la statue "des 800 ans"
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et de l'Espace Public »,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,

CONSIDERANT

- que la Faculté de Médecine de Montpellier a fêté ses 800 ans le 17 août 2020 ;
- qu'à cette occasion, les étudiants, via l'Association des 800 ans, ont financé une sculpture monumentale créée par l'artiste Nicolas DAUBANES ;

- qu'après visite sur site des étudiants, de membres du directoire de la Faculté, de l'artiste et du Fonds Régional d'Art Contemporain Occitanie, il a été retenu comme choix prioritaire pour l'installation de l'œuvre le Parvis Simone VEIL du Campus Santé, espace métropolitain ;
- que la présente convention, conclue à titre gratuit et d'une durée de 11 ans et 11 mois, a pour objet de définir les modalités relatives à l'implantation de la statue étudiante des 800 ans sur le Parvis Simone VEIL, espace métropolitain.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public à titre gratuit est passée pour une durée de 11 ans et 11 mois, entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier pour l'installation d'une œuvre sur l'espace métropolitain.

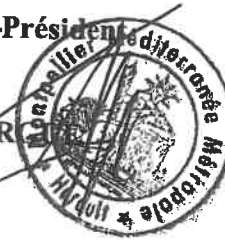
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant à la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MAI 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORE



Publiée le : **05 MAI 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MAI 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative de la Régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n° M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;

- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU la décision n°2018-330 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 23 avril 2018 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction des Bâtiments ;
- VU l'avis conforme du 20 avril 2021, de Madame la Trésorière ;
- **CONSIDERANT** la mise à jour d'une dépense, ajout de frais de carburant (charge) électrique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° 2018-330 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 23 avril 2018 a institué une régie d'avance auprès de la Direction des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, elle est corrigée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 50, place Zeus - 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures),
- règlement des dépenses de cartes grises par internet,
- location de matériel,
- frais de carburant et *carburant (charge) électrique*,
- règlement des avertisseurs de zones de danger par internet.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces,
- par chèque,
- par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur *ès qualités* auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires à lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 500 €.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de paiement tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVA



Publiée le : **28 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 AVR. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVIS TRESORERIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "SAS
L'ESSENTIEL - Renvoi sur le Tribunal
Administratif par le Conseil d'Etat"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- l'arrêt n°446417, 446935 du Conseil d'Etat en date du 22 avril 2021 :
 - annulant l'ordonnance n°2004397 du Juge des Référé du Tribunal Administratif de Montpellier du 22 ou 26 octobre 2020 demandant à la société SAS l'essentiel de libérer les lieux qu'elle occupe au sein de la piscine Antigone à Montpellier,
 - renvoyant l'affaire au Juge des référés du Tribunal Administratif de Montpellier.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à l'arrêt du Conseil d'Etat n°446417, 446935 en date du 22 avril 2021.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Jean-Philippe MENEAU.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "requête
n°2101722-3 TA - Ressources humaines"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2101722-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 avril 2021 par Monsieur GERARDIN Raphaël contre la décision implicite de rejet en date du 15 février 2021 refusant de lui accorder le bénéfice de la cotation 6.1 pour le poste qu'il occupe au sein des services de la Métropole ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101722-3 par Monsieur Raphaël GERARDIN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en Justice "Cour d'Appel
d'Aix en Provence - SCI Saint Dominique"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;
- VU l'arrêt de la Cour d'Aix en Provence du 18 mars 2021 :
 - condamnant la SCI Saint-Dominique à rétablir la servitude de passage rue Draparnaud à Montpellier pour l'accès aux garages, propriétés des Consorts VIALA, situés dans une cour intérieure de la copropriété Saint-Dominique sise 10 Avenue de Lodève ;
 - invitant la SCI Saint Dominique à appeler en la cause la Ville de Montpellier dans le cadre de la compétence voirie ;
 -

- VU l'assignation en intervention forcée devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence reçue par la Ville de Montpellier le 23 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que la compétence relative à la gestion de la voirie relève de Montpellier Méditerranée Métropole conformément au décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel d'Aix en Provence dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat plaissant et à Maître Florence Butignot, avocate postulante.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 06 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'instauration d'un
périmètre de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dit ' Contrôle - Croix de Jallé ' et à
la signature d'une convention de Projet
Urbain Partenarial dite ' Contrôle ' avec la
société ' SARL TERRES DU SOLEIL
PROMOTION ' sur la Commune de
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

- VU l'avis du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) ;
- VU l'avis de la Commune de Baillargues ;

Considérant :

- le projet immobilier porté par la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION » qui projette une opération de construction de 82 logements dont 25 logements sociaux sur les parcelles cadastrées AD0013, AD0014 pour partie et AD0017, soit une unité foncière de 6 349 m² ;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure pour un montant prévisionnel de 1 936 065 € H.T ;
- que le programme d'équipements publics dessert d'autres unités foncières que celle sur laquelle est développé le projet par la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION » ;
- que les équipements publics réalisés desserviront également la parcelle cadastrée AD0105 ;
- qu'il y a lieu, au regard du deuxième alinéa de l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, de délimiter le périmètre de PUP « Contrôle - Croix de Jallé » (tel que présenté en annexe à la présente décision) à l'intérieur duquel, pendant une durée de 15 ans, les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui y développeront des opérations concluront avec Montpellier Méditerranée Métropole des conventions de Projet Urbain Partenarial ;
- qu'il y a lieu de définir les modalités de partage des coûts des équipements publics selon le tableau annexé à la présente décision ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie et à la gestion des services d'intérêt collectifs [assainissement des eaux usées (construction de la STation d'EPuration (STEP) et extension et renforcement du réseau d'assainissement), à la gestion des déchets et assimilés, et au service public de défense extérieure contre l'incendie], et est concédante de la Concession de distribution publique d'électricité ;
- que la Commune de Baillargues assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de superstructure relatifs à la construction de salles de classe et équipements pour la petite enfance ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) assurera la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau (extension et renforcement du réseau d'adduction en eau potable) ;
- que le coût total des équipements publics à l'échelle du périmètre de PUP « Contrôle - Croix de Jallé » précité, s'élève à 1 936 065 € HT dont :

- 1 218 277 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 485 083 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Baillargues, au vu de l'avis rendu par la Commune de Baillargues ;
- 232 704 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage ou concédés par le SMGC, au vu de l'avis rendu par le SMGC ;
- qu'il y a lieu de signer une première convention de PUP dite « Contrôle » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION » ;
- que le coût total des équipements publics mis à la charge de la convention de PUP « Contrôle », s'élève à 811 499 € h.t dont :
 - 393 256 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - 269 167 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Commune de Baillargues ;
 - 149 076 € HT en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SMGC ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Baillargues et le SMGC percevront directement la contribution financière de la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION », permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Un périmètre de PUP dénommé « Contrôle – Croix de Jallé » est instauré selon le plan annexé à la présente décision pour une durée de 15 ans.

ARTICLE 2 : Les modalités de partage des coûts des équipements publics, à l'intérieur du périmètre de PUP dénommé « Contrôle – Croix de Jallé », sont fixées selon le tableau annexé à la présente décision.

ARTICLE 3 : Le projet de convention de PUP « Contrôle », annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION » représentée par Monsieur André COSTA est approuvé.

ARTICLE 4 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 811 499 €.

ARTICLE 5 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 393 256 €.

ARTICLE 6 : La Commune de Baillargues percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 269 167 €.

ARTICLE 7 : Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 149 076 €.

ARTICLE 8 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre de la convention « Rue du Contrôle » dont le plan est annexé à la présente, sera exonérée pendant 10 ans.

ARTICLE 9 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 10 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention de PUP "Contrôle"
- bon pour accord société - projet de convention de PUP "Contrôle"
- tableau de répartition financière PUP Contrôle-Croix de Jallé
- périmètre de PUP "Contrôle - Croix de Jallé"
- périmètre d'application de la convention de PUP "Contrôle"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI du
Soriech - Parcelle CN 20 - Avenue de
Boirargues - Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 12 mars 2009 ;
- VU la délibération du Conseil municipal de Lattes du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;

- Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » ;
- Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 13 janvier 2021, envoyée par Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, reçue en Mairie de Lattes le 15 janvier 2021, concernant la vente par la SCI DU SORIECH, d'un immeuble à usage de restaurant et habitation avec parc, cadastré section CN 20, au prix de 4 500 000 € ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2021-04-11893 portant délégation de l'exercice du droit de préemption au profit de Montpellier Méditerranée Métropole sur la commune de Lattes ;
- VU la convention tripartite signée entre l'Etat, la commune de Lattes et la Métropole en date du 27 avril 2021, portant délégation du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération « Ode à la Mer » située sur la commune de Lattes ;
- VU le constat dressé le 30 mars 2021 à la suite de la visite des lieux conformément à l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est située dans sa majeure partie en zone AU0 au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes, où aucune constructibilité ne peut être développée à ce jour ;
- que ce bien est compris dans le périmètre de la concession « Ode à la Mer » confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) suivant concession d'aménagement signée le 5 décembre 2011 et enregistrée en préfecture de l'Hérault le 19 décembre 2011 ;
- que l'opération d'aménagement Ode à la Mer prévoit notamment la nécessité, dans le cadre de la reconquête urbaine, à la fois de recomposer et moderniser le tissu commercial existant et à la fois d'assurer une mixité fonctionnelle des logements, libres comme sociaux, à proximité des stations de transport public, tout en maintenant des espaces de respiration paysagère forts notamment sur les secteurs où existent des enjeux hydrauliques avérés ;
- que cette propriété dispose d'un parc d'une grande qualité dont les études en cours au titre du projet de plan local d'urbanisme intercommunal confirment le caractère d'ilot paysager à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier étant donné la valeur patrimoniale du site, que la parcelle présente des contraintes hydrauliques liées au ruissellement sur le Sud de la propriété, que les études naturalistes confirment un enjeu fort sur la partie non bâtie de la parcelle ;
- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de constituer une réserve foncière afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement « Ode à la Mer », permettant d'envisager une mixité fonctionnelle entre activité économique de qualité et opération de logement tout en préservant le poumon végétal et patrimonial existant, projet conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain ;

- que le prix paraît excessif au regard de l'absence de constructibilité du site au plan local d'urbanisme visé supra ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI DU SORIECH, d'un immeuble à usage de restaurant et habitation avec parc, cadastré section CN 20.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 1 900 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R.213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 avr. 2021



Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS

Publiée le : 30 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

ARRETES REGLEMENTAIRES
AVRIL – MAI – JUIN 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2021-0019	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas	508
MAR2021-0020	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation	510
MAR2021-0026	Délégations de signature - Département Développement - Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	513
MAR2021-0027	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique	518
MAR2021-0030	Représentation du Président à la présidence de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes	521
MAR2021-0032	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Jacou	523
MAR2021-0035	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Sussargues	525
MAR2021-0036	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	527
MAR2021-0037	Délégations de signature - Département des Services Publics - de l'Environnement et des Transports (DSPET)	536
MAR2021-0038	Représentation du Président aux Comités de Pilotage (COPIL) des ZPS et ZSC Natura 2000	557
MAR2021-0039	Arrêté portant mise à jour des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole	560
MAR2021-0040	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues	563
MAR2021-0041	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montaud	565
MAR2021-0042	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Restinclières	567
MAR2021-0044	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lavérune	569
MAR2021-0045	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez	571
MAR2021-0046	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président délégué aux politiques sportives	573
MAR2021-0048	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonterral	575
MAR2021-0049	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonterral	577

**ARRETES REGLEMENTAIRES
AVRIL – MAI – JUIN 2021**

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2021-0052	Délégations de signature - Département Administration Générale et Finances (DAGF)	579
MAR2021-0053	Arrêté portant adoption des Lignes Directrices de Gestion spécifiques à l'avancement de grade et à la promotion interne de Montpellier Méditerranée Métropole	587
MAR2021-0054	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	600
MAR2021-0055	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Drézéry	620
MAR2021-0059	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	622
MAR2021-0060	Délégations de signature - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	642
MAR2021-0061	Arrêté fixant les modalités d'accès du public et des journalistes aux Conseils de Métropole durant la période de sortie de crise sanitaire	655



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de
Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.152-7, L.153-8, L. 153-60 et l'article R.153-18 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-8 et R.562-1 à R.562-10-2 relatifs aux plans de prévention des risques naturels ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint Jean de Védas approuvé le 21 janvier 2008, mis à jour le 28 juillet 2008, modifié le 30 juin 2009, le 13 juillet 2010 et le 6 septembre 2011, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié de manière simplifiée le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 21 octobre 2016, mis à jour le 25 janvier 2017, modifié le 27 septembre 2017, mis à jour le 04 avril 2018, mis à jour le 09 décembre 2020 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2020-12-11528 portant abrogation partielle du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la basse vallée de la Mosson sur la Commune de Saint Jean de Védas ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas est mis à jour afin de reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

ARTICLE 2 : Le Plan Local d'Urbanisme mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Saint Jean de Védas (4 Rue de la Mairie – 34430 Saint Jean de Védas) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'au sein de la Mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Jean de Védas sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-155857-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/21

Réception en Préfecture : 14/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté prefectoral.pdf

- 20210517_PLAN_SUP_SJDV.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté fixant les limites de l'exercice de la
délégation de Madame Isabelle
TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la
Transition écologique et solidaire,
Biodiversité, Énergie, Agroécologie et
alimentation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;
- **VU** la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- **VU** le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- **VU** la déclaration d'intérêts de Madame Isabelle TOUZARD adressée à Monsieur le Président en date du 16 février 2021 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

- Que Madame Isabelle TOUZARD a informé Monsieur le Président qu'elle est susceptible d'être ou de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec :

- L'institut Agro / Montpellier SupAgro, où elle exerce la fonction de directrice des services d'appui, en détachement depuis le 1^{er} novembre 2020 ;
- L'institut national de la recherche agronomique (INRAE) - Centre Occitanie-Montpellier, où son époux exerce la fonction de directeur de recherche ;
- La Fondation Daniel et Nina Carasso, dont elle est membre du conseil d'orientation stratégique ;

ARRÊTE

Article 1 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente à la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre Montpellier Méditerranée Métropole et :

- L'institut Agro / Montpellier SupAgro ;
- L'INRAE ;
- La Fondation Daniel et Nina Carasso.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 avr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13/04/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-155853-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/04/21

Réception en Préfecture : 13/04/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Développement
Économique, Emploi et Insertion
(DDEEI)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé de la direction et des deux services suivants :

- La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE)
- Le service Marketing
- Le service Appui Pilotage Stratégique

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 1-1 : Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les services Marketing et Appui Pilotage Stratégique placés sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Développement Economique de l'Emploi (DDEE) est composée des services suivants :

- Service Administration et Finances
- Service Business Innovation Centre (BIC)
- Service Implantation des entreprises
- Service Emploi et Insertion
- Service Tourisme, Commerce et Artisanat
- Service Filières et Projets stratégiques

Monsieur Emmanuel THOMAS, directeur de l'Economie et de l'Emploi, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur José SANTANA, Madame Isabelle PREVOT, Madame Chahira BENZAOUI, Madame Sabrina GUARRERA et Madame Sylvie BELLANGER chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel THOMAS, de Monsieur José SANTANA, de Madame Isabelle PREVOT, de Madame Chahira BENZAOUI, de Madame Sabrina GUARRERA et de Madame Sylvie BELLANGER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas

d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante des services ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Isabelle PREVOT, responsable du service BIC, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Chahira BENZAOUI, responsable du service Implantation des entreprises, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chahira BENZAOUI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chahira BENZAOUI et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Madame Sabrina GUARRERA, responsable du service Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sabrina GUARRERA et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 : Madame Sylvie BELLANGER, responsable du service Tourisme, Commerce et Artisanat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie BELLANGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Madame Marie-Pierre GRAZIANI, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Pierre GRAZIANI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 : Monsieur Sam DJAFARI SANDIANI, responsable du service Appui Pilotage Stratégique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sam DJAFARI SANDIANI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 avr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16/04/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-156612-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/04/21

Réception en Préfecture : 16/04/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté fixant les limites de l'exercice de la
délégation de Madame Hind EMAD, Vice-
Présidente déléguée au Développement
économique et numérique

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique ;
- VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- VU la déclaration d'intérêts de Madame Hind EMAD adressée à Monsieur le Président en date du 05 mars 2021 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;
- Que Madame Hind EMAD a informé Monsieur le Président qu'elle est susceptible d'être ou de

paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec :

- La société **Faciligo**, dont elle est présidente et co-fondatrice ;
- La société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) **Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM)**, avec qui la société Faciligo développe une application de transport accompagné ;
- L'organisme **AG2R La Mondiale**, cofinçant le développement de l'application ;
- Le **Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Micro-électronique de Montpellier (LIRMM)**, fournissant une expertise sur ce projet d'application ;
- La **French Tech Montpellier**, l'Hôtel French Tech, sis 1 Place Francis Ponge à Montpellier, abritant la société Faciligo ;
- **Montpellier Capital Santé**, ayant été lauréate d'un appel à projets ;
- **Montpellier Business School**, où elle effectue des interventions ponctuelles ;
- **L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Montpellier-Sète, département Gestion des Entreprises et des Administrations (GEA)**, où elle effectue des interventions ponctuelles ;
- La société **Kaufman & Broad**, partenaire de la société Faciligo ;
- **L'Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole**, partenaire de la société Faciligo ;
- Le **Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS)** du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, partenaire de la société Faciligo.

ARRÊTE

Article 1 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au développement économique et numérique, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre Montpellier Méditerranée Métropole et :

- La société Faciligo ;
- La TaM ;
- AG2R La Mondiale ;
- Le LIRMM ;
- La French Tech Montpellier ;
- Montpellier Capital Santé ;
- Montpellier Business School ;
- L'IUT GEA de Montpellier-Sète ;
- La société Kaufman & Broad ;
- L'Aéroport international de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le CEIS de Montpellier.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157038-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/21

Réception en Préfecture : 24/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président
à la présidence de la
Commission d'élaboration du
Plan de sauvegarde des Cévennes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU les articles L.615-1, R.615-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
- VU l'élection du Président et des Vice-Présidents le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes sur la commune de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, président de droit de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes, peut désigner une personne appelée à le représenter ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Clara GIMENEZ, 8^{ème} Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville et à la Cohésion sociale, pour représenter Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Clara GIMENEZ est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157479-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/05/21

Réception en Préfecture : 25/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Jacou

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;
- VU le PLU de la Commune de Jacou approuvé le 18 décembre 2006, mis à jour le 19 février 2010, mis à jour le 22 mars 2018, modifié le 21 février 2019, mis à jour le 22 janvier 2020 ;
- VU la délibération n°DEL05_15MARS21 du Conseil municipal en date du 15 mars 2021 instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement lié à la construction d'un nouveau groupe scolaire sur la parcelle AM 73 au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Jacou est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de prise en considération du projet d'aménagement lié à la construction d'un nouveau groupe scolaire sur le territoire de Jacou.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Jacou (Rue de l'Hôtel de Ville - 34830 JACOU) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Jacou.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cet arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Jacou sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 avr. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 16/04/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157804-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/04/21

Réception en Préfecture : 16/04/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre d'étude.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Sussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.153-8, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues approuvé le 24 juin 2013, mis à jour le 27 mars 2017, mis à jour le 28 juin 2017, modifié le 29 mars 2018 ;
- VU la délibération n°DE20-055 du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2020 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Eco Quartier des Capitelles » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Sussargues est mis à jour afin de reporter en annexe le dossier de création de la ZAC dénommée « Eco Quartier des Capitelles ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie du Sussargues (36 Grand Rue Louis Bouis - 34160 Sussargues) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50 place Zeus - 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie du Sussargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Sussargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 mai 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 28/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158328-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/05/21

Réception en Préfecture : 28/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération communale DE20_055.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage

- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAQUIER, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEAU, au responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif, et au responsable du service Rayonnement et Développement culturel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAU, au responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5-1 : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christophe GENEIX, administrateur général du Musée Fabre par intérim.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Monsieur Christophe GENEIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Monsieur Christophe GENEIX et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Julien CARTERRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Julien CARTERRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Julien CARTERRE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Le responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre et de Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIUS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Madame Marion LORIUS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Marie FEURTRET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Monsieur Jean-Marie FEURTRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS, de Monsieur Jean-Marie FEURTRET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9-1 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN ;
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT ;
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI ;
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS ;
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE ;
- pour la médiathèque William Shakespeare, Monsieur Lionel HAURAIX. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions Madame Perrine MOURIES ;
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA ;
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS ;
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE ;

- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM ;
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON ;
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ ;
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT ;
- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions au responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Jean-Marie FEURTET.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et du responsable de service adjoint, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, du responsable de service adjoint et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie DE SAINT-VAULRY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert
- Madame Florence PONTIER, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 avr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/04/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158439-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/21

Réception en Préfecture : 23/04/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses

directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS) est composé des deux directions et des deux services suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
- Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLLAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;

- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Le directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 avr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/04/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158767-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/04/21

Réception en Préfecture : 23/04/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Représentation du Président
aux Comités de Pilotage (COPIL)
des ZPS et ZSC Natura 2000

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 110-1 et L. 110-2, L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-8 à R. 414-26 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2011-07-01175 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'intérêt communautaire (SIC) devenu Zone spéciale de conservation (ZSC) FR 9101393 « Montagne de la Moure et Causse d'Aumelas » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM-2011-05-00702 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du SIC devenu ZSC FR 9101392 « Le Lez » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2011-08-01235 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs de la Zone de protection spéciale (ZPS) FR 9112020 « Plaine de Fabrègues – Poussan » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2011-XV-451 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs de la ZPS FR 9112004 « Hautes garrigues du Montpelliérais » ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2016-12-07906 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs de la ZPS FR 9112037 « Garrigues de la Moure et d'Aumelas » ;
- VU l'arrêté interpréfectoral n°2006-I-3180 bis relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs sur les sites Natura 2000 du SIC devenu ZSC FR 9101408 et de la ZPS FR 9112017 « Etang de Mauguio » ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2007-I-290 relatif à la constitution du Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs sur les sites Natura 2000 du SIC devenu ZSC FR 9101410 « Etangs palavasiens » et de la ZPS FR 9110042 « Etangs palavasiens et étang de l'Estagnol » ;
- VU l'arrêté préfectoral portant constitution du Comité de pilotage pour la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 « Côte languedocienne » (FR 9112035) ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 et portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre des Comités de pilotage des sites Natura 2000 ci-dessus peut désigner une personne appelée à le représenter ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Comités de pilotage des sites Natura 2000 « aquatiques » suivants :

- ZSC « Le Lez » ;
- ZSC et ZPS « Etang de Mauguio » ;
- ZSC « Etangs palavasiens » et ZPS « Etangs palavasiens et étang de l'Estagnol » ;
- ZPS « Côte languedocienne ».

Dans ce cadre, Madame Véronique NEGRET est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Roger CAIZERGUES, conseiller délégué de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Comités de pilotage des sites Natura 2000 « terrestres » suivants :

- ZSC « Montagne de la Moure Causse d'Aumelas » ;
- ZPS « Hautes garrigues du Montpelliérais » ;
- ZPS « Plaine de Fabrègues – Poussan » ;
- ZPS « Garrigues de la Moure et d'Aumelas ».

Dans ce cadre, Monsieur Roger CAIZERGUES est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 25 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158866-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/05/21

Réception en Préfecture : 25/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour des Plans
Locaux d'Urbanisme (PLU) des
Communes membres de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.153-8, L. 153-60, R.153-18 et l'article R.123-14 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L. 581-14 et suivants ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU les Plans Locaux d'Urbanisme des Communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint Georges d'Orques, Saint Geniès des Mourgues, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU la délibération n° M2021-103 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021 approuvant le dossier relatif au Règlement Local de Publicité Intercommunal sur le territoire des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU les pièces du dossier d'approbation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les Plans Locaux d'Urbanisme des Communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, , Saint Georges d'Orques, Saint Geniès des Mourgues, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont mis à jour afin de reporter en annexe la délibération susvisée.

ARTICLE 2 : Les Plans Locaux d'Urbanisme mis à jour sont tenus à la disposition du public aux services urbanisme des Mairies de Baillargues (Place du 14 juillet – 34670 Baillargues), Beaulieu (3, place de la Mairie – 34160 Beaulieu), Castries (4 avenue de la Promenade – 34160 Castries), Clapiers (5, Grand-rue Marie Lacroix - 34830 Clapiers), Cournonsec (Rue du Jeu de Tambourin - 34660 Cournonsec), Cournonterral (12 Avenue Armand Daney – 34660 Cournonterral), Fabrègues (8 Rue Paul Doumer – 34960 Fabrègues), Grabels (1, Place Jean Jaurès – 34790 Grabels), Jacou (9 place Frédéric-Mistral - 34830 Jacou), Juvignac (997 les Allées de l'Europe - 34990 Juvignac), Lattes (1 Avenue de Montpellier – 34970 Lattes), Lavérune (Place de la Mairie - 34880 Lavérune), Montaud (Place de l'Eglise – 34160 Montaud), Montferrier-sur-Lez (4 Impasse du Château - 34980 Montferrier-sur-Lez), Montpellier (1 Place Georges Frêche – 34000 Montpellier), Murviel-lès-Montpellier (5 rue des Lavoisirs – 34570 Murviel-lès-Montpellier), Pérols (Place Carnot - 34473 Pérols), Pignan (Place de l'hôtel de ville - 34570 Pignan), Prades-le-Lez (Place du 8 mai 1945 – 34740 Prades-le-Lez), Restinclières (1 Place de la République – 34160 Restinclières), Saint Georges d'Orques (4 avenue de Montpellier – 34680 Saint Georges d'Orques), Saint Geniès des Mourgues (Place de l'Abbaye – 34160 Saint Geniès des Mourgues), Saint-Brès (14, Place de la Ramade – 34670 Saint-Brès), Saint-Drézéry (Place Cambacérès – 34160 Saint-Drézéry) Saint Jean de Védas (4 Rue de la Mairie – 34430 Saint Jean de Védas), Saussan (13 rue de la Mairie - 34570 Saussan), Sussargues (36 Grand'rue Louis-Bouis - 34160 Sussargues), Vendargues (Place de la Mairie – 34740 Vendargues), Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte-Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'au sein des mairies de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint Georges d'Orques, Saint Geniès des Mourgues, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et les Directeurs Généraux des Services des Communes de Baillargues, Beaulieu, Catelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint Georges d'Orques, Saint Geniès des Mourgues, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Jean de Védas, Saussan, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 mai 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 18/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158853-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/05/21

Réception en Préfecture : 18/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération M2021-103 _RLPi _Visa pref.pdf
- Reglement_RLPi.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.151-51, R.151-53, R.153-18 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/11/2019 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2021 relatif à la création du Périmètre Délimité des Abords autour de l'Eglise Saint Jacques sur la commune de Fabrègues ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Fabrègues (8, rue Paul Doumer - 34690 Fabrègues) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Fabrègues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la commune de Fabrègues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161530-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/21

Réception en Préfecture : 14/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté_préfectoral_Fabrègues.pdf

- 20210517_PLAN_SUP_FABREGUES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Montaud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.151-51, R.151-53, R.153-18 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet ;
- VU portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Montaud approuvé le 14 juin 2001, modifié le 17 septembre 2004, mis à jour le 7 septembre 2017, mis à jour le 9 décembre 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 6 janvier 2021 relatif à la création du Périmètre Délimité des Abords autour des ruines du château de Montlaur sur la commune de Montaud ;

ARRETE

ARTICLE 1: Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montaud est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Montaud (Place de l'Eglise - 34160 MONTAUD) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montaud.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Montaud sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 18/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210104-161533-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/06/21

Réception en Préfecture : 18/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté préfectoral_Montaud.pdf
- 20210512_PLAN_SUP_MONTAUD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Restinclières

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.151-51, R.151-53, R.153-18 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières approuvé le 30 juin 2011, modifié le 22 mai 2013, modifié le 30 septembre 2015, modifié le 16 décembre 2015 ; mis à jour le 18 juillet 2018 ; modifié le 19 juillet 2018 ; mis à jour le 9 décembre 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2018 portant modification du périmètre de protection de la chapelle Notre Dame de la Pitié protégée au titre des monuments historiques sur le territoire de la commune de Restinclières ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Restinclières est mis à jour afin de reporter en annexe l'arrêté préfectoral portant modification du périmètre de protection de la chapelle Notre Dame de la Pitié protégée au titre des monuments historiques.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public dans la mairie de Restinclières (1 Place de la République - 34160 Restinclières), ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois dans la mairie de Restinclières, ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la commune de Restinclières sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161546-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/21

Réception en Préfecture : 14/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté_Prefectoral.pdf

- 20210512_PLAN_SUP_RESTINCLIERES.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Lavérune

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lavérune approuvé le 18 avril 2011, mis à jour le 19 octobre 2011, mis à jour le 17 avril 2012, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 26 septembre 2013, mis à jour le 12 juin 2014, mis à jour le 30 juin 2014 ;
- **VU** la délibération n° 2021-11 du Conseil Municipal de Lavérune en date du 25 mars 2021 instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement situé sur le secteur dénommé « Les Serres » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Laverune est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement instauré sur le secteur « Les Serres ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Laverune (Place de la Mairie - 34880 LAVERUNE) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Laverune.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Laverune sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 mai 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 28/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-159056-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/05/21

Réception en Préfecture : 28/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération_Communale.pdf

- Périmètre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-le-Lez approuvé le 27 août 2012, mis à jour le 09 avril 2013, mis à jour le 25 mars 2014, modifié le 23 avril 2014, mis à jour le 10 juin 2014, modifié le 28 septembre 2016, mis à jour le 27 mars 2017, mis à jour le 22 mars 2018, modifié le 23 juillet 2019, mis à jour le 06 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020 ;
- VU la délibération n° 08/2021 du Conseil Municipal de Prades-le-Lez en date du 17 février 2021 instaurant quatre périmètres d'étude situés sur les secteurs dits « des Pendances », « Route de Vendargues », « Route de Mende » et le secteur UC2 au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-Le-Lez est mis à jour afin de reporter en annexe les périmètres de prise en considération des projets d'aménagement instaurés sur les quatre secteurs susvisés sur le territoire de la Commune de Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Prades-le-Lez (Place du 8 mai 1945 - 34730 PRADES-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Prades-le-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Prades-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 mai 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 28/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-159069-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/05/21

Réception en Préfecture : 28/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- delib_08-2021 Instauration de périmètres d'études.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté fixant les limites de l'exercice de la
délégation de Monsieur Christian ASSAF,
Vice-Président délégué aux politiques
sportives**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des politiques sportives ;
- VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- VU la déclaration d'intérêts de Monsieur Christian ASSAF adressée à Monsieur le Président en date du 1^{er} juillet 2020 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;
- Que Monsieur Christian ASSAF a informé Monsieur le Président qu'il est susceptible d'être ou de

paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'il pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec la SARL **Emmanuelle Navarro Architecture**, dont son épouse est la gérante.

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président aux politiques sportives, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre Montpellier Méditerranée Métropole et Emmanuelle Navarro Architecture.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-159824-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/06/21

Réception en Préfecture : 23/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.153-8, L.153-60, L.424-1, R.153-18, R.424-24, R.421-27 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral approuvé le 02 mai 2013, modifié le 06 mars 2014, mis à jour le 04 juin 2014, mis à jour le 09 juillet 2014, mis à jour le 03 novembre 2014, mis à jour le 05 octobre 2018, modifié le 25 juin 2019, mis à jour le 09 décembre 2020 ;
- VU la délibération n°D2021-05 du Conseil Municipal de Cournonterral en date du 13 mars 2021, instaurant la soumission à permis de démolir sur une partie du territoire communal au titre des articles L.421-3 et R.421-27 du Code de l'Urbanisme ;
- VU la délibération n°D2021-16 du Conseil Municipal de Cournonterral en date du 27 mars 2021 instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement situé sur le secteur « Quartier Est » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

- VU la délibération n° D2021-17 du Conseil Municipal de Cournonterral en date du 27 mars 2021 instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement situé sur le secteur « Joncasses » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonterral est mis à jour afin de reporter en annexe les délibérations susvisées.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Cournonterral (12 avenue Armand-Daney - 34660 COURNONTERRAL) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Cournonterral.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Cournonterral sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 mai 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 18/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-160097-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/05/21

Réception en Préfecture : 18/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération_PE_Quartier_Est.pdf
- DELIBERATION+ND2021-05 Instauration+du+permis+de+démolir).pdf
- Périmètre.pdf
- Délibération_PE_Secteur_Joncasses.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.111-5-2, L.151-2, L.151-43, L.153-8, L.153-60, L.421-4 et les articles R.123-13 et R.153-18 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L. 151-43, L.153-8, L. 153-60, R.153-18 et l'article R.123-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral approuvé le 02 mai 2013, modifié le 06 mars 2014, mis à jour le 04 juin 2014, mis à jour le 09 juillet 2014, mis à jour le 03 novembre 2014, mis à jour le 05 octobre 2018, modifié le 25 juin 2019, mis à jour le 09 décembre 2020 ;

- VU la délibération n°D2021-09 du Conseil municipal de Cournonterral en date du 13 mars 2021 instaurant la soumission à déclaration préalable pour toute division foncière se situant en zones agricoles (Zone A) et naturelles (Zone N) du Plan Local d'Urbanisme au titre des articles L.115-3 et R.421-23 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre des zones délimitées en application de l'article L.115-3 du Code de l'Urbanisme à l'intérieur duquel les divisions foncières sont soumises à déclaration préalable.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Cournonterral (12 avenue Armand-Daney - 34660 Cournonterral) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Cournonterral.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Cournonterral sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 07/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-160873-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/06/21

Réception en Préfecture : 07/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DELIBERATION+ND2021-09 SOUMISSION DES DIVISIONS FONCIERES A DP zones A et N.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Administration Générale et
Finances
(DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Olivier NYS pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :
 - les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
 - les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
 - les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
 - les admissions en non-valeur ;
 - les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
 - les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

- Délégation de signature pour les tirages et remboursements de lignes de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,
- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOUP, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOUP et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALLO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161118-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/05/21

Réception en Préfecture : 25/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant adoption des Lignes
Directrices de Gestion spécifiques à
l'avancement de grade et à la promotion
interne de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu l'avis du comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du mercredi 05 mai 2021,

Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole du 15 juillet 2020,

Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Joël RAYMOND, en qualité de Vice-Président délégué aux Ressources humaines et au Dialogue social,

Considérant que les lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité territoriale, après avis du comité technique et déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources humaines au sein de Montpellier Méditerranée Métropole,

Considérant que les lignes directrices de gestion fixent également, sans préjudice de pouvoir d'appréciation de l'autorité territoriale compétente, les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours,

Considérant que les lignes directrices de gestion relatives à l'avancement de grade et la promotion interne sont établies pour une durée qui ne peut excéder 6 années et qu'elles peuvent faire l'objet d'une révision, en tout ou partie, au cours de la période considérée,

ARRETE

Article 1 : Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne, sont établies pour six ans, de 2021 à 2026.

Article 2 : Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne fixent les critères spécifiques à prendre en compte pour les promotions dans les grades et cadres d'emplois. Elles sont au nombre de cinq :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion énoncées ci-dessus se déclinent en différents critères pondérés, permettant d'obtenir un total de points sur 200 qui définira le classement des agents promouvables.

Elles s'appliquent de manière différentes selon le mode de promotion : avancement de grade ou promotion interne, et selon la catégorie de l'agent promouvable.

Elles définissent des critères distincts selon le mode de promotion : avancement de grade ou promotion interne, et selon la catégorie de l'agent promouvable.

La ligne directrice de gestion sans apport de point est applicable pour l'avancement de grade et la promotion interne des 3 catégories : A, B et C.

Elle permet un départage des agents à égalité de point et fixe les conditions d'avancements de grades et de promotions internes des agents en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

L'avancement de grade des agents relevant des catégories B et C

Article 3: Pour l'avancement de grade des agents de catégorie B et C, 4 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 3 premières lignes directrices de gestion énoncées sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100%.

Article 4 : La ligne directrice de gestion valeur professionnelle représente 25% du nombre total de points, soit 50 points maximum.

Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	30%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	30%		
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			

Article 5 : La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 80 points correspondant à un pourcentage de 40% du total des points. Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le grade	2 points par année, soit un plafond de 32 points	40 %	40%	80 points
Ancienneté dans la fonction publique	1 point par année, soit un plafond de 24 Points	30%		
Echelon sommital du grade	8 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	16 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le grade permet un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 32 points.
Le calcul de l'ancienneté dans le grade suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'ancienneté dans la fonction publique permet un apport d'1 point par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 24 points.

Le calcul de l'ancienneté dans la fonction publique se fait en considération de l'année d'entrée dans la fonction publique en tant qu'agent public : en tant que fonctionnaire stagiaire ou en tant que contractuel de droit public sans discontinuité ou sans interruption de contrat supérieure à 3 mois.

Le critère de l'échelon sommital du grade permet un apport de 8 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements au dernier échelon de la grille indiciaire dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 16 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite à compter du 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

Article 6 : La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	49 points	70%	35%	70 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 7 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	14 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 49 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements, dans la limite de 7 points.

Le critère d'entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 14 points pour un agent entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

L'avancement de grade des agents relevant de la catégorie A

Article 7 : Pour l'avancement de grade des agents de catégorie A, les 5 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100 %.

Article 8 : La ligne directrice de gestion valeur professionnelle représente 25% du nombre total de points, soit 50 points maximum. Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	30%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	30%		
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			

Article 9 : La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/fonctions est pondérée pour un total de 30 points maximum correspondant à un pourcentage de 15% du total des points. Elle fixe le critère correspondant à des fonctions spécifiques. Il est pondéré et décliné de la manière suivante :

Directeur Général / DGAS / Directeur de Pôle	30 points	100%	15%	30 points
Directeur	25 points			
Directeur adjoint	20 points			
Responsable de service / Chef de service / Chef d'établissement	15 points			
Responsable de service adjoint / Chef ou Responsable d'unité / Chef de projets stratégiques et transversaux	10 points			
Chargé de mission et autres fonctions d'encadrement	5 points			
Autres fonctions	0 point			

Article 10 : La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points. Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le grade	2 points par année, soit un plafond de 28 points	40 %	35%	70 points
Ancienneté dans la fonction publique	1 point par année, soit un plafond de 21 points	30%		
Echelon sommital du grade	7 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	14 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le grade permet un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 28 points. Le calcul de l'ancienneté dans le grade suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'ancienneté dans la fonction publique permet un apport de 1 point par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 21 points.

Le calcul de l'ancienneté dans la fonction publique se fait en considération de l'année d'entrée dans la fonction publique en tant qu'agent public : en tant que fonctionnaire stagiaire ou en tant que contractuel de droit public sans discontinuité ou sans interruption de contrat supérieure à 3 mois.

Le critère de l'échelon sommital du grade permet un apport de 7 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements au dernier échelon de la grille indiciaire dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 14 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite à compter du 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

Article 11 : La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	35 points	70%	25%	50 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 5 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	10 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 35 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancement, dans la limite de 5 points.

Le critère Entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 10 points pour un agent qui est entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

La promotion interne des agents relevant des catégories A, B et C

Article 12 : Pour la promotion interne des agents de catégorie A, B et C, les 5 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100 %.

Article 13 : La ligne directrice de gestion valeur professionnelle est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points.
Elle fixe 5 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	20%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Aptitude à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			

Article 14 : La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/fonctions est pondérée pour un total de 30 points maximum correspondant à un pourcentage de 15% du total des points. Elle fixe 2 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Calibrage du poste : cadre d'emplois cible /calibrage du poste occupé	Adéquation cadre d'emplois cible /calibrage du poste occupé	15 points	50%	15%	30 points
	Inadéquation cadre d'emplois cible/calibrage du poste occupé	0 point			
Adéquation filière : Filière cible / Filière de l'agent	Adéquation Filière cible / Filière de l'agent	15 points	50%		
	Inadéquation Filière cible / Filière de l'agent	0 point			

Le critère du calibrage du poste permet, dans le cadre de la promotion interne, de comparer le grade ou cadre d'emplois de référence, inscrit au tableau des effectifs, du poste occupé par l'agent et le grade ou le cadre d'emplois pour lequel l'agent est promouvable.

Le critère de l'adéquation filière permet, dans le cadre de la promotion interne, de comparer la filière de l'agent avec la filière du grade pour lequel l'agent est promouvable.

Une exception est faite pour l'application du critère de l'adéquation filière pour les agents relevant de la filière Animation et promouvables au grade d'Attaché par promotion interne, la filière animation ne comportant pas de grade de catégorie A. Un total de 8 points sera alloué aux agents relevant du périmètre de cette exception.

Article 15 : La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points. Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le cadre d'emplois	1 point par année, soit un plafond de 21 points	30%	35%	70 points
Ancienneté dans le grade sommital du cadre d'emplois	2 points par année, soit un plafond de 28 points	40 %		
Echelon sommital du grade sommital du cadre d'emplois	7 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	14 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le cadre d'emplois permet un apport de 1 point par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes dans la limite de 21 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le cadre d'emplois suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Une exception est faite pour l'application du critère de l'ancienneté dans le cadre d'emplois pour les agents relevant du cadre d'emplois des Agents de maîtrise et promouvables au grade de Technicien ou Technicien principal de 2^{ème} classe par promotion interne. L'ancienneté dans un cadre d'emplois technique sera retenue pour les agents relevant du périmètre de cette exception soit un cumul de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois des Adjointes techniques et dans le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

Le critère de l'ancienneté dans le grade sommital du cadre d'emplois permet à un agent promouvable étant dans le dernier grade de son cadre d'emplois un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes dans la limite de 28 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le grade sommital suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'échelon sommital du grade sommital du cadre d'emplois permet un apport de 7 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes au dernier échelon du dernier grade du cadre d'emplois dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 14 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

Article 16 : La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	35 points	70%	25%	50 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 5 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	10 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 35 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1^{er} janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes, dans la limite de 5 points.

Le critère d'entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 10 points pour un agent qui est entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

La ligne directrice de gestion sans apport de point commune aux avancements de grades et promotions internes des 3 catégories

Article 17 : La ligne directrice de gestion sans apport de point permet un départage des agents promouvables à égalité de points à la suite de l'application des critères pondérés relevant des lignes directrices de gestion précédemment établies.

Elle fixe 4 critères appliqués successivement dans l'ordre défini comme suit, jusqu'au départage des agents à égalité de points :

- L'égalité Femme Homme
- L'âge
- La validation des acquis de l'expérience professionnelle
- La participation à des activités syndicales.

Le critère de l'égalité Femme Homme permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération des agents proposés et de la part respective des femmes et des hommes dans les cadres d'emplois ou les grades concernés par l'avancement de grade ou la promotion interne.

Le critère de l'âge permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de l'âge le plus avancé.

Le critère de la validation des acquis de l'expérience professionnelle (VAE) permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de l'obtention d'une certification d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle par le biais d'une VAE.

Le critère de la participation à des activités syndicales permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de leur engagement syndical.

Article 18 : La ligne directrice de gestion sans apport de point fixe les conditions d'avancements de grades des agents promouvables en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

En vertu de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, Lorsqu'un agent en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical réunit les conditions fixées par le statut particulier de son corps ou cadre d'emplois pour bénéficier d'un avancement de grade au choix, ce fonctionnaire est inscrit, de plein droit, au tableau d'avancement de grade, au vu de l'ancienneté acquise dans ce grade et de celle dont justifient en moyenne les fonctionnaires titulaires du même grade relevant de la même autorité de gestion et ayant accédé, au titre du précédent tableau d'avancement et selon la même voie, au grade supérieur.

Article 19 : La ligne directrice de gestion sans apport de point fixe les conditions de promotions internes des agents promouvables en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

Lorsqu'un agent en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical réunit les conditions fixées par le statut particulier de son corps ou cadre d'emplois pour bénéficier d'une promotion interne au choix, ce fonctionnaire peut être inscrit sur la liste d'aptitude au vu de l'ancienneté acquise dans ce cadre d'emplois et de celle dont justifient en moyenne les fonctionnaires titulaires du même cadre d'emplois relevant de la même autorité de gestion et ayant été inscrit, au titre des trois précédentes années, sur les listes d'aptitudes et selon la même voie, au grade considéré.

Lorsqu'un agent promouvable en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical a réussi un examen professionnel du grade considéré, au titre de la promotion interne, un apport de 3 années d'ancienneté supplémentaires acquises dans son cadre d'emplois sera retenue.

Une exception est faite pour l'application de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois pour les agents relevant du cadre d'emplois des Agents de maîtrise et promouvables au grade de Technicien ou Technicien principal de 2^{ème} classe par promotion interne. L'ancienneté dans un cadre d'emplois technique sera retenue pour les agents relevant du périmètre de cette exception, soit un cumul de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois des Adjoints techniques et dans le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

Organisation des campagnes d'avancements de grades et de promotions internes

Article 20 : Les présentes lignes directrices de gestion s'appliquent à l'ensemble des agents promouvables de Montpellier Méditerranée Métropole dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Elles seront rendues accessibles aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

Article 21 : Les tableaux d'avancements et listes d'aptitudes seront établis par l'autorité territoriale dans le respect des conditions posées par les présentes lignes directrices de gestion et dans le respect des conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Article 22 : L'avancement de grade pourra s'effectuer dans le respect des ratio promus / promouvables fixés par Montpellier Méditerranée Métropole dans la délibération publiée le 27 juin 2007 et des dispositions spécifiques liées aux seuils de nomination prévus par certains statuts particuliers.

Article 23 : L'avancement à l'échelon spécial s'effectue dans les conditions prévues par l'article 78-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et par les statuts particuliers des cadres d'emplois éligibles à cet avancement.

Article 24 : Les tableaux annuels d'avancement de grade pris par l'autorité territoriale préciseront chacun la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ces tableaux qui seront susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci.

Article 25 : La promotion interne pourra s'effectuer dans le respect des quotas définis dans les statuts particuliers des cadres d'emplois qui fixent une proportion d'emplois accessibles aux fonctionnaires par promotion interne.

Article 26 : Chaque année, les représentants du personnel siégeant en commissions administratives paritaires des catégories A, B et C seront conviés à une réunion d'annonce des postes ouverts pour l'année considérée et à une réunion d'information préalablement à la décision définitive de l'autorité territoriale pour l'établissement des tableaux d'avancements et listes d'aptitudes pour l'année considérée.

Article 27 : Chaque année, la liste des agents promouvables sera communiquée et rendue accessible aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

Article 28 : Chaque année, une date limite de prise en compte des examens professionnels pour l'année considérée sera déterminée. Elle sera communiquée et rendue accessible aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

Article 29 : Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que l'organisation qui en découle pour leurs modalités d'application prennent effet à la date de publication du présent arrêté.

Article 30 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Joël RAYMOND

Publiée le : 12/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161150-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/05/21

Réception en Préfecture : 12/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et des deux services suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
- Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Pluvial Urbain
- Eclairage Public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle Territorial Cadoule et Bérange
- Pôle Territorial Littoral
- Pôle Territorial Piémonts et Garrigues
- Pôle Territorial Plaine Ouest
- Pôle Territorial Vallée du Lez
- Pôle Territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du Pôle Territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du Pôle Territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du Pôle Territorial Piémonts et Garrigues, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;

- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du Pôle Territorial Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du Pôle Territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unités suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL, ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Le directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Le responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Administratif et Financier, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161139-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/05/21

Réception en Préfecture : 25/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Saint-Drézéry

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.151-51, R.151-53, R.153-18 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Drézéry approuvé le 21 mai 2012, modifié le 28 avril 2015, mis à jour le 7 septembre 2017, mis à jour le 18 juillet 2018, modifié le 19 juillet 2018 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° HP/OL/CR/19/1379 en date du 14/10/2019 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien Château de Saint-Drézéry et instituant une servitude de protection au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Drézéry ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Drézéry est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé, portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien Château de Saint-Drézéry et instituant une servitude de protection au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Drézéry ;

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public dans la mairie de Saint-Drézéry (34160 Saint-Drézéry), ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 Montpellier), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois dans la mairie de Saint Drézéry, ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Drézéry sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 juin 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161562-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/06/21

Réception en Préfecture : 14/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté_prefectoral.pdf

- 20210517_PLAN_SUP_SAINTE-DREZERY.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et des

deux services suivants :

Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
Direction des Services aux Territoires (DST)
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Pluvial Urbain
- Eclairage Public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de

la gestion du domaine public routier métropolitain ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle Territorial Cadoule et Bérange
- Pôle Territorial Littoral
- Pôle Territorial Piémonts et Garrigues
- Pôle Territorial Plaine Ouest
- Pôle Territorial Vallée du Lez
- Pôle Territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont

accordées à Monsieur Michel SOUM, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du Pôle Territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du Pôle Territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du Pôle Territorial Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;

- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du Pôle Territorial Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les

délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du Pôle Territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant

est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications

- éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL, ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de

déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Le directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS, de Madame Laurence BURGAUD et de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant

- est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
 - Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service

Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER

et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162170-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/06/21

Réception en Préfecture : 23/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Développement et
Aménagement Durables du Territoire
(DDADT)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- La Mission Cité intelligente
- La Mission Espace Public
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG)
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT)
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar)
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA)
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU)

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Madame Anne RINGLET, Directrice Adjointe du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3: Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée des services suivants :

- SIG Métropolitain
- Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa

direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO et au responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO, de Monsieur Marc APARICIO et du responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Patrick JOCHUM, responsable de la Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JOCHUM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick JOCHUM et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) est composée des services suivants :

- Pôle Energie
- Unité Plan Climat Air Energie et Environnement
-

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS, à Madame Emilie SALLES et à Madame Laure DELBERGHE, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Delphine BAUS, de Madame Emilie SALLES et de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-1 : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-2 : Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de

paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie SALLES et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-3 : Madame Laure DELBERGHE, responsable de l'Unité politique Agri-écologique et Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laure DELBERGHE et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6 : La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Madame Julie GUIROY et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de

Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-1 : Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, à Madame Stéphanie DELBREL, à Monsieur Matthieu THEET et à Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-2 : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-4 : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8 : La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-1 : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-2 : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9 : La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-1 : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-2 : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10 : La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications

- éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10-1 : Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11 : La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-2 : Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 12 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/06/21

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210104-162588-AR-1-1**

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/06/21

Réception en Préfecture : 23/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté fixant les modalités d'accès du
public et des journalistes aux Conseils de
Métropole durant la période de sortie de
crise sanitaire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, et notamment son article 6 ;
- VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Considérant que le contexte sanitaire impose de venir limiter l'accès du public et des journalistes à la salle où se tiendront les prochains Conseils de Métropole en présentiel ;

ARRETE

Article 1 : Durant toute la période transitoire de sortie de crise sanitaire, l'accès du public aux Conseils de Métropole sera interdit.

Article 2 : Durant toute la période transitoire de sortie de crise sanitaire, seul l'accès des journalistes (sous-réserve d'une inscription préalable auprès de la Direction des Relations Presse de Montpellier Méditerranée Métropole et de la présentation d'une carte professionnelle) et autres personnes qui justifieraient d'un motif professionnel aux Conseils de Métropole sera autorisé.

Article 3 : Les personnes qui assistent aux séances sont soumises au strict respect des consignes sanitaires, notamment le port du masque et la distanciation physique.

Article 4 : Les débats seront accessibles en direct au public de manière électronique.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 04/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162631-AR-1-1

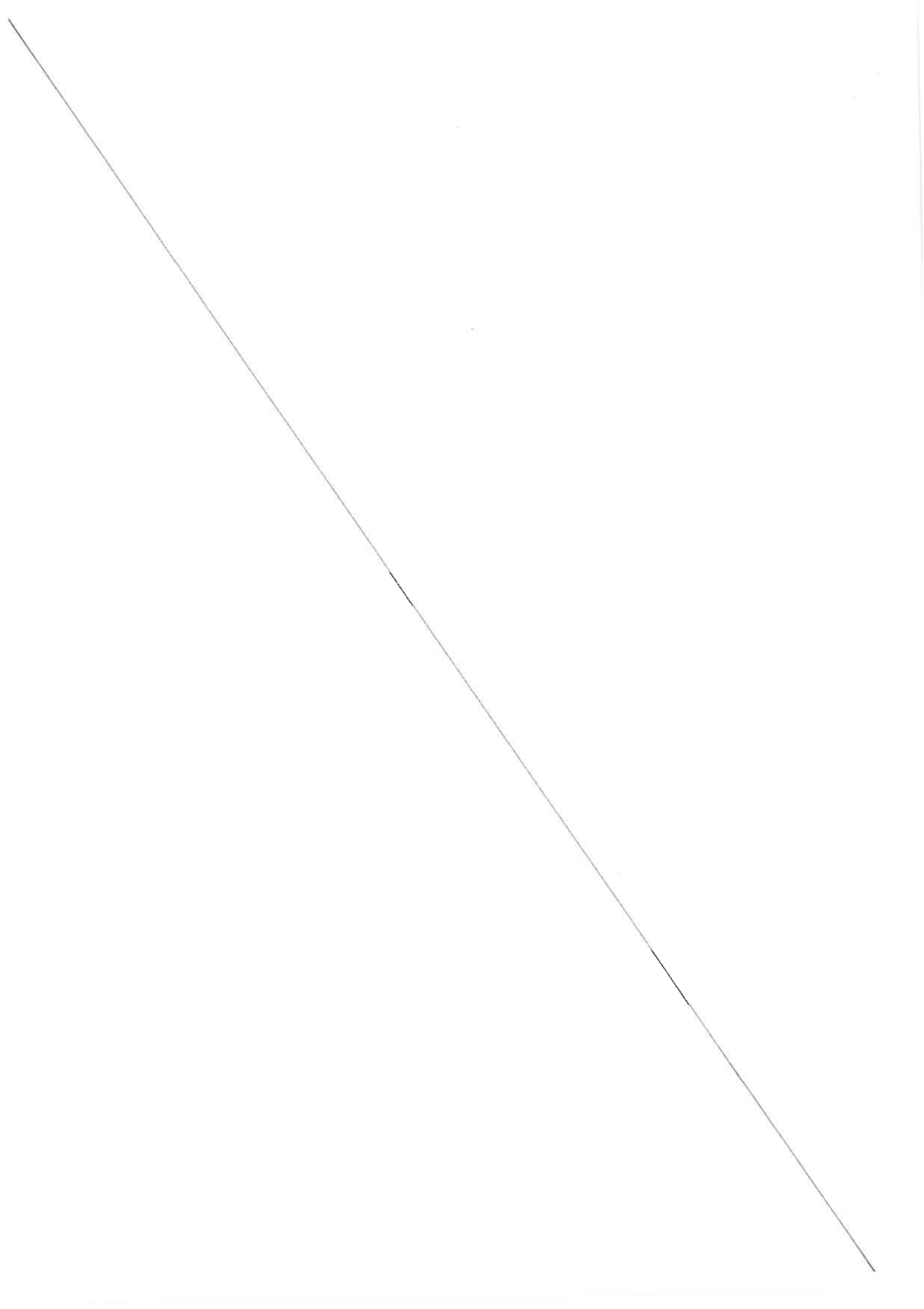
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/06/21

Réception en Préfecture : 04/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

LISTE DES ARRETES INDIVIDUELS
AVRIL – MAI – JUIN 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2021-0025	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	659
MAI2021-0031	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE RECH dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	667
MAI2021-0038	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021-2026	675
MAI2021-0039	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD (CARREFOUR LATTES) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	683
MAI2021-0041	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INSTITUT COOPERATIF DU VIN (ICV) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	693
MAI2021-0062	Désignation du représentant de Monsieur le Président au jury du marché global de performance n°MOD0087EA relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera	702
MAI2021-0071	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril imminent n°MAI2019-0100 - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 11 rue Aventurin - Parcelle HP 181	704
MAI2021-0073	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (SITE DE LA TECHNOLOGIE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	706
MAI2021-0074	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CIRAD (SITES LAVALETTE, BAILLARGUET et PARC SCIENTIFIQUE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	714

LISTE DES ARRETES INDIVIDUELS
AVRIL – MAI – JUIN 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2021-0075	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement OPTIPAIN dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	723
MAI2021-0076	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	731
MAI2021-0077	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement E.S.A.T. de Castelnau dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	739
MAI2021-0083	ARRETE DE MISE EN SECURITE ORDINAIRE - Portant sur les immeubles - Sis 12 et 14 rue du Tour de l'église - Parcelles n° LM 709 et LM 710 - Commune de MONTPELLIER - INTERDICTION D'HABITER	747
MAI2021-0090	ARRETE DE MISE EN SECURITE ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 13 rue de la Fontaine - Parcelle HV 195	750



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
IDEXX MONTPELLIER SAS dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS,

- dont le siège social est situé au 326, rue de la Galera 34090 Montpellier,
- représenté par Monsieur LETERME Serge en qualité de Responsable de site,

L'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS,

- est situé au 326, rue de la Galera 34090 Montpellier,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TE 51, TE 52, TE 53, TE 124,

ci-après désigné « l'Etablissement »,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Développement, fabrication et commercialisation de réactifs de diagnostic à usage vétérinaire, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 326, rue de la Galera 34090 Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Production de microplaques ELISA,
- Production de réactifs liquides.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 470 800 772 00027
- Code NAF : 2059Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement, Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si à la suite de ces modifications, l'Etablissement ne rejette plus aucun effluent non domestique au réseau d'assainissement, l'obligation d'auto-surveillance des rejets (décrit en 4.5.4 de l'annexe) ainsi que les conditions financières prévues à l'article 3 seront suspendues. L'autorisation de rejet perdurera jusqu'à son terme et tout rejet ponctuel ou accidentel devra être signalé à Montpellier Méditerranée Métropole et à l'exploitant.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement IDEXX MONTPELLIER SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 17/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-155993-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/21

Réception en Préfecture : 17/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD IDEXX 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE RECH dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE RECH du groupe RAMSAY SANTE,

- dont le siège social est situé au 9, Avenue Charles Flahault CS 34493 à Montpellier 34093 Cedex 5,
- représenté par MODE Joëlle, en qualité de Directrice,

L'Etablissement CLINIQUE RECH,

- est situé au 9, Avenue Charles Flahault CS 34493 à Montpellier 34093 Cedex 5,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KN 274, 275 et 276, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé avenue Charles Flahault à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Soins médicaux psychiatriques
- Restauration collective

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 457 801371 00016
- Code NAF ou APE : 8610 Z

L'Établissement CLINIQUE RECH n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué, dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement, Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE RECH doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE RECH, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE RECH désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté

d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE RECH devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE RECH et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE RECH s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE RECH, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE RECH de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE RECH sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de

déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce

contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 17/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-156304-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/21

Réception en Préfecture : 17/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CLINIQUE RECH AAD 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE
DEVELOPPEMENT (IRD) dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021-2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRD),

- dont le siège social situé au 44, boulevard de Dunkerque, CS 90009, 13572 Marseille Cedex 02,
- représenté par Madame Florence MORINEAU, en qualité de Déléguée Régionale Occitanie,

L'Etablissement IRD,

- est situé au 911 avenue d'Agropolis 34394 Montpellier,
 - est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AI 80 et 81, AL 219 et 218, AM 177,
- ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche scientifique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Agropolis à Montpellier

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de chimie,
- laboratoires de biologie

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 180 006 025 00134
- Code APE : 722 Z

L'Établissement IRD n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,

- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement IRD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement IRD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement IRD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté

d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement IRD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement IRD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement IRD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement IRD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement IRD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement IRD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 17/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157661-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/21

Réception en Préfecture : 17/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD IRD 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND
SUD (CARREFOUR LATTES) dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement AFUL (Association Foncière Urbaine Libre) CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD, dont le siège social est situé avenue Georges Frêche à Lattes 34970 est représenté par Monsieur Martial HOUTPUT, en qualité de Directeur de Centre KLEPIERRE MANAGEMENT et de Président de l'AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD

L'Établissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD est situé avenue Georges Frêche à Lattes 34970 et est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont :

- sur Lattes : CH 101, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 145 et CI 2, 18, 20, 21,24, 25, 26, 27, 28, 29, 30,34, 35
- sur Pérols AH 88, 92, 94, 95, 112, 113, 114, 115.

L'Etablissement est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial Hypermarché, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé avenue de figuières à Lattes.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Restauration
- Station service
- Piste de lavage,
- Garage mécanique automobile,
- Laboratoires de transformation de produits alimentaires,

- Cafétéria,
- Stockage de produits de tous types,
- Pressing,
- Coiffure,
- Production de chaleur et d'aération (réfrigération, ventilation), etc..

L'AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD regroupe et représente les propriétaires suivants :

IMMOBILIERE CARREFOUR, représenté sur site par CARREFOUR PROPERTY France, qui gère, entre autres :

- l'espace commercial HYPER CARREFOUR et Service Après Vente,
- la station service CARREFOUR,
- le garage et point de vente FEU VERT,
- le garage FEU VERT Services,
- les pistes de lavage ELEPHANT BLEU,

KC5 SNC, qui gère, entre autres :

- le Mail (les parties « communes » et les sanitaires),
- MAC DONALD'S ET MC DRIVE (restauration),,
- Et tous les magasins du centre commercial dont (activités susceptibles d'être à l'origine de pollution) :
 - BRASSERIE GARÇON ! (restauration),
 - BRIOCHE DOREE (restauration),
 - LES GOURMANDS DISENT (restauration),
 - PAUSE CAFE (restauration),
 - BEL & BLANC (pressing)
 - MINIT SOLUTIONS (Réparation expresse de tous types),
 - FRANCK PROVOST (coiffure),
 - SALON EVOLUTION (coiffure),
 - JC AUBRY (coiffure),
 - JEFF DE BRUGES (alimentation chocolaterie),
 - etc.

AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD mandate la société KLEPIERRE MANAGEMENT, représentée sur site par le Directeur du Centre pour opérer la gestion des parties communes de l'ensemble du site.

Les références de l'Etablissement KLEPIERRE MANAGEMENT sont :

- N° RCS : 562 100 214
- N° SIRET : 562 100 214 00401
- Code APE : 6832A

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires (excepté ERP).

Seul son locataire Station service CARREFOUR est une ICPE soumis à :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2910-A	Installation de combustion	Déclaration
2925	Ateliers de charge	Déclaration
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Déclaration
1414	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	Déclaration
1435	Station service	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traficabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine,

la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution

sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement AFUL CENTRE COMMERCIAL GRAND SUD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 17/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157785-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/21

Réception en Préfecture : 17/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CARRFEUR LATTES 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
INSTITUT COOPERATIF DU VIN (ICV)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement INSTITUT COOPERATIF DU VIN (ICV),

- dont le siège social est situé à La Jasse de Maurin à Lattes 34970,
- représenté par Monsieur MERRIEN Olivier, en qualité de Directeur de Centre,

L'Etablissement ICV,

- est situé à La Jasse de Maurin à Lattes 34970,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AK 116 et 117, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques, issues des activités de : Laboratoires d'analyses œnologiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé à La Jasse de Maurin à Lattes 34970.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Services (vinification et analyses de vins et approvisionnement aux associés coopérateurs).

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 775 588 445 00194
- Code APE : 8299Z

L'Etablissement INSTITUT COOPERATIF DU VIN (ICV) comprend différentes entités sises sur le site et qui sont concernées par le présent arrêté :

1) Société VIGNES ET VINS SERVICES (VVS)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 434 969 671
- N° SIRET : 434 969 671 00016
- Code APE : 8299Z

Ces activités sont les suivantes :

- Services (vinification et analyses de vins et approvisionnements).

L'Entité n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

2) Société GROUPEMENT D'INTERÊT ECONOMIQUE ICV-VVS (GIE ICV-VVS)
Centre de maurin

- N° RCS : 513 617 498
- N° SIRET : 513 617 498 00011
- Code NAF ou APE: 8299Z

Ces activités sont les suivantes :

- Service à ses membres (Analyses, conseils et approvisionnement)

L'Entité n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

3) Société COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (CUMA)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 329 735 179
- N° SIRET : 329 735 179 00015
- Code NAF : 9499Z

Ces activités sont les suivantes :

- Gestion administrative des coopératives d'utilisation de matériel agricole

L'Etablissement ICV n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président, délégué dans le domaine de la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement, Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement ICV doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

L'Etablissement INSTITUT COOPERATIF DU VIN (ICV) est autorisé par le présent arrêté à déverser au réseau d'assainissement des eaux usées uniquement domestiques. Il n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique pour autant que les rejets respectent les seuils de qualité fixés en annexe.

Si la qualité des rejets évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait alors appliquée suivant les modalités prévues par la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). Un nouvel arrêté d'autorisation serait alors établi pour fixer de nouveaux seuils de qualité spécifiques à l'Etablissement ainsi qu'un programme d'auto-surveillance des rejets.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement ICV désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement ICV devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement ICV et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement ICV s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement ICV, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ICV de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ICV sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 12 mai 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 17/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-157809-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/05/21

Réception en Préfecture : 17/05/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD ICV 2020-2025 arrêté

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Désignation du représentant de Monsieur
le Président au jury du marché global de
performance n°M0D0087EA relatif à la
modernisation de la station d'épuration
Maera**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L.5211-9 et L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales ;
- VU les articles R.2171-16 à R. 2171-18 du code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL, dans le domaine de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n°MD2021-456 relative à la composition du jury du marché global de performance n°M0D0087EA relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera ;

CONSIDÉRANT :

- que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Président de droit du jury du marché du marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera, peut désigner une personne appelée à le représenter ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur René REVOL est désigné en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Présidence du jury du marché global de performance n°M0D0087EA relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera.

ARTICLE 2 : En cette qualité, Monsieur René REVOL est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de ce jury.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 11/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-160193-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/05/21

Réception en Préfecture : 11/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent n°MAI2019-0100
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 11 rue Aventurin
Parcelle HP 181

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté de péril imminent n° MAI2019-0071 notifié le 18/06/2019, concernant l'immeuble sis 11 rue Aventurin à Montpellier (34000), parcelle HP 181, susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- VU l'avertissement envoyé à Agence Saint Pierre demeurant à 3 rue de l'Ecole de Médecine (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HP 181, sis 11 rue Aventurin à Montpellier (34000) ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Monsieur Bernard BLANCO, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 24/05/2019 afin de lever tout péril ;
- VU les attestations de conformité des travaux établies par l'Atelier Bio Climatique, en la personne de Xavier Belhomme, maître d'œuvre, en date 06/04/2021 ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base des attestations de conformité des travaux établies par l'Atelier Bio Climatique justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI2019-0071 pris le 18/06/2019, pour l'immeuble sis 11 rue Aventurin à Montpellier (34000) dont le Syndic de copropriété est l'Agence Saint Pierre demeurant à 3 rue de l'Ecole de Médecine (34000).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au Syndic de copropriété, l'Agence Saint Pierre.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 20 mai 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 28/05/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-161407-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/05/21

Réception en Préfecture : 28/05/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CIRAD (SITE DE LA TECHNOLOGIE)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique et pour le Développement (CIRAD),

- dont le siège social est situé Avenue Agropolis à Montpellier 34398,
- représenté par Monsieur SALAS Michel, en qualité de Directeur Régional Languedoc

Roussillon,

L'Etablissement CIRAD SITE DE LA TECHNOLOGIE,

- est situé à 361 rue Jean-François Breton à Montpellier 34 090,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AK 173 et 208,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche & Développement de produits agricoles et agroalimentaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Agropolis à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : Paris B 331 596 270
- N° SIRET : 331 596 270 00040
- Code APE : 7219Z

L'Etablissement CIRAD n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSÉ, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CIRAD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CIRAD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CIRAD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CIRAD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CIRAD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CIRAD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CIRAD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra

en demeure l'Etablissement CIRAD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CIRAD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 22 juin 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 22/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162032-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/21

Réception en Préfecture : 22/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté CIRAD Mtp 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CIRAD (SITES LAVALETTE,
BAILLARGUET et PARC
SCIENTIFIQUE) dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique et pour le Développement (CIRAD),

- dont le siège social est situé Avenue Agropolis à Montpellier 34 398,
- représenté par Monsieur SALAS Michel, en qualité de Directeur Régional Languedoc Roussillon,

ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : Paris B 331 596 270
- N° SIRET : 331 596 270 00040
- Code APE : 7219Z

L'Etablissement CIRAD comprend 3 sites concernés par le présent arrêté :

1) Site de Lavalette

situé Avenue Agropolis à Montferrier Sur Lez 34 398,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AA 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28, 31, 46, et 48.

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2910-A2	Installation de combustion	Déclaration

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Recherche & Développement de produits agricoles

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche Agronomique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via deux branchements situés Avenue Agropolis à Montferrier Sur Lez.

2) Site de Baillarguet

situé au 361 rue Jean-François Breton à Montferrier Sur Lez 34 398,

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BE 3, 4, 27, 34, 66, 67, 69, 71 et 84.

Cette entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2910-A2	Installation de combustion	Déclaration

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Recherche & Développement de produits agricoles
- Recherche sur les agents pathogènes de l'animal

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Recherche Agronomique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du Campus de Baillarguet à Montferrier Sur Lez.

3) Site Parc Scientifique

situé 101 boulevard de la Lironde à Montferrier Sur Lez 34 398,

implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AA 37, AD 108 et 110,

est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées assimilées domestiques, issues des activités de centre administratif,

dans le réseau séparatif, via les branchements situés rues boulevard de la Lironde à Montferrier Sur Lez.

Cette entité n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Le présent arrêté précisera distinctement les prescriptions techniques particulières pour chaque site et entité excepté pour le site du Parc Scientifique dont les activités génèrent des rejets domestiques. Il n'y aura pas de prescriptions techniques particulières spécifiques tant que la destination de ces locaux reste inchangée.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,

- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CIRAD doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CIRAD, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Seule l'entité Parc Scientifique, de l'Etablissement CIRAD, qui a des déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit de type domestique ou respecte les prescriptions techniques particulières précisées en annexe du présent arrêté.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CIRAD désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CIRAD devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CIRAD et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CIRAD s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CIRAD, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CIRAD de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CIRAD sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de

déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 22 juin 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 22/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162037-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/21

Réception en Préfecture : 22/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté CIRAD Mfi 2021 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
OPTIPAIN dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;**
- **Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;**
- **Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;**
- **Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;**
- **Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;**
- **Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;**
- **Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;**
- **Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;**
- **Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;**

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement OPTIPAIN,

- dont le siège social est situé au 1100 Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques 34680,
- représenté par Messieurs, ANTIN David et SANTORO David en qualité de gérants

L'Etablissement OPTIPAIN,

- est situé au 1100 Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques 34680,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : AZ 40,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Boulangerie industrielle, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue Justin Bec à Saint Georges d'Orques.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Fabrication de pâtes à pain,
- Façonnage et cuisson.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 404 014 797 000 33
- Code NAF : 1071 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Roch BASILE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement OPTIPAIN doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement OPTIPAIN, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement OPTIPAIN désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement OPTIPAIN devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement OPTIPAIN et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement OPTIPAIN s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement OPTIPAIN, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal

mettra en demeure l'Etablissement OPTIPAIN de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement OPTIPAIN sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 22 juin 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 22/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162134-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/21

Réception en Préfecture : 22/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD OPTIPAIN 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
LES VIGNERONS DU BERANGE dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE,

- dont le siège social est situé à 19 rue Cave Coopérative à VENDARGUES 34740,
- représenté par Monsieur CHAUCHON Jean Paul, en qualité de Président de la Cave Coopérative,

L'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE,

- est situé à 19 rue Cave Coopérative à VENDARGUES 34740,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AE 11 et 163, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Vinification, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Route de Nîmes RN 113 à VENDARGUES.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réception des vendanges,
- Vinification traditionnelle : fermentation alcoolique, macération malolactique,
- Thermovinification macération à chaud pour les raisins rouges,
- Mise en bouteille ou tout autre contenant,
- Expédition
- Station de traitement des effluents.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 776 094088 00015
- Code NAF ou APE : 1102 b

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2251	Vins (préparation, conditionnement) - 100 000 hl/an	Enregistrement

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine,

la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LES VIGNERONS DU BERANGE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 22 juin 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 22/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162137-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/21

Réception en Préfecture : 22/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CAVE VIGNERONS BERANGE 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
E.S.A.T. de Castelnau dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau, (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) dont le siège social UNAPEI 34, est situé au 1572 Rue de St Priest, 34090 Montpellier, représenté par Monsieur Xavier HEBER SUFFRIN, en qualité de Directeur, ci-après désigné « l'Etablissement »

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 493 999 684 00175
- Code APEC : 8810 C

L'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau comprend deux sites concernés par le présent arrêté :

1) Site 1 : Bâtiment principal

situé 369 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172 Cedex, implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 19, 23, 80, 81 et 99

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Blanchisserie,
- Cuisine Centrale,
- Espaces Verts,
- Aire de lavage et entreposage de véhicule.

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues de ses activités, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

dans le réseau séparatif, via un branchement situé 369 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172

2) Site 2 : Bâtiment bleu

situé au 650 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172 Cedex
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CT 74, 106, 121 et 122

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Atelier soudure haute fréquence,
- Façonnage d'imprimerie,
- Assemblage de mobilier,
- Conditionnement et/ ou assemblage en tous genres,

Cette entité rejette exclusivement des rejets de type domestique. Il n'y aura pas de prescription technique particulière mais la filière déchet sera associée à l'entité dénommée Site 1 Bâtiment principal.

Le Bâtiment bleu rejette ses rejets de type domestique dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 650 rue Blaise Pascal, BP n°52 à Castelnau Le Lez 34172

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
Etablissement médico-social, réglementation ARS, DDSV.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'E.S.A.T. l'Envol de Castelnau sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 22 juin 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 22/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162319-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/06/21

Réception en Préfecture : 22/06/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD ESAT APEI 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE MISE EN SECURITE
ORDINAIRE

Portant sur les immeubles
Sis 12 et 14 rue du Tour de l'église
Parcelles n° LM 709 et LM 710
Commune de MONTPELLIER
INTERDICTION D'HABITER

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.511-1 à L.511-4, L.511-6 à L.511-7, L.511-9 à L.511-17, L.521-2, L.521-4, L.541-1 à L.541-6 et les articles R.511-1 à R.511-13 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative.
- VU l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la lettre d'information adressée à Madame Valibouze demeurant au 12 rue du Tour de l'église à Montpellier et à Monsieur Pavia demeurant au 10 impasse du Château à Montpellier, leur signalant les désordres sur le mur mitoyen du bâtiment sis 12 et 14 rue du Tour de l'église, parcelle

LM 709 et LM 710, susceptibles de porter atteinte à la sécurité des occupants et leur ayant demandé leurs observations ;

- VU l'absence de réponse et vu l'aggravation des désordres mettant en cause la sécurité des occupants ;

- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Monsieur Salvador, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 27 novembre 2020 ;

- **Considérant** qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de mise en sécurité ordinaire afin que la sécurité des occupants soit sauvegardée ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les propriétaires Madame Valibouze et Monsieur Pavia, devront, chacun en ce qui les concerne, dans un délai de **6 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivantes, des bâtiments susvisés :

- Faire réaliser une étude diagnostique par un architecte et un bureau d'études structures qui détermineront la nature des ouvrages destinés à être confortés, à démolir, puis à faire rénover.
- Confier une mission de direction de l'exécution des travaux à un architecte ou maître d'œuvre qualifié afin de contrôler l'état des existants lors des travaux de confortation ou de remplacement, selon les règles de l'art.

Il est nécessaire de réaliser les principes de construction suivants :

- Réparer le mur mitoyen, en prenant en compte l'état de la charpente métallique remaniée dans la maison de Mm VALIBOUZE, tendant à engendrer des poussées obliques.
- Compléter selon besoin structurel la confortation de ce mur par tout renfort approprié.
- Réaliser le traitement de bouchement des trous et crevasses en délaissé de la démolition de M PAVIA, de la fenêtre obturée sommairement.
- Appliquer un enduit général avec un entoilage approprié des supports de nature différente.
- Réaliser une gouttière pendante, afin de recueillir les eaux pluviales du toit de la maison de Mme VALIBOUZE et les diriger vers la descente installée en façade sur rue du Tour de l'Eglise.
- Réparer le mur de M PAVIA donnant sur rue du Tour de l'Eglise, sur les mêmes principes de construction que ci-dessus, en protégeant de plus la tête de mur par un chaperon en pierre.
- Réparer le mur mitoyen sur jardin de Mme VALIBOUZE, et propriété de M PAVIA, sur les mêmes principes de construction que ci-dessus, en protégeant de plus la tête de mur par un chaperon en pierre.

ARTICLE 2

Compte tenu du danger encouru par les occupants du fait de l'état des lieux, **les immeubles sont interdits temporairement à l'habitation** à partir de la notification du présent arrêté et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité ordinaire.

ARTICLE 3

Faute pour les propriétaires d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants-droit, en application de l'article L.511-16 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4

Si les propriétaires ou leurs ayants-droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du présent arrêté pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires ou leurs ayants-droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 6

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 21 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-163196-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/21

Réception en Préfecture : 25/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE MISE EN SECURITE
ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 13 rue de la Fontaine
Parcelle HV 195

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L521-1 à L 521-4, et les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté de péril imminent le n° MAI 2020-0029 notifié le 13/03/2020, concernant l'immeuble sis 13 rue de la Fontaine à Montpellier (34000), parcelle HV 195, susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Françoise Rieu, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 14/02/2020 afin de lever tout péril ;
- VU la lettre d'information envoyée à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine ;
- VU les éléments envoyés par Century 21, sis 1035, avenue du Père Soulas - BP 7332 à Montpellier (34083) syndic de la copropriété en date du 01/04/2021 ;

Considérant que les mesures conservatoires prises ont pallié l'imminence du péril, il convient d'engager une procédure de mise en sécurité ordinaire afin d'écarter définitivement tout danger pour les occupants.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété CENTURY 21, devra, dans un délai de **6 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

- réaliser les travaux de confortement des parties communes (structure du plancher R+3). Les travaux devront être effectués depuis les parties privatives du logement R+2 résidence principale occupée par M. NICOLLEAU, propriétaire du bien.

Pour ce faire, **le logement devra être évacué pendant toute la durée des travaux**. La copropriété s'assurera de ce que le chiffrage des frais que ce copropriétaire va devoir supporter et afférents :

- au déménagement de ses effets personnels,
- au relogement temporaire durant les travaux,

sont intégrés au montant des travaux confortatifs sur les parties communes et à ce titre, pris en charge par la copropriété.

- s'adjoindre les services d'un professionnel du bâtiment (bureau d'études structure et tout autre architecte maître d'œuvre intéressé et/ou spécialisé dans ce domaine, régulièrement et expressément assuré pour les missions spécifiques qui lui seront confiées) afin de procéder et attester de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndic mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de ses ayants droit.

ARTICLE 3 : Le syndicat des copropriétaires et le syndic de copropriété sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dus à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par les copropriétaires, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-22 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 : Si les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole, de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : -En application de l'article L.511-15 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, si les mesures et travaux prescrits n'ont pas été exécutés, les copropriétaires représentés par le syndic de copropriété tenus de les réaliser sont redevable d'une astreinte dont le montant, sous le plafond de 1 000 € par jour, sera fixé par arrêté du Président de la Métropole en tenant compte de l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des

conséquences de la non-exécution.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 25 juin 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/06/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-163669-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/06/21

Réception en Préfecture : 25/06/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

